Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section francaise de la IVe Internationale)

n°43 Spécial 1985 35 F

CRISE ET TIERS MONDE

Sommaire

Présentation ..... p. 3-4

Les nouveaux missionnaires
Daniel Bensaïd ..... p. 7

Le nœud coulant de la dette
Nicolas Maheu ..... p. 15

La dette extérieure de l'Amérique latine est irrécouvrable
Fidel Castro ..... p. 23

La révolution nicaraguayenne
Charles-André Udry ..... p. 31

L'insurrection
Humberto Ortega ..... p. 39

Afrique noire : des situations sans issue
Claude Gabriel ..... p. 47

Pour comprendre l'Afghanistan
Michel Lequenne ..... p. 57

La Chine à l'heure du « renversement des verdicts ».
Economie et contradictions dans la société de transition
Pierre Rousset ..... p. 69

Illustrations ..... p. 87

Pourquoi consacrer ce numéro spécial été de *Critique communiste* au « tiers monde et la crise » ? De ce tiers monde parviennent en Europe, par le biais saccadé des informations télévisées, des images de terreur : celles de l'interminable et extraordinairement meurtrière guerre entre l'Irak et l'Iran et celles de la famine au Sahel. Les images sanglantes et chaotiques du Liban, ou de la tragédie cambodgienne.

Les populations du monde capitaliste développé n'ignorent donc pas ces drames du tiers monde. Elles en sont même, en quelque sorte, abreuvées. Sans avoir, pour autant, les moyens d'ordonner ces images, de comprendre ce qu'elles expriment. Distributeurs de ces nouvelles dramatiques, les médias distillent le plus souvent, et parfois à leur insu, un sentiment de menace. Les révoltes populaires ne sont-elles pas fréquemment identifiées au terrorisme ; lui-même toujours présenté comme un complot dirigé contre les démocraties occidentales afin de les intimider et de les déséquilibrer ? Comme une arme destinée à briser la résistance occidentale face à la pression des multitudes misérables du tiers monde ? Racisme et xénophobie ressurgissent. La vieille hantise du « péril jaune » est remise au goût du jour, affublée

Présentation

s'il le faut du turban des khoméinistes.

Cette information, surabondante à certains égards, brise l'unité de la réalité comme un miroir éclaté. Elle dissimule notamment la responsabilité majeure des pays capitalistes développés dans une crise où s'abîme le tiers monde, les deux-tiers de l'humanité. Elle feint d'ignorer que les firmes et puissances impérialistes sont là-bas, sur place, toutes puissantes ; que leur commerce enserre les pays pauvres dans un corset de fer, que banques et gouvernements impérialistes jouent aujourd'hui le rôle d'affameurs mondiaux ; qu'ils sont – ceux qui usent du chantage de l'arme alimentaire après avoir détruit les cultures vivrières, qui imposent des plans d'austérité iniques pour continuer le pompage des richesses créées dans le tiers monde – les véritables terroristes internationaux : ils tiennent en otages des centaines de millions d'êtres humains.

Le mouvement ouvrier européen n'a pourtant pas pris encore la mesure de la crise qui frappe le tiers monde, les pays tenus dans la dépendance des centres de l'économie capitaliste mondiale. Or, cette crise est d'une ampleur et d'une brutalité inouïe par rapport à celle que nous subissons dans les métropoles développées. Il faut le dire, non pour culpabiliser les travailleurs de nos pays et les inviter à l'acceptation des sacrifices au nom de tout le malheur du monde. Les bonnes âmes qui prêchent soumission et charité s'en chargent. Il faut le dire parce que l'ignorance de l'ampleur et des causes de la crise qui ravage le tiers monde signifie que le mouvement ouvrier de nos pays ne prend pas toute la mesure de la crise qui le frappe ici même : car il s'agit de la même crise, frappant ici et là-bas ; de la même crise dont les effets destructeurs dans le tiers monde annoncent ceux qui apparaîtront demain ici ; de la même crise du système capitaliste, qui ne peut être combattue sur un front sans l'être aussi sur l'autre ; qui exige, pour la survie de la civilisation et l'avenir de l'humanité, une solidarité internationale des exploités, et une issue qui ne peut se construire qu'à l'échelle de la planète : par une stratégie internationale de lutte contre le capitalisme et la reconstruction de l'économie mondiale sur des bases socialistes.

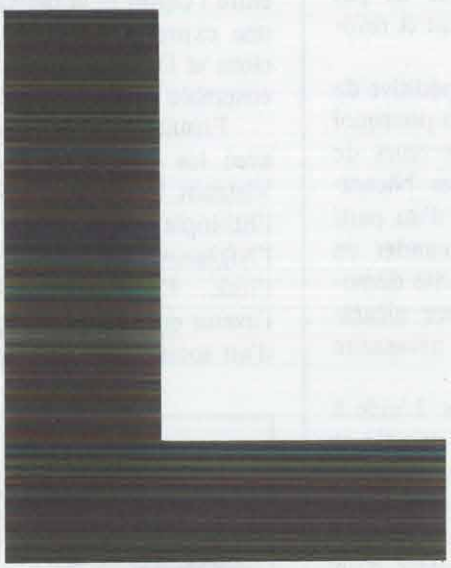
Ce numéro de *Critique communiste* n'a pas la prétention de faire le tour ou l'inventaire de tous les problèmes posés. Une étude sur l'impérialisme aujourd'hui et du rôle des multinationales eut été bienvenue. De même, l'analyse d'un phénomène de grande ampleur, la théologie de la Libération et l'église des communautés de base, qui joue un rôle important dans la fermentation révolutionnaire en Amérique latine.

Si nous avons fait une place importante à la question de la dette du tiers monde, à la révolution nicaraguayenne aujourd'hui si menacée, l'accent est mis sur l'Afrique noire, trop souvent négligée par la recherche marxiste ; sur l'Afghanistan, siège d'une guerre de libération nationale d'un type nouveau ; sur la Chine enfin, emportée par un nouveau tournant d'ampleur. La mise en perspective avec le cours de la révolution maoïste depuis 1949 permet, puisque l'heure est aux bilans, de revenir, de façon critique, sur les problèmes de la transition.

Les ravages de la crise capitaliste dans le tiers monde, l'exemple révolutionnaire du Nicaragua, les contradictions colossales qu'affronte la construction du socialisme dans les pays libérés – dans le contexte d'un tragique retard de la révolution dans le monde industriel développé –, tels sont les thèmes de ce numéro.

Les nouveaux missionnaires

Daniel Bensaïd



'appel de « l'Internationale de la résistance » publié dans *le Monde* du 21 mars 1985 est à plus d'un titre remarquable. Il diffère en effet des multiples pétitions et initiatives prenant la défense d'un prisonnier politique ou d'une minorité opprimée, au nom des droits de l'homme :

1. Cet appel, au nom de la lutte *préventive* contre une menace « totalitaire » et des « droits de l'homme », revient à nier la souveraineté d'un Etat indépendant, le droit d'un peuple à disposer de lui-même : « Après quatre ans de dictature, un parti totalitaire, le FSLN, n'a pas réussi à briser la résistance d'un peuple. Ainsi que les élections l'ont démontré, et malgré les pressions organisées par le FSLN, plus de la moitié des électeurs nicaraguayens lui ont refusé leurs suffrages. La proclamation de l'état d'alerte montre qu'après la relative ouverture qu'ont constitué ces élections, le projet du FSLN reste bien la mise en place du totalitarisme. »

Voici donc un texte signé par des intellectuels français de renom, philosophes, chercheurs ou scientifiques, et qui constitue une prouesse dans l'art de l'insinuation et du mensonge. Ainsi, malgré les pres-

sions, plus de la moitié des électeurs auraient refusé leur suffrage au FSLN. Curieuse logique ! Il y a eu, aux élections de novembre 1984, sous l'œil de nombreux observateurs internationaux, 80 % de participation électorale et le FSLN a obtenu plus de 60 % des suffrages exprimés. D'après les signataires de l'appel, que faudrait-il dire de la légitimité d'un Reagan élu par 25 % de l'électorat, ou d'une Thatcher qui, du haut de ses 32 %, brise totalitairement la grève des mineurs, attaque les franchises municipales, et met en cause les droits syndicaux. Faut-il rappeler que « plus de la moitié des électeurs ont refusé leurs suffrages » à François Mitterrand en 1981 comme à Valéry Giscard d'Estaing en 1974 ? Sept partis ont participé aux élections nicaraguayennes, avec égalité de subvention de la part de l'Etat, égalité de temps dans les programmes de radio et de télévision, et il suffisait de 1 % des voix pour avoir des élus (on est loin de la fameuse barre des 5 % !).

Quant à la proclamation de l'état d'alerte au lendemain des élections, s'il illustre quelque chose, ce ne sont pas les intentions totalitaires du FSLN, mais bien la réalité de l'agression impérialiste et sa volonté ouvertement annoncée par le rapport Kissinger de ne pas tolérer la consolidation d'un Etat indépendant et révolutionnaire en Amérique centrale.

2. La conclusion de cette « analyse » expéditive de la situation, c'est un appel à la guerre : « C'est pourquoi nous considérons que l'aide à tous les secteurs de l'opposition est indispensable pour que les Nicaraguayens puissent se défaire de la dictature d'un parti totalitaire... » « Ces raisons nous font demander au Congrès des USA, dans un esprit de solidarité démocratique, de reconduire l'aide à la résistance nicaraguayenne. La reconduction de cette aide est nécessaire d'un point de vue stratégique. »

Ici, les termes sont beaucoup plus précis. L'aide à « tous les secteurs de l'opposition » inclut à dessein et sans la moindre ambiguïté les forces somozistes. Il s'agit non pas d'une aide médicale ou humanitaire, mais explicitement « stratégique », autrement dit militaire.

3. Cet appel ne cherche pas à se couvrir d'un quelconque neutralisme, ou de « la morale de l'urgence » chère à A. Glucksmann. Il se situe dans un conflit de camps et de civilisations, résolument du côté de la défense de l'Occident : « Si vous échouez au Nicaragua, nous sommes en droit de vous demander : où allez-vous échouer la prochaine fois ?... Le monde libre attend votre réponse. Ses ennemis aussi. »

4. Enfin, les signataires... ! On trouve parmi eux, à côté de réactionnaires classiques et endurcis comme J.-F. Revel, Ionesco ou M. M. Fourcade, des staliniens retournés comme Pierre Daix ou Le Roy Ladurie, et des maoïstes repentis comme les Broyelle ou Bernard-Henry Lévy. C'est en quelque sorte le point d'orgue d'un retournement. En demandant à l'Etat américain plus d'énergie dans son rôle de gendarme contre un peuple de trois millions d'habitants, ces « intellectuels » joignent la lâcheté à l'infamie. Niant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils se disqualifient dans la défense des droits de l'homme, dont ils prétendent faire profession.

Pourtant, dans son excès et son indignité, un tel geste ne peut être considéré comme une bavure ou une légèreté. Certains diront peut-être qu'ils ont signé par inattention. Ce ne serait pas une circonstance atténuante, mais plutôt aggravante, une preuve d'irresponsabilité totale dans la façon d'engager leur responsabilité morale. Au-delà des reculades éventuelles, il faut bien considérer la possibilité même d'un tel appel comme un symptôme : comment est-il possible, en un peu plus de vingt années, de passer du Manifeste des 121[1] à ce manifeste de la honte, sans assister à de plus vigoureuses réactions dans ce qu'il est convenu d'appeler l'intelligentsia de gauche ?

« La déchirure » et « le retournement »

Quelque chose s'est certainement brisé à la fin des années soixante-dix. Cette « déchirure » est celle d'une vision unifiée du monde, où luttes de classes et luttes de libération nationale semblaient se rejoindre naturellement ; où l'histoire et la morale semblaient marcher du même pas et dans le même sens. La guerre de libération algérienne, celle du Vietnam traçaient une claire frontière entre un juste droit et une oppression, entre l'espoir et la barbarie, ou encore (pour reprendre une expression d'Armand Gatti) entre la planche à clous et l'ordinateur. La justice et la liberté se tenaient ensemble du même côté de la barricade.

Ensuite, les choses se brouillent et se compliquent ; avec les guerres d'Indochine entre la Chine et le Vietnam, le Vietnam et le Cambodge, avec la guerre de l'Ethiopie en Erythrée, avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan, avec l'interminable guerre entre l'Iran et l'Irak... En même temps, sous les coups de la crise, l'avenir en Europe n'apparaît plus comme la promesse d'un socialisme prospère, prenant le relais de l'expan-

sion capitaliste à bout de souffle, par une passation de pouvoir qui ressemblerait plus à une grande fête soixante-huitarde bon enfant qu'à une révolution héroïque.

La génération gâtée de l'après-guerre d'Algérie découvre à la fois les incertitudes du futur, les maléfices cachés de la planche à clous, et les délices ignorés de l'ordinateur. Une partie des enfants de Mai rejoint, dans la réinsertion sociale et le ressentiment moral, les repentis amers de la génération précédente. Les gogos du stalinisme comme Le Roy Ladurie et les gogos du maoïsme comme Glucksmann croient liquider leur stalinisme passé. Ils ne liquident que le communisme et conservent l'inquisition. Leur amour-propre blessé a besoin d'un bouc émissaire. Puisqu'ils n'ont pas pu se tromper, c'est le prolétariat qui est coupable, porteur du germe totalitaire, et qui les a déçus.

Saisir la genèse d'un retournement ne suffit pourtant pas à en comprendre l'écho. Le face à face narcissique du lobby universitaire et du lobby journalistique y est pour quelque chose : jeux de miroirs, d'ascenseurs qu'on se renvoie, d'hommages réciproques... On n'écrit plus pour chercher ou pour penser, mais pour paraître. La pensée, saisie par l'actualité, devient journalistique. Par déformation professionnelle, elle finit par confondre le fait divers et l'histoire. En coulisses, jouent des machineries moins improvisées. Depuis la Trilatérale s'est dessinée une campagne de remobilisation idéologique et de réhabilitation de l'impérialisme, destinée à effacer les mauvaises traces de la guerre du Vietnam. Colloques et séminaires en tout genre doivent y contribuer. Naïfs ou complaisants, les intellocrates en mal de représentation ne sont pas regardants sur les commanditaires. Nombre d'entre eux deviennent commis voyageurs, marchands de potions antitotalitaires, et pourquoi pas, de Pershing[2]...

Négation du rapport colonial

Par-delà les effets de mode, quelle est donc la racine substantielle du problème ? Pourquoi les boussoles ont-elles tendance à perdre le nord ?

Les conflits de classes à l'échelle internationale ne se laissent pas déchiffrer dans une transparence immédiate. Ils sont médiés par l'existence d'Etats, de relations de dépendance, de réseaux et des alliances. Il n'y a pas seulement deux groupes ouvertement antagoniques, celui des bourgeois et celui des prolétaires, des opprimés et des oppresseurs. Il existe aussi des bourgeoisies dépendantes et opprimées ; comme il existe des oppresseurs qui agissent au nom du prolétariat. Les conflits se croisent et se superposent : Est-Ouest, Nord-Sud, interimpérialistes (rivalités Etats-Unis, Europe, Japon), interbureaucratiques (conflit sino-soviétique), guerres ou litiges entre nations dépendantes (Pérou-Equateur, Iran-Irak, Chili-Argentine, Inde-Pakistan).

S'ils résultent d'une combinaison complexe de facteurs multiples, ces conflits ne sont pas pour autant irrationnels, livrés à une désespérante opacité. Ils obéissent en dernière instance à une logique sociale. Mais il n'est pas toujours facile de remonter dans chaque cas à cette logique latente, de déterminer l'enjeu. Le problème est donc bien réel, et nous y reviendrons. Mais nous voulons auparavant dégager la fonction du discours auquel il sert d'alibi.

Nombre d'auteurs en prennent en effet prétexte pour *effacer, ni plus ni moins, la réalité du rapport colonial.* C'était là le noyau de l'argument de Pascal Brückner dans son livre *le Sanglot de l'homme blanc*[3] : prendre partout le parti de l'homme contre les tyrans, considérer les rapports de pouvoir et de domination lisibles sous toutes les latitudes, plutôt que la réalité touffue des rapports sociaux. L'intellectuel n'a plus guère sur ce terrain à s'encombrer d'histoire ou d'économie, de s'alourdir de la simple étude des faits. Un vague brouet psychanalysant lui tient lieu d'instrument : la domination engendre la soif de dominer ; il n'est pas de pire tyran que l'esclave devenu maître à son tour ; il y a chez tout opprimé un Pol Pot ou un Khomeiny qui sommeille...

Ainsi, quelle est l'image qu'André Glucksmann ramène pour les lecteurs du *Point* de son voyage d'enquête en Nouvelle-Calédonie ? La Nouvelle-Calédonie, ce sont « cent quarante mille personnes (la population d'un petit arrondissement de Paris) sur une île grande comme la moitié de la Belgique. Si elles n'arrivent pas à s'entendre, c'est à désespérer d'elles et de la France[4] ». La Nouvelle-Calédonie, ce n'est donc pas une colonie, devenue qui plus est une colonie de peuplement, mais une simple réalité géographique, neutre, définie par sa superficie et le nombre de ses habitants. Oubliés le statut de l'indigénat, la question agraire, les clameurs de lynchage de la population caldoche à l'annonce de l'assassinat d'Eloi Machoro. Qui plus est, cette île est privée d'emblée de toute réalité propre : elle n'existe que par rapport à la France, garante et responsable de ses destinées.

La conclusion, d'ailleurs logique, c'est la négation radicale des rapports historiques concrets, de domination et d'inégalité au nom de l'identité universelle abstraite des droits de l'homme : « Les immigrés à la mer sonne aussi intolérant à Nouméa qu'à Dreux... Le colonialisme est dépassé, mais pas moins les exclusivismes nationalitaires qui balkanisent la planète. Dans l'hypothèse du pire, pitié pour la population kanaque : elle n'a nul refuge où fuir une indépendance sanguinolante semblable à tant d'autres. » On est parfois tenté de lire trop vite pour prêter attention aux multiples chausse-trapes du langage. Il vaut pourtant la peine de s'y arrêter, car c'est bien ainsi, goutte à goutte, que se distille l'idéologie au quotidien.

Ainsi, « les immigrés à la mer sonne aussi intolérant à Nouméa qu'à Dreux ». Cette apparente équité suppose une solidarité entre les immigrés de Dreux et les caldoches de Nouméa, sur la base du seul critère de déplacement géographique. Peu importe que l'immigration de Dreux soit une immigration économique forcée, souvent sans bénéfice des droits sociaux et civiques du pays dit d'accueil ; et peu importe que les caldoches soient des colons soutenus par leur métropole dans une entreprise de spoliation. Du point de vue du rapport colonial, il y a évidemment plus en commun entre les Kanaks de Thio et les immigrés de Dreux d'un côté, entre les caldoches de Nouméa et les racistes de Dreux

de l'autre, qu'entre les « immigrés » de Nouméa et ceux de Dreux.

« Le colonialisme est dépassé, mais pas moins les exclusivismes nationalitaires qui balkanisent la planète. » Tiens donc ? Si le colonialisme est dépassé, il faudrait commencer par reconnaître sans marchandage le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises, de la Nouvelle-Calédonie, des Antilles, de la Réunion. A moins que Glucksmann ne reprenne à son compte la fable de la départementalisation... Mais au-delà de l'indépendance politique formelle, il existe une dépendance économique, technologique, culturelle, qui porte le nom de néo-colonialisme. C'est cette réalité que notre philosophe écarte d'un mot, pour mieux pouvoir se débarrasser des droits nationaux des peuples pillés, endettés, affamés, et désormais accusés « d'exclusivismes nationalitaires ».

Enfin, comble de la tartufferie, le philosophe dans sa générosité sans limite défend le maintien du rapport colonial (par ailleurs occulté) au nom de l'intérêt des Kanaks eux-mêmes ! « Dans l'hypothèse du pire [l'indépendance !] pitié pour la population kanaque. » Peu importe donc la volonté d'un peuple. Il n'aurait de meilleur guide que le philosophe blanc, qui vient précisément lui inculquer que le « colonialisme est dépassé » !

Ce discours tortueux remplit une fonction politique. En escamotant le rapport colonial passé et présent, la spirale de la dépendance et ses effets sur des sociétés entières, il justifie comme meilleure solution la perpétuation du statut colonial ou néo-colonial, en même temps qu'il restaure la bonne conscience blessée de l'Occident. Brückner réduit ainsi le tiers-mondisme à une tocade intellectuelle : « Le glissement de l'anti-colonialisme de l'après-guerre au tiers-mondisme des années soixante fut le passage de l'allergie à soi-même à l'effusion envers les tropiques régénérateurs. » Il n'y voit qu'un « a priori de culpabilité d'Européens élevés dans la haine de nous-mêmes », saisis pour la cause des opprimés de « frissons proches du spasme » à la manière des « jeunes filles bourgeoises ». Il y a une certaine cohérence à nier la réalité de l'oppression coloniale et à sombrer dans les clichés littéraires machistes vieux d'au moins un siècle.

La conclusion de cette entreprise audacieuse de déculpabilisation est directement et explicitement politique. Il s'agit de réhabiliter l'image de marque des Etats-Unis, malmenée par la guerre du Vietnam et le départ précipité de Phnom Penh, bannière étoilée sous le bras, il y a dix ans à peine. Brückner accommode pour la circonstance les vieux hymnes à la gloire de l'Amérique, que Sardou avait au moins le mérite de chanter avant qu'ils ne reviennent à la mode, en même temps que les technologies et la diététique californiennes : « L'Europe de l'Ouest n'ignorait pas que, sans le secours des marines, elle aurait été purement et simplement rayée de la carte. Il est des générosités qui sont des formes d'affront. Puisque le salut était venu de l'extérieur, à l'exception des maigres résistances internes dont l'efficacité fut plus symbolique que militaire, cela signifiait en clair que les forces vives de ces nations avaient vécu... [Après 1965] la vieille catin appauvrie et nécessiteuse [l'Europe] dénonçait la perversité de la jeune putain pour se blanchir de ses méfaits antérieurs. Au lendemain de la guerre d'Algérie et de ses sanglantes saturnales, quelle joie pour les Français de se délivrer du fardeau colonial sur les épaules de l'oncle Sam... » (page 29).

A ne plus voir que des conflits d'Etats, de continents ou de caractères, ces messieurs deviennent amnésiques au point de présenter le débarquement américain comme une généreuse expédition philanthropique. Il n'y a pas eu de course de vitesse pour savoir quel pouvoir serait installé à Paris, de grandes négociations sur le dos de l'Allemagne, de partage de l'Europe pour neutraliser son potentiel révolutionnaire. Téhéran, Yalta et Potsdam n'ont pas existé pour l'historien Brückner, mais seulement les GIs libérateurs, leurs chewing-gums et leurs tablettes de chocolat. Plus politique, Glucksmann prolonge l'épopée. Les Pershing qu'il réclame aujourd'hui à cor et à cri contre le pacifisme mou d'une jeunesse allemande décadente, ne sont que la continuation historique de cette libération avec d'autres moyens nucléaires.

La négation des différences

Derrière la tolérance affichée envers la diversité de la planète, le discours néo-colonial développe en réalité l'universalisme le plus abstrait. Une morale hypocrite supplante la politique. La géographie et les climats refoulent l'histoire. La juxtaposition de différences masque les rapports d'inégalité et de domination. Derrière le scintillement et la bigarrure de ces différences ethniques et culturelles, il ne subsiste qu'une valeur universelle, celle de l'individualité abstraite et des droits

de l'homme. Nul ne songera à sous-estimer le progrès que signifierait l'extension réellement universelle de la reconnaissance des droits de l'homme. Même dans leur abstraction et leur incomplétude, ils n'ont pas fini de représenter un progrès dans la lutte pour l'émancipation sociale.

Mais la reconnaissance du « droit à la différence » (si prisé, il y a quelques années, et souvent par les mêmes auteurs) s'achève dans sa propre négation.

Prenant le contre-pied de la mobilisation antiraciste, Annie Kriegel renvoie dos à dos racistes et antiracistes, les seconds n'étant que la figure inversée des premiers : « Racistes et antiracistes, également obsédés, ont ceci de commun et d'insupportable que, tout en se combattant férocement et en s'excommuniant réciproquement, ils cultivent ensemble une idée de la France rigoureusement opposée à l'idée que les Français se sont fait d'elle au fil du temps » (*le Figaro* du 2 avril 1985). Ici encore, la symétrie part de la négation du rapport d'oppression. Combien de fois a-t-il fallu répéter que le nationalisme de l'opprimé n'est pas le même que celui de l'oppresseur ? De même, la revendication d'identité communautaire de Noirs aux Etats-Unis ou de jeunes Beurs n'est pas la simple image renversée du racisme de l'oppresseur.

« L'idée de la France » que revendique Annie Kriegel, c'est « l'élimination radicale de la différence par l'origine ethnique au niveau des individus ». Dans la société concrète, cette élimination est une pure opération de l'esprit ; de même que l'élimination de l'appartenance de classe, au profit de la seule universalité du citoyen, aussi longtemps que subsistent des inégalités sociales effectives et des rapports de domination. La seule façon de nier ces différences ou de tenter de les dissoudre sans les dépasser réellement, c'est le recours à une communauté mythique supérieure, la grande nation historique qui s'arroge le droit de décider du sort des peuples sans histoire, ou bien le culte d'un dieu égalisateur. C'est d'ailleurs ce qu'avoue non sans cohérence le réactionnaire expérimenté François Brigneau : « Ce qui peut réduire la différence, c'est la communauté nationale et la religion commune. Le meilleur antiracisme, c'est la patrie et un dieu partagé » (*Présent* du 1er février 1983).

L'égalité véritable est dans la différence reconnue, acceptée et surmontée, non dans sa négation formelle. Comme l'écrit Adorno, « la paix est l'état de la différence sans domination dans laquelle les différences communiquent » (*Modèles critiques*, p. 263). L'égalité par l'abolition décrétée des différences historiques et culturelles débouche, ce n'est pas le moindre paradoxe, sur une totalité abstraite, non articulée, sans médiations, en un mot « totalitaire », si ce terme galvaudé a encore un sens.

Pratiquement, le refus de regarder en face les rapports de forces et de domination entre groupes, nationalités, ou classes, participe d'une entreprise de dépolitisation au sens strict. Le monde devient un grand théâtre d'ombres et de sang où s'ébattent des « héros » mythologiques. Les continents et les époques se télescopent dans l'éternel recommencement de la même tragédie jouée par les mêmes personnages. Le stalinisme n'est plus un phénomène politique spécifique, défini dans un contexte social et historique donné. Le « stalinien » devient un « type » caractériel, universel et éternel. Il suffit de défendre une idée ou de prendre parti, de refuser le scepticisme œcuménique ou même d'élever la voix pour être suspect de stalinisme.

L'histoire perd alors non seulement son sens, si l'on entend par là une destinée qui s'accomplit, mais sa signification, son intelligibilité, au profit d'une nuit chaotique où tous les chats sont gris et où prévaut la loi de l'amalgame. Brückner peut alors laisser libre cours à son inspiration lyrique, sans égard à la moindre rigueur : « Ainsi, que sont les grands dictateurs du monde arabe, africain ou sud-américain, si ce n'est la répétition dégradée, criarde de tous les tribuns, césars et colonels de l'histoire européenne ; qu'est-ce que Kadhafi sinon la version bédouine du Duce, Khomeiny un Robespierre déguisé en Ali Baba doublé d'un Torquemada manipulateur de médias, Bokassa les noces bouffonnes de Bonaparte et du général Boulanger, Mobutu un court-bouillon de monarque absolu aromatisé à la sauce gaullienne. Les Pinochet, Castro, Galtieri, Stroessner et consorts des cocktails de maffiosi et de mini-führers hispaniques ? Tyranneaux, fanfarons sanglants, Frankenstein tropicaux, tous ceux-là qui traitent la liberté comme un délit reproduisent les heures les plus sombres de notre passé et ne sont eux-mêmes que des histrions de seconde main » (p. 259). Heureusement, pour « nous » consoler nous avons « notre » présent : l'avance d'un siècle ou plus, et la satisfaction d'avoir bénéficié d'histrions de première main ! Au grand guignol de l'épouvante revue par Brückner, l'Occident gagne encore.

D'une « morale de l'urgence » à une « politique de l'urgence »

Il est temps de coudre ensemble ces fragments néo-coloniaux qui ébauchent une vision du monde. Cornelius Castoriadis, autre repenti tapageur, nous a mâché le travail dans une tribune publiée par *le Monde* du 26 février 1983. Il y expose ce que l'on peut qualifier sans extrapolation abusive de credo d'un pro-impérialisme conséquent : Castoriadis s'octroie l'avantage de la lucidité en désignant les démocraties occidentales comme des « oligarchies libérales ». « Mais telles qu'elles sont, elles forment un socle social historique précieux sur quoi autre chose pourra être édifié. » Or, « ces sociétés se trouvent à présent sous une triple menace. Elles sont d'abord menacées militairement et politiquement par la stratocratie russe, que la dynamique interne pousse à la domination mondiale et qui ressent comme un danger mortel la simple existence de sociétés où se pratiquent les libertés et des droits effectifs. Elles sont ensuite menacées d'être submergées par un tiers monde trois fois plus peuplé qu'elles, et dont l'amindadaïsation (ou kadhafisation, ou khomeinisation, ou galtiérisation) semble représenter la pente politique la plus forte. Elles sont enfin et surtout menacées par leur propre décomposition... ».

Tout y est : le péril rouge, plus le péril jaune, plus la décadence interne. Les barbares sont déjà dans Rome ! Devant l'urgence, il faut choisir son camp, celui

du moindre mal, les dictatures dont on revient contre le goulag dont on ne revient pas, ou encore, pour parler comme madame Kirckpatrick, les Etats autoritaires contre les Etats totalitaires. Les trente mille disparus d'Argentine, les torturés et exécutés du Chili, du Guatemala et du Salvador, seront passés au compte des faux frais, tant est prioritaire la nécessité de contenir l'expansionnisme... du Nicaragua révolutionnaire, dont l'une des premières décisions fut pourtant d'abolir la peine de mort et de gracier les ex-somozistes !

Nous n'allons pas tomber à notre tour dans la hantise du complot. Mais il faut bien remarquer que ces intellectuels au-dessus de tout soupçon, guidés par le seul amour des idées, jouent, fût-ce à leur insu, leur partition dans une symphonie qui n'a rien d'improvisé. Il y a, depuis la fin des années soixante-dix, prolifération d'organismes privés qui, par le truchement de ramifications multiples, se chargent aussi bien de l'aide privée à la contre-révolution que de sa couverture idéologique[5]. Même les organismes initialement à buts humanitaires, comme Médecins sans frontières, n'échappent pas à l'engrenage. L'organisation Libertés sans frontières, qui est l'un de ses dérivés, traduit en colloques militants la pensée anti-tiers-mondiste de Glucksmann ou Brückner. Les nouveaux philosophes sont devenus les nouveaux missionnaires d'une nouvelle évangélisation.

Voici quelques années que le pèlerin Glucksmann prêche une morale de l'urgence qui secourt sans distinction et sans trier parmi les victimes. Plus réaliste et plus pratique, Brückner reconnaît que « l'étendue de la détresse déborde toujours les bonnes volontés... Même une morale de l'extrême urgence ne peut manquer d'être discriminatoire... Aujourd'hui comme hier on choisit encore ses pauvres. » (p. 145). De plus, une morale ne peut se passer d'une politique. Dans le meilleur des cas, cette politique du moindre mal devient une apologie du fait accompli : « La démocratie se construit chaque jour, patiemment, par petits pas et conquêtes minuscules... Quelques libertés formelles valent mieux qu'un totalitarisme intégral. » Cet humanisme à pas de fourmi et ce bon sens tautologique sont de Brückner. Leur conclusion inévitable c'est la défense de l'archipel du monde libre assiégé par toutes sortes de barbaries. Mario Vargas Llosa a donné de cette philosophie de la résignation une mauvaise version littéraire dans son dernier roman[6]. Ni lui ni Brückner ne s'interrogent sur ce qui fait système dans la dialectique de l'oppression. Ni l'un ni l'autre ne se demandent si la faim, la misère et la violence du tiers monde endetté ne sont pas la face cachée de leur lune libérale, le dessous de table honteux à payer pour la liberté exclusive du monde libre.

Ainsi, de silence en falsification, d'urgence en urgence, il n'y a bientôt plus qu'un pas entre « la morale de l'urgence » selon Glucksmann, et la politique de l'urgence selon Castoriadis. C'est ce pas qu'ont franchi les signataires de l'appel de l'Internationale de la résistance.

Derrière cette offensive idéologique « anti-tiers-mondiste » ou plus exactement néo-coloniale, il existe un problème véritable pour des révolutionnaires. Est-il encore possible, sous l'enchevêtrement et le chevauchement des conflits sociaux, étatiques, religieux, de repérer un fil conducteur, même souterrain. De la réponse à cette question dépend aussi la possibilité d'un internationalisme authentique et d'une internationale révolutionnaire.

La dissidence de la dissidence

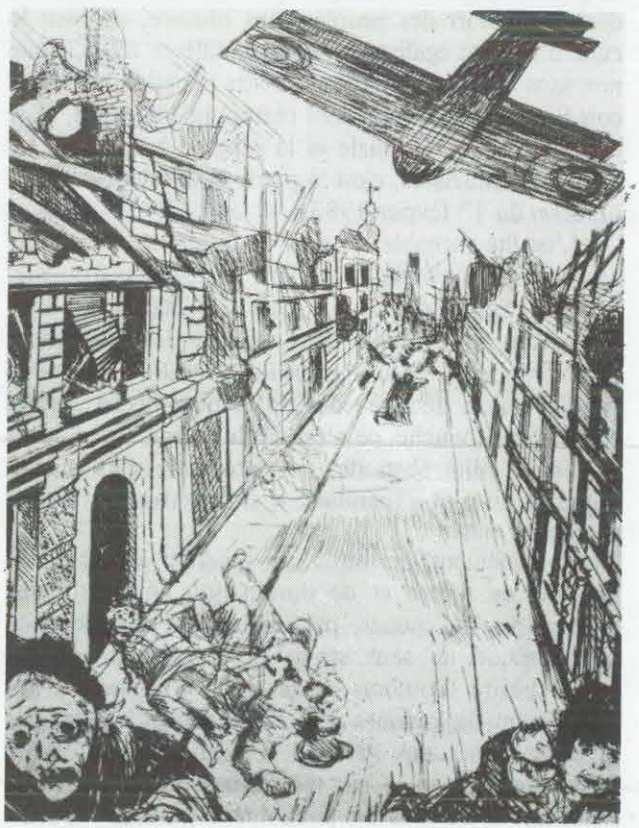
Dans l'un de ses courts essais sur *l'Esprit révolutionnaire*[7], Leszek Kolakovsly répond de façon catégorique que le projet d'une grande internationale est devenu mythique, tant il est désormais impossible de ramener l'histoire qui se fait à une « contradiction principale ». A défaut de grande internationale révolutionnaire, fraternelle et solidaire, il ne se prive pas pourtant de choisir à sa manière la contradiction principale, selon une fracture Est-Ouest, en signant lui aussi l'appel de l'Internationale honteuse, dite de la résistance !

Nous affirmons au contraire que l'articulation du monde en Etats ou en blocs ne remplace pas les classes. Que ces médiations demeurent des médiations, rien de plus. Et que nous devons dans chaque cas, même si c'est difficile, continuer à nous orienter à la boussole de ce qui est médié : la lutte des classes.

Dans les conflits entre puissances impérialistes et Etats coloniaux et dépendants, nous sommes inconditionnellement du côté des seconds.

Contre toute tentative de restauration du capitalisme à Cuba, au Vietnam, en Chine, ou en URSS, nous sommes du côté de ces Etats contre l'impérialisme.

Dans les conflits interbureaucratiques, notre position dépend d'une analyse concrète. Nous n'étions pas



indifférents, mais du côté de la Yougoslavie au moment du conflit entre Tito et Staline ; du côté de la Chine quand Khrouchtchev lui a retiré l'aide des experts et techniciens soviétiques ; du côté du Vietnam, émergeant d'une interminable lutte de libération, pour faire face à la pression militaire chinoise. Dans chaque cas, la question est politique et concrète. Elle dépend du degré de cristallisation des bureaucraties en présence, de leurs intérêts propres, de leur rôle international.

Nous sommes contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie au nom de « l'internationalisme socialiste », qui n'est que l'alibi idéologique des intérêts d'Etat de la bureaucratie soviétique. Nous sommes contre l'invasion de l'Afghanistan qui n'a rien à voir avec les intérêts du prolétariat à l'échelle internationale, ni avec ceux du peuple afghan réduit au rôle d'otage des intérêts diplomatiques et géopolitiques de la bureaucratie du Kremlin.

Nous sommes pour le défaitisme révolutionnaire de part et d'autre dans la guerre entre l'Iran et l'Irak, qui saigne deux peuples dominés et opprimés au profit d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

Nous n'acceptons pas le chantage à l'urgence, la sommation de « choisir son camp » entre blocs ou Etats. Nous voulons rester à la fois du côté des paysans et travailleurs salvadoriens contre l'oligarchie et l'impérialisme, et du côté des travailleurs polonais contre la bureaucratie. La voie n'est pas toujours aisée, il est possible de s'y tromper, mais aussi de corriger ses erreurs à condition de garder le cap. Dans tous les cas, les intérêts historiques et généraux du prolétariat, le point de vue de la révolution comme processus mondial, priment les intérêts temporaires et particuliers.

Pour rester révolutionnaire, le marxisme doit rester tout entier du côté des exploités et des opprimés, indépendant des idéologies étatiques, même quand elles se présentent comme un marxisme-léninisme institutionnalisé. Contre les amalgames, les communions faciles et les compagnonnages douteux, il doit oser être la dissidence de la dissidence.

La théorie de la révolution permanente, au-delà peut-être de ce qu'avait pu imaginer Trotsky, fournissait un cadre cohérent pour penser cette véritable résistance prolongée contre toute oppression. Elle permettait de comprendre la possibilité de cristallisation d'Etats et de bourgeoisies dépendantes insérés dans le système impérialiste. Elle permettait de saisir la dégénérescence bureaucratique des premiers Etats, issus de révolutions victorieuses, et d'inscrire la lutte contre la bureaucratie dans l'extension et l'approfondissement de la révolution à l'échelle internationale. A plus forte raison, depuis le partage du monde de Yalta, elle donne les moyens d'élucider le chassé-croisé des intérêts et des confrontations, tout comme le funambulisme vénal de nouvelles couches dominantes rachitiques du tiers monde, qui s'efforcent de tirer parti des rapports entre l'impérialisme et la bureaucratie.

C'est là notre fil à plomb. C'est celui du seul non-alignement concevable par rapport aux intérêts d'Etat, du seul nouvel internationalisme possible à l'horizon de notre fin de siècle. Nous ne sommes précisément pas de ceux qui luttaient « pour installer à Saïgon un régime dont nous ne voulions plus à Prague », comme le dit Edgar Morin cité par Brückner.

Dans cette perspective, la solidarité avec les luttes de libération nationale est inconditionnelle. Ce n'est pas une solidarité d'usurier qui escompte les intérêts d'une quelconque reconnaissance. « Ils ne nous avaient rien promis », reconnaît amèrement Jean Daniel (*le Nouvel Observateur* du 4 décembre 1978). « Ils » n'avaient en effet rien à nous promettre. « Ils » réclamaient un droit. Nous pouvons toujours ensuite discuter ce qu'« ils » font de leur liberté, à condition de n'avoir pas préalablement marchandé le soutien, et de tenir compte encore du fait que l'indépendance politique n'efface pas à elle seule les déformations de la dépendance économique, de l'analphabétisme, de décennies de pillage et de soumission culturelle.

L'Algérie indépendante n'est pas l'Algérie socialiste que nous espérions. Le Vietnam n'a pas répondu à l'immensité des espoirs qu'il avait suscités. Mais l'Algérie est indépendante. Le peuple vietnamien a chassé l'impérialisme le plus puissant de Saïgon ; et rien ne sera plus comme avant. Ces libérations sont des victoires, y compris pour nous. Après commence un nouveau chapitre et une autre lutte, mais non une page blanche. Pour que les Nicaraguayens émancipés de la dictature somoziste puissent choisir le plus librement possible leur avenir, en échappant à de nouvelles dépendances, il ne faut pas jouer les renifleurs de goulag à qui on ne la fait plus. L'urgence en l'occurrence consiste à s'opposer à l'intervention militaire américaine et à apporter la plus large solidarité matérielle et humaine.

Nous avons crié « Même combat ! », ironise aujourd'hui Brückner. Oui, « même combat » ! Mais l'unité de la révolution à l'échelle mondiale n'est pas une donnée immédiate, spontanée et transparente. Elle se construit, en devenant consciente, en intégrant les différences sans les refuser, en les articulant, en combinant ce qui est inégal. Ce qui rend possible l'universalité du marxisme, ce n'est pas un fétiche dont il serait porteur, c'est l'extension universelle des rapports de production capitalistes dont il rend compte. Encore faut-il le nourrir en retour, le métisser lui aussi, des apports et des expériences liés à l'extension de son champ d'application.

1. En 1960, le « Manifeste des 121 » proclamait le droit à l'insoumission des jeunes Français envoyés combattre le peuple algérien. Ce manifeste connut un retentissement considérable.

2. C'est notamment le cas de J.-F. Revel, ravi de figurer à la tribune d'un colloque sur la presse organisé par Causa, filiale intellectuelle de la secte Moon ; ou encore de Glucksmann, habitué des colloques de géopolitique organisés par Marie-France Garaud. En 1984, il a publié un pamphlet contre le mouvement pacifiste européen et pour le déploiement des fusées Pershing. Curieusement, Moon avait organisé en 1983 un « fact finding tour » en Europe sur le danger des pacifismes et du pacifisme allemand en particulier.

3. Editions du Seuil, 1983.

4. Le Point, *25 mars 1985.*

5. Les multiples ramifications de la secte Moon et de son annexe idéologique Causa, les organismes du type de l'Internationale de la résistance ou du CIEL en France participent de cette entreprise. Voir à ce sujet le dossier de J.-F. Boyer dans le Monde diplomatique *de février 1985 et d'Alain Grech dans* le Monde diplomatique *de mai 1985.*

6. Vargas Llosa, l'Histoire de Mayta.

7. Editions Médiations.

Le nœud coulant de la dette

Nicolas Maheu

En ce milieu de l'année 1985, l'endettement des pays du tiers monde ne fait plus la une des journaux. Il a été remplacé par celui des Etats-Unis, pays qui est désormais le plus endetté du monde. L'énorme déficit budgétaire américain, de l'ordre de deux cents milliards de dollars, a donné naissance à une demande de capitaux de la part de l'Etat américain qui a drainé une grande partie des liquidités existantes dans le monde.

C'est une inversion des flux d'emprunt. Auparavant, ces flux partaient des métropoles impérialistes vers les pays de la périphérie, désormais la périphérie finance les économies du centre. De plus les grandes banques privées refusent de prêter de l'argent aux pays du tiers monde, considérés comme peu sûrs depuis la quasi-faillite du Mexique en août 1982. Or, paradoxe supplémentaire, ces pays paient leurs dettes, quelque fois avec retard mais ils paient. Ainsi, pour l'instant les risques de crise financière ne trouvent pas leur origine du côté de la dette de ces pays, mais proviennent des problèmes internes à l'économie américaine. En effet, aux Etats-Unis, en 1984, plus de quatre-vingt banques ont fait faillite. C'est le nombre le plus élevé depuis

Service de la dette des pays en développement

(en % des exportations de biens et de services)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Afrique	11,9	15,6	15	14,4	16,7	20,9	23,7	28,3	30	27,7
Asie	7,9	9,8	8,9	8,1	9,6	11,3	10,7	10,9	11,2	11
Europe	13,9	16,2	18,2	18,3	21	22,8	24,6	26,2	26,2	23,6
Moyen-Orient non pétrolier	15,4	15,4	17,3	17	21,3	22,5	24,2	24,7	26,1	25
Amérique latine	28,7	37,8	38,9	33,5	41,5	51,6	41,1	39,4	40,5	40

Le rapport du FMI note que les sept pays les plus endettés du monde (Argentine, Brésil, Indonésie, Corée du Sud, Mexique, Philippines et Vénézuela) ont renforcé leurs positions extérieures : de 40 milliards de dollars en 1982, le déficit de leurs balances des paiements est passé à 1,5 milliards en 1984.

Deux choses sont à souligner : d'une part, ce rapport « oublie » les Etats-Unis, et d'autre part la balance des paiements (solde global entre les entrées et sorties de devises) est toujours déficitaire malgré une énorme progression des exportations et une réduction drastique des importations (– 20 %).

Les experts du FMI notent d'autre part que « depuis la crise financière de 1982, les prêts volontaires des banques à l'ensemble des pays endettés [du tiers monde, faut-il le préciser] ont pratiquement cessé. »

Ils soulignent d'autre part que la « charge financière des PVD (pays en voie de développement) croîtra jusqu'en 1986 ».

Source : la Tribune de l'économie *du 2 mai 1985.*

quarante ans. Sans parler de la quasi-faillite, en 1983, de la Continental-Illinois qui était la neuvième banque américaine[1]. La crise financière « en douceur » se poursuit. Elle a connu un nouveau développement au début de cette année suite à la ruine des agriculteurs américains victimes de la surproduction et de la baisse des cours, et qui n'ont pu rembourser leurs intérêts. En conséquence : faillite des établissements bancaires prêteurs.

Aux Etats-Unis, toujours, la dérèglementation et l'apparition de « nouveaux produits financiers » ont pesé sur les taux de l'intérêt qui se sont envolés. Les dépôts ont été, de ce fait, rémunérés avec un taux en hausse, ce qui a provoqué les faillites des caisses d'épargne qui avaient prêté à long terme à des taux relativement bas. Comme le titrait *Libération* du 10 avril 1985 « Les intermédiaires financiers américains [sont] en plein stress. »

Il ne faut pas oublier ces données pour comprendre la dimension internationale du problème de l'endettement et de la place occupée par l'impérialisme américain. Pourtant l'endettement des pays du tiers monde doit être étudié en tant que tel, pour les conséquences dramatiques qu'il engendre. Il est évident que si les Etats-Unis sont le pays le plus endetté du monde, les effets y seront différents, voire opposés. Prenons un exemple : lorsque la balance commerciale de l'économie française est déficitaire, le franc a tendance à baisser ; lorsque la balance commerciale des Etats-Unis connaît la même situation, le dollar a tendance à monter. De même pour l'endettement : les pays du tiers monde, en payant, s'appauvrissent, tandis que l'économie américaine peut financer de nouveaux investissements.

Par l'intermédiaire de l'endettement, ce sont les pays dits sous-développés qui paient le prix le plus élevé de la crise, et dans ces pays la classe ouvrière et les petits paysans qui souffrent de la disette et de la famine. Et l'on sait que les conditions climatiques n'en sont pas la raison essentielle, mais la colonisation et l'absence de réforme agraire[2]. Il faut inclure dans ces pays non seulement l'Afrique noire dont on a beaucoup parlé avec la famine du Sahel et en Ethiopie[3] mais aussi l'Amérique latine qui connaît la disette urbaine, l'Amérique centrale et même le Portugal. Que quarante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale des populations puissent encore mourir de faim est une condamnation sans appel du mode de production capitaliste.

Rien ne laisse prévoir une amélioration, si ces pays restent dans le cadre du marché mondial. La conclusion de Monique Fouet, dans la revue de l'OFCE, est sans appel : au Moyen-Orient, la stagnation du pouvoir d'achat du pétrole, en Afrique la régression du pouvoir d'achat des matières premières, en Amérique latine la charge de la dette, en Asie le protectionnisme des pays industrialisés sont autant de risques qui laissent attendre une régression des niveaux de vie durant les annnées à venir. » De son côté, le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), dans son rapport intitulé « Economie mondiale 1980-1990 : la fracture ? », rejoint les conclusions de Fouet : « L'analyse effectuée confirme la grande diversité des situations des pays endettés en même temps qu'elle montre la rigueur de la contrainte qui va peser sur la croissance d'un certain nombre d'entre eux : même si des conditions d'environnement très favorables étaient réunies, on ne voit pas la possibilité pour le Brésil ou les pays d'Afrique de connaître une progression sensible de leur revenu par tête au cours de la présente décennie[4] .»

La conclusion du CEPII est d'autant plus importante qu'elle provient d'un développement sur l'endettement de ces pays. La relation entre surendettement et appauvrissement doit être maintenant étudiée.

Les causes de l'endettement

Deux causes ont permis le surendettement, c'est-à-dire l'autonomisation relative de l'endettement par rapport au système productif : l'une interne aux

économies de la périphérie, l'autre externe, provenant des besoins du système bancaire international.

La cause interne est la plus importante parce que liée au régime d'accumulation de ces économies. Ce régime d'accumulation est appelé « excluant »[5] parce que la majorité de la population est exclue des « gains » de la croissance, de la création de richesses, qui ne profitent qu'aux « classes moyennes » qui constituent un étroit marché intérieur. Ce régime se définit par un taux d'exploitation très élevé des travailleurs qui combine extorsion de la plus-value absolue et de la plus-value relative par la mise en œuvre du progrès technique provenant des métropoles impérialistes. Dans ces économies, le prix de la force de travail ne représente qu'un coût et pas du tout un débouché pour la production, contrairement au régime d'accumulation existant dans les pays capitalistes développés que beaucoup d'économistes appellent « fordisme », pour signifier l'existence d'une production *et* d'une consommation de masse. Ainsi, parler comme le fait Alain Lipietz dans un article des *Temps modernes* de crise du fordisme à l'échelle mondiale n'a pas de sens pour les économies dites sous-développées[6]. La meilleure preuve de cette différence nous est fournie par le dernier rapport de l'OCDE[7] qui propose une relance, certes prudente, pour les seuls pays de l'Europe capitaliste !

Dans le régime d'accumulation dit « excluant », le problème essentiel est celui du financement de l'accumulation, compte tenu de l'échange inégal. Comme le note P. Arnaud : « Ce sont donc les ventes de matières premières qui vont soutenir les efforts de développement. Mais elles présentent un inconvénient : leur prix ne suit pas celui des produits industriels. Même si le volume des exportations augmente, leur valeur ne suit pas celle des importations d'équipement ou d'articles manufacturés : problème fameux des termes de l'échange, qui recouvre celui du pouvoir d'achat des pays du tiers monde (...) Il faudrait donc vendre toujours plus pour acheter la même quantité aux pays industriels. Mais les marchés de matières premières sont limités. Produire plus quand la demande est stable entraîne une baisse des prix[8]. »

Dans ces conditions, la solution de l'emprunt auprès des grandes banques privées s'impose d'elle-même. La monnaie qui devient capital permet de « gager » le remboursement sur la production future, donc sur le profit futur en donnant naissance à l'accumulation. Ce qui suppose de trouver un marché pour écouler la production. Comme le marché intérieur est très réduit, il est nécessaire, vital, pour ces économies de vendre sur le marché mondial capitaliste. Ainsi leur développement sera dépendant des économies du centre.

L'application de la loi de la valeur conduit à confiner les industries de ces pays dans les domaines où elles sont compétitives. Cette orientation de la production vers le marché mondial, y compris pour les biens alimentaires, passe par la généralisation de la production marchande, impulsée par l'Etat capitaliste et qui suppose la monétarisation de l'économie. Ce processus a des conséquences dramatiques sur le niveau de vie de la population. Il conduit à déposséder de leurs terres les petits paysans obligés de produire pour vendre et qui n'ont pas un revenu suffisant pour nourrir leurs familles. Ils se transforment en travailleurs-journaliers avec des salaires de misère, ou deviennent « citadins » et viennent grossir les bidonvilles. Ce processus explique le gonflement de la population urbanisée que l'on constate dans tous les pays du tiers monde.

La mise en œuvre de cette accumulation, permise grâce à l'endettement, va conduire à un endettement supplémentaire. En effet, pour produire, il faut construire des infrastructures matérielles : routes, téléphone, ponts... que l'Etat capitaliste va prendre en charge. C'est là que se trouve l'origine du déficit budgétaire et des emprunts publics. Si l'on rajoute l'énorme gabegie provoquée par les dictatures au pouvoir et l'augmentation des dépenses improductives, notamment des dépenses militaires, on comprend que les emprunts publics ne pouvaient qu'augmenter, malgré « l'aide » apportée par les pays capitalistes développés.

D'autre part les firmes de ces pays vont vouloir augmenter leur compétitivité, ce qui revient à augmenter la productivité des travailleurs. Autrement dit, il faut produire plus en moins de temps. Ces firmes vont être dans l'obligation d'importer des biens d'équipement ainsi que des biens intermédiaires qu'elles ne pourront financer que par un accroissement de leur endettement.

Pour illustrer ce que nous venons de dire, prenons l'exemple du marché arabe qui « a été, au cours des dix dernières années passées, un marché extrêmement vorace. Rien qu'entre 1978 et 1982, il a importé pour une valeur totale de 531 603 milliards de dollars soit près de 7 % des importations mondiales. Les équipements industriels et autres produits manufacturés ont constitué, au cours des dernières années, la majeure partie des importations arabes avec une moyenne supérieure à 60 % de la valeur totale des achats[9]. » Et l'auteur ajoute : « Ces pourcentages ne comprennent pas les dépenses militaires (40 % des ventes mondiales). »

Ces importations vont s'accroître en proportion inverse du taux de profit qui, lui, va baisser à partir de 1964 pour l'Amérique latine. Pour lutter contre la baisse de ce taux, les capitalistes vont augmenter le taux d'exploitation des travailleurs en diminuant le salaire minimum et en se servant du progrès technique importé pour augmenter la plus-value relative. Mais, conséquences en chaîne, ces biens d'équipement donnent naissance à une demande de biens intermédiaires (comme la sidérurgie) qui ne trouve pas d'offre locale. D'où une nouvelle montée des exportations... financée par les emprunts auprès des banques privées.

Ainsi, de 1973 à 1982, « pour les seuls pays du tiers monde non pétroliers, l'endettement extérieur a crû au rythme de 19 % par an[10] » soit un accroissement de 480 milliards de dollars, ce qui est supérieur à l'accroissement du produit national brut (PNB). Ces pays se sont donc endettés au-delà de leurs possibilités de remboursement, ce qui signifie que les grandes banques privées n'ont pas réussi à contrôler leurs prêts. C'est la deuxième cause, externe, qui va expliquer l'augmentation de l'endettement, mais ce n'est pas la cause fondamentale, elle est seulement permissive.

La cause externe : à partir de 1974, dans le cadre de la première récession qui touche pour l'essentiel les pays capitalistes développés mais pas toutes les branches, l'économie va devenir *surliquide*[11]. Ce qui signifie qu'il existe des capitaux « en friche » qui ne s'investissent pas dans la production et sont à la recherche de placements spéculatifs. Deux raisons, pour l'essentiel, expliquent cet afflux de liquidités : la récession elle-même et la hausse de la rente pétrolière empochée par les pays de l'OPEP, que les grandes banques privées vont se charger de remettre dans le circuit financier pour ne pas laisser cette arme entre les mains de ces pays. C'est ce qu'on a appelé « le recyclage des pétrodollars ».

Il nous faut souligner la manière nouvelle dont se pose le problème de l'endettement. Nous avons beaucoup parlé des grandes banques privées qui prêtent de l'argent, et c'est là une différence essentielle par rapport à ce qui existait avant la Deuxième Guerre mondiale. En effet, les emprunts se faisaient d'Etat à Etat en faisant appel aux personnes privées, qui se trouvaient ruinées si l'Etat emprunteur ne payait pas. Aujourd'hui, le relais a été pris par les grandes banques privées internationales.

Ces banques, à la recherche de placements rémunérateurs, vont trouver sur leur route les besoins de financement des pays du tiers monde, notamment ceux qui veulent s'industrialiser. Et elles vont pousser ces pays à s'endetter au-delà de leurs possibilités de remboursement, c'est-à-dire au-delà de leurs perspectives de profit, pour continuer à faire des bénéfices.

Ce sont donc ces deux causes qui expliquent la montée phénoménale de l'endettement de ces pays. La deuxième récession va venir aggraver la situation.

La deuxième récession : une économie sous-liquide

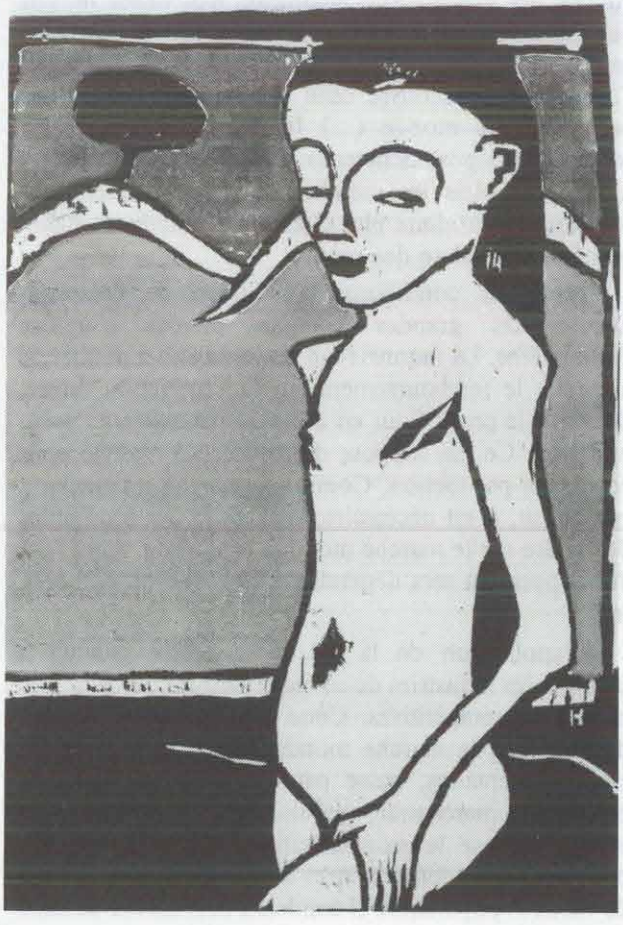
La deuxième récession, qui débute à la fin de l'année 1980, qui est plus profonde, plus longue que la première et qui touche tous les pays (sauf l'Inde) et toutes les branches d'industrie (sauf l'agro-alimentaire), va se traduire par un retournement : de surliquide, l'économie devient sous-liquide. En particulier, la rente pétrolière va baisser en fonction de la surproduction qui touche de plein fouet ce secteur. En conséquence, le prix du baril de pétrole amorce une descente vertigineuse sur le marché mondial. « Le surplus des pays du Golfe, note le rapport du CEPII déjà cité, qui était de quarante milliards de dollars par an sur la période 1974-1980 tombe pratiquement à zéro du fait de l'affaiblissement de la demande adressée à l'OPEP ; il est même négatif depuis 1983[12]. »

Les grandes banques privées vont réorienter leurs emprunts vers les Etats-Unis et les pays capitalistes développés. De ce fait, et aussi de celui d'une politique monétaire américaine restrictive, les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire la différence entre le taux d'intérêt des banques et le taux d'inflation vont augmenter aux Etats-Unis. Dans le même temps le dollar, pour les mêmes raisons, va lui aussi connaître une hausse importante. Or, les emprunts des pays du tiers monde sont libellés, à 90 %, en dollars; et leur taux d'interêt est lié au « prime rate » (taux d'intérêt que les grandes banques américaines accordent à leur meilleur client). A partir de là, les intérêts à verser sont devenus trop énormes et ces pays n'ont pu les payer qu'avec l'aide du FMI.

Cette conjonction entre un endettement qui n'a cessé de croître et la hausse des taux de l'intérêt, ainsi que l'augmentation du cours du dollar, a provoqué la quasi-faillite du Mexique en août 1982. Le cas du Mexique est d'ailleurs intéressant puisque ce pays a joué la carte du développement de l'industrie pétrolière au détriment de ses cultures vivrières. Les conséquences de ce modèle d'industrialisation sont catastrophiques pour la population car, à partir du moment où le prix du baril de pétrole a baissé sur le marché mondial, le Mexique a été obligé de baisser ses importations, de produits alimentaires notamment, provoquant la disette [13].

A partir de cette quasi-faillite, le processus d'autonomisation de la dette par rapport au système productif est devenu visible : lorsque les pays ou les firmes vont s'endetter à nouveau pour payer les intérêts des emprunts précédents, et « lorsque la somme des intérêts versés au titre des emprunts dépasse le montant des importations de biens d'équipement » (Pierre Salama, article à paraître dans *Inprecor*[13]).

Le journal *The Economist* résume la situation de la manière suivante pour les pays d'Amérique latine : « plus l'Amérique latine paie, plus sa croissance baisse et plus elle doit davantage[14]. » La nécessité de payer les intérêts pour ces économies a accentué la récession qui



se poursuit, pour certains d'entre eux, encore aujourd'hui, alors que l'économie américaine connaît une conjoncture de reprise depuis le début de l'année 1983.

Les conséquences de ce processus d'autonomisation de la dette

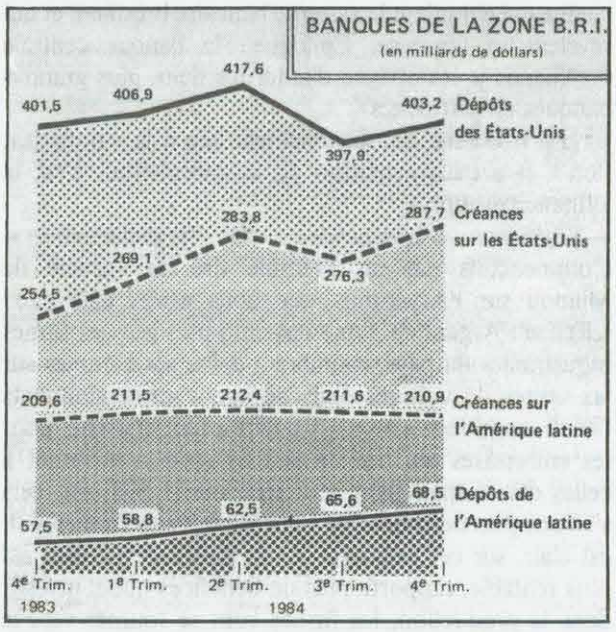
Il nous faut voir les conséquences les plus importantes de ce processus d'autonomisation de la dette par rapport au système productif, et qui pose le problème de la souveraineté politique de ces pays, ainsi que leurs capacités à mettre en œuvre un développement autonome.

– *Première conséquence :* le transfert de capital des pays du tiers monde vers les métropoles impérialistes. Un rapport récent de la Banque des règlements internationaux (BRI), qui est considérée comme la banque centrale des banquiers, constate que « le tiers monde finance les pays riches [15] ». Et ce, dès 1983. Le phénomène s'est accentué en 1984, et visiblement se poursuit encore aujourd'hui. La *Tribune de l'économie*, sur la base de ce rapport, résume le problème en écrivant : « les banques européennes financent le déficit du pays le plus riche du monde (les Etats-Unis. NDR) et les pays les plus pauvres apportent des fonds aux banques européennes... ». Le *graphique I* extrait du même numéro de la *Tribune* permet de voir l'étendue du problème. Curieusement, ce transfert de capital provoque une réaction de l'Institute of international finance (IIF)[18], qui dénonce « une politique qui consiste à leur forcer la main pour prêter à des pays déjà surendettés », refuse évidemment « tout cartel des débiteurs » et surtout invite les pays en voie de développement « à rapatrier les capitaux évadés (évalués en stock à 15 milliards de dollars chacun pour le Mexique et l'Argentine)... » Ces banquiers proposent, pour être remboursés, que l'Etat contrôle les sorties de capitaux. Nous n'aurions pas mieux dit...

Il s'agit d'un transfert de ressources très important qui accroît à son tour l'endettement et obère les chances pour ces pays de pouvoir résoudre ce problème. La deuxième conséquence est plus grave parce qu'elle pose le problème de la souveraineté politique, à travers les fonctions de la monnaie nationale.

– *Deuxième conséquence :* la dollarisation[17]. C'est un processus provoqué par l'indexation de la dette extérieure et *intérieure* sur le dollar. Ce processus est nettement à l'œuvre dans les pays d'Amérique latine et particulièrement en Argentine. Il s'est d'abord manifesté par la dollarisation des passifs des firmes latino-américaines, qui se sont endettées directement en dollars. Aujourd'hui, ce processus acquiert une dimension supplémentaire par la dévaluation continue des monnaies nationales et déclenche une gigantesque spéculation.

L'Argentine est la pointe avancée d'un phénomène qui menace toutes ces économies. En effet, la perte de substance de la monnaie nationale, mesurée par le taux d'inflation (1000 %), provoque une réaction logique des Argentins qui cherchent refuge dans le dollar. « Depuis la femme de ménage (...) qui, chaque fin de mois, court les rues de la capitale pour échanger ses maigres pesos contre des dollars, jusqu'aux entreprises qui prêtent leurs excédents de trésorerie sur le marché du crédit clandestin. » La raison : « Un peso qui perd 1 % de sa valeur tous les jours brûle les doigts. » Ajoutons à cette description qu'un Argentin qui voudra épargner le fera en « Bonex », c'est-à-dire en dollars[18].



Graphique I

Le graphique ci-dessus montre, entre la fin de 1983 et la fin de 1984,
1. Pour les Etats-Unis :
– une augmentation du niveau des créances des banques (c'est-à-dire des crédits qu'elles leur consentent) : + 33 milliards de dollars.
– une stagnation du niveau de leurs dépôts auprès des banques, c'est-à-dire de leurs apports aux banques européennes : + 1,7 milliards.
2. Pour l'Amérique latine :
– une stagnation du niveau des créances des banques : + 1,3 milliard ; on constate même une diminution à partir du deuxième trimestre de 1984 ;
– une augmentation du niveau des dépôts qu'ils font auprès des banques : + 11 milliards de dollars.

De ce fait, la monnaie nationale tend à perdre ses fonctions. A l'évidence, dans ces économies, elle n'a jamais eu la fonction de « réserve de valeurs », fonction monopolisée par le dollar pour les pays d'Amérique latine et par le franc pour les anciennes colonies françaises. Mais la monnaie nationale avait celle de moyen de paiement (ou de circulation) et celle d'unité de compte. Ce sont ces fonctions qu'elle est en train de laisser au dollar, qui prend ainsi sa place. Ce qui signifie que l'Etat est en train de perdre l'une de ses prérogatives : « battre monnaie ». Dans cette voie, un ministre des finances israélien avait été jusqu'au bout en proposant que la monnaie nationale israélienne soit... le dollar. Il avait été limogé : aucun Etat ne peut accepter cette situation, parce qu'il existe une relation directe entre souveraineté monétaire et souveraineté politique.

Ce processus s'est manifesté récemment dans les quasi-faillites des grandes banques brésiliennes. Lorsque la banque centrale brésilienne a refusé de couvrir les dettes en dollars de la Brasil invest, banque en faillite, la banque américaine Bank of America a riposté en ne renouvelant pas ses lignes de crédit à la Comind, banque en difficulté. Conséquence : des faillites en

chaîne qui ébranlent le système bancaire brésilien, et qui révèlent sa faiblesse. Epilogue : la banque centrale brésilienne a été obligée d'aider les deux plus grandes banques en difficultés[19].

La troisième conséquence est liée à la « dollarisation » et à l'augmentation de la spéculation, c'est la « financiarisation ».

– *Troisième conséquence :* « la financiarisation ». Commençons par un exemple tiré de l'article de Mamou sur l'Argentine, que nous avons déjà cité : « Renault Argentine, l'une des cinq plus grosses firmes industrielles du pays, équilibre à peine ses comptes sur les ventes de voitures mais dégage d'impressionnants bénéfices du face à face. » Le face à face consiste, pour les entreprises qui ont de la trésorerie, à la prêter à celles qui en manquent, et à sept jours ! Bien sûr, cela s'effectue au détriment de l'investissement productif. Il est clair, sur cet exemple, qui si prêter de l'argent est plus rentable, rapporte plus de bénéfices que d'investir dans la production, les firmes vont se tourner vers le marché financier.

La traduction concrète, c'est la *désindustrialisation.* Nous sommes conscients que c'est là un terme ambigu parce que la désindustrialisation est aussi présente dans les économies capitalistes développées, mais nous voulons exprimer par là que les capitalistes se désengagent de la production et provoquent l'appauvrissement du pays. Cette « financiarisation » se traduit par une augmentation de l'exploitation des travailleurs et par la misère pour le plus grand nombre. Il s'agit là encore d'un processus. Le Brésil par exemple conserve, pour l'instant, son industrie informatique naissante[20], mais perd un certain nombre d'industries traditionnelles.

La « dollarisation » et la « financiarisation » ont comme conséquence de fragiliser les entreprises de ces pays qui peuvent être facilement rachetées ou... mises en faillite. Face à cette situation dramatique, quelles sont les solutions proposées ?

Le Fonds monétaire international (FMI) et la solution libérale

Il faut détailler la réponse du FMI qui comporte trois volets et non un, comme on le croit fréquemment.

– *Premier volet,* le plus connu, une politique d'austérité drastique. Sur ce terrain, le FMI ne connaît que cette seule réponse, quel que soit le pays. Il propose un échange : des prêts à des taux très inférieurs à ceux pratiqués par les grandes banques privées, contre la mise en œuvre de la politique d'austérité. Et c'est une politique d'austérité renforcée qu'il impose parce qu'il recherche un « effet masse » pour obtenir un résultat dans ces économies encore faiblement monétarisées.

Il demande aux pays en question de « rééquilibrer les finances publiques, de modifier le taux de change et de contracter la demande interne ». Le premier point, diminuer le déficit budgétaire, revient à diminuer le salaire des fonctionnaires, tandis que le troisième se traduit par la baisse du salaire minimum et par la réduction du volume des importations pour favoriser les exportations.

La devise du FMI : « Exporter toujours plus, pour qu'il y ait un excédent de la balance commerciale permettant de faire rentrer des devises pour payer les intérêts de la dette. » Le prix à payer pour les populations est très lourd : chômage, misère, famine, disette... Et la chute du taux de croissance et une récession qui n'en finit pas. Pourtant des résultats ont été obtenus, il serait vain de le nier : « Leur déficit courant global a régressé de 109 milliards de dollars en 1981 à 53 milliards de dolars en 1983 et pour 1984 est prévue une nouvelle diminution à 45 milliards[21]. »

Mais on s'aperçoit que cette politique se traduit par la dévaluation continue de la monnaie nationale[22] et que ces pays ont surtout augmenté leurs exportations vers les Etats-Unis, dont ils sont devenus en 1984 le premier fournisseur. Ce qui, avec la hausse du dollar, équivaut à un important transfert de valeur de ces pays, vers les Etats-Unis. En d'autres termes, il s'agit d'un renforcement de l'échange inégal. Il est évident que des capitalistes américains, soumis à la concurrence de ces pays demandent des mesures de protection ; mais il est non moins évident que ce transfert bénéficie à toute la classe des capitalistes américains.

Ainsi l'endettement et ses conséquences conduisent au renforcement de l'échange inégal. Ce qui signifie que la solution du FMI se traduit par une accentuation ou un retour au sous-développement. En effet, en voulant réduire le déficit budgétaire, le FMI bloque les grands travaux d'infrastructure. En privilégiant les exportations, il casse la possibilité d'investir et oriente toute la production vers le marché mondial capitaliste, au

mépris des besoins élémentaires de toute la population autochtone. Il s'agit donc d'une orientation de dépendance par rapport au marché mondial capitaliste, qui impose le respect de la division internationale du travail, c'est-à-dire le fait de rester à la dernière place dans la hiérarchie des économies.

Cette politique est évidemment difficile à faire accepter puisqu'elle se heurte au plus grand nombre, y compris désormais aux classes moyennes. Un gouvernement démocratique est aujourd'hui nécessaire pour la légitimer aux yeux des masses brésiliennes. Dans ces conditions, on peut parier que le FMI a brûlé, lui aussi, des cierges pour que Tancredo ne meure pas...

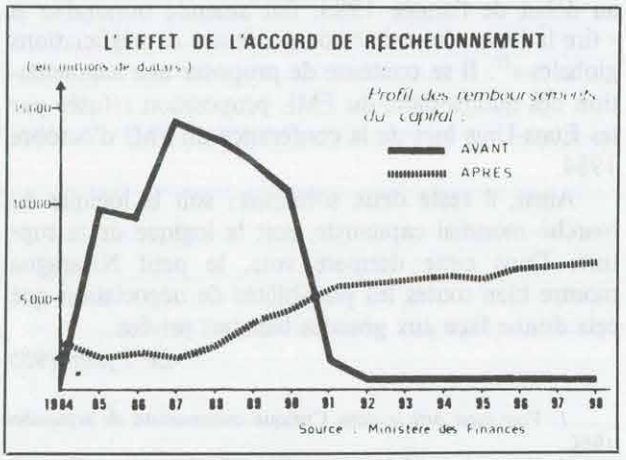
Le problème fondamental que pose la mise en œuvre de cette politique, c'est la définition d'un nouveau régime d'accumulation. En s'attaquant aux classes moyennes, cette politique rend visible la crise qui touche le régime d'accumulation appelé « excluant ». Mais quel nouveau régime d'accumulation peut être défini ? C'est justement ce qu'aucun gouvernement ne sait, pas plus que le FMI qui se contente d'une politique à court terme. En tout cas, pour l'instant, ce n'est pas le « fordisme » qui est à l'ordre du jour...

– *Deuxième volet : le rééchelonnement.* Le deuxième volet de la politique du FMI, c'est de reporter dans le temps le remboursement de la dette pour éviter une crise financière. Avec le fait que les intérêts continuent de courir... Suivant certaines estimations, logiques avec le processus d'autonomisation de la dette, ces pays sont endettés... pour l'éternité.

Il y avait une autre possibilité que celle-là, c'était de constituer un « cartel des débiteurs » permettant de transformer la faiblesse individuelle en force collective. Cette idée a parcouru la conférence qui s'est tenue à Carthagène les 21-22 juin 1984, mais elle a été écartée. Le FMI et les grandes banques privées, de même que l'Etat américain ont fait pression pour qu'elle ne se réalise pas. La peur du FMI a favorisé le Mexique, puisqu'un accord entre ce pays et les grandes banques créditrices a été signé en septembre 1984 qui prévoit le rééchelonnement de quarante milliards de dollars (sur un total de l'endettement de quatre vingt-dix milliards) avec des délais allongés : quatorze ans au lieu de huit habituellement et un taux d'intérêt plus bas (la référence est le LIBOR au lieu du prime rate)[23]. Le résultat de l'accord apparaît sur le *graphique II.*

Il est évident que cet accord a servi d'arme pour diviser les pays débiteurs. Le chantage est clair, qui pousse à suivre l'exemple du « bon élève » qu'est le Mexique

– *Troisième volet : la déréglementation.* Désormais, le FMI et la banque mondiale « conditionnent leurs prêts à une orientation économique et financière très libérale[24]. » Autrement dit, la déréglementation bat son plein. Pour le moment le mouvement est géographiquement limité à l'Asie mais il ne serait pas étonnant qu'il soit imposé aux autres pays endettés, notamment les pays latino-américains. D'ores et déjà le Mexique est engagé dans la dénationalisation : il propose « aux banques étrangères d'échanger une partie de leurs créances contre des participations au capital des entreprises nationalisées, dont les grosses entreprises sidérurgiques, des sociétés de mécanique et d'automobile, une chaîne hôtelière[25]... »



Graphique II.

Graphique extrait d'un article de Daniel Solano : « Le redressement de l'économie mexicaine se confirme mais le pays doit modifier son modèle de croissance », publié dans Industries et travaux d'outre-mer, *novembre 1984, reproduit dans* Problèmes économiques *du 8 mai 1985.*

Ce pourrait être une solution au processus de « dollarisation ». Comme le note Pierre Salama : « C'est pourquoi la solution à ce type de problème passe vraisemblablement par la refonte du système financier, par une dérégulation plus accentuée, par l'apparition de nouveaux produits financiers dont l'objectif serait de socialiser la destruction de ses créances » qui sont indexées sur le dollar[26].

La déréglementation passe, dans les pays d'Asie, par la fixation du taux d'intérêt par le marché et non plus par l'Etat, par le décloisonnement des banques (l'abolition de la différence entre banques de dépôts et banques d'affaires) et par l'apparition de nouveaux produits financiers, notamment à Singapour. Ce mouvement provoque des inquiétudes. En effet existent dans les pays d'Asie du sud-est des holdings familiaux qui « ont des intérêts croisés et [qui] s'interpénètrent les uns les autres. Une seule faillite retentissante et c'est la théorie des dominos qui s'applique. »

Cette solution revient à accentuer les conséquences de l'autonomisation de l'endettement, mais peut permettre une socialisation des pertes grâce à une crise financière « en douceur ». Ce qui se traduira, n'en doutons pas, par une augmentation de l'exploitation des travailleurs et par la misère du plus grand nombre.

Il est clair que la majorité de la population ne peut rien avoir à gagner dans la mise en œuvre de ces solutions qui représentent une volonté, au demeurant affirmée, de leur faire payer la crise capitaliste.

L'autre solution consiste à rompre avec la logique du marché mondial capitaliste. C'est la seule voie possible pour ne plus subir famines et disettes, pour permettre le développement et satisfaire les revendications urgentes des travailleurs et des peuples. Si l'on reste dans le cadre de la logique du marché mondial capitaliste, les solutions préconisées par le FMI sont les seules possibles.

La solution préconoisée par le premier rapport

Brandt – un keynesiannisme à l'échelle mondiale – a fait long feu. Il préconisait une politique de relance par l'augmentation du pouvoir d'achat des pays dits sous-développés. Le deuxième rapport Brandt, publié au début de l'année 1983, fait amende honorable et « tire la leçon des échecs de processus de négociations globales »[27]. Il se contente de proposer une augmentation des quotes-parts du FMI, proposition refusée par les Etats-Unis lors de la conférence du FMI d'octobre 1984.

Ainsi, il reste deux solutions : soit la logique du marché mondial capitaliste, soit la logique de la rupture. Dans cette dernière voie, le petit Nicaragua montre bien toutes les possibilités de négociation que cela donne face aux grandes banques privées...

Le 2 juin 1985

1. Voir mon article dans Critique communiste *de septembre 1984.*

2. Voir le livre édité par les éditions La Découverte : Tricontinental 1982 : famines et pénuries.

3. La Tribune de l'économie *du 19 mars 1985.*

4. Observations et diagnostics économiques *n° 7, avril 1984, revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques. Rapport du CEPII : « Economie mondiale 1980-1990 : la fracture ? »*

5. Voir l'article de Pierre Salama dans CEP *n° 25 : « Endettement et disette urbaine ».*

6. Les Temps modernes *d'octobre 1984 : « La mondialisation de la crise générale du fordisme ».*

7. OCDE : Organisation de coopération et de développement économique qui regroupe les experts du monde capitaliste. Voir pour le rapport en question la Tribune de l'économie *et* le Monde *datés tous deux du 1er juin.*

8. Pascal Arnaud, la Dette du tiers monde, *collection Repères, aux éditions La Découverte, p. 33.*

9. Futuribles *n° 87 d'avril 1985 : « L'avenir du monde arabe » par Bichara Khader. Voir aussi les articles de Pierre Salama pour ce qui concerne l'Amérique latine.*

10. Rapport du CEPII, p. 281.

11. Cf. l'étude du CEPII « Vers des limites financières à la croissance » publiée dans Economie prospective internationale *n° 3, juillet 1980.*

12. Rapport du CEPII, opus cité *p. 353.*

13. Voir CEP *n° 25, l'article de Sid Ahmed : « Développement sans croissance, l'expérience des économies pétrolières du tiers monde ».*

14. The Economist *du 31 mars 1984. Voir aussi l'article de Claudio Jedlicki paru dans la revue* Tiers monde *de juillet-septembre 1984, reproduit dans* Problèmes économiques *du 6 février 1985 : « De l'impossibilité du remboursement de la dette à l'indispensable remboursement des banques ».*

15. Tribune de l'économie *du 2 mai 1985.*

16. IIF : c'est un organisme privé qui regroupe 200 banques du monde entier représentant plus de 80 % des engagements bancaires sur les pays en voie de développement. Pour la référence de l'article intitulé « Tiers monde ; dette : les banques haussent le ton », publié dans l'Exportation magazine *de mai1985. Evidemment, c'est nous qui soulignons.*

17. Voir l'article de Pierre Salama à paraître dans Inprecor.

18. Toutes ces informations et citations sont extraites de l'article d'Yves Mamou publié dans la Tribune de l'économie *du 26 mars 1985 : « L'Argentine face à l'austérité : 30 millions de spéculateurs ».*

19. La Tribune de l'économie *du 29 mai 1985 : « Les fourches caudines de la banque centrale ».*

20. Le Monde *des 13-14 janvier 1985. « Au Brésil, l'enfant chéri des nationalistes : la naissante industrie informatique ». Il faut tenir compte du fait qu'IBM y occupe toujours la place prépondérante.*

21. Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank des 16 et 23 novembre 1984, reproduit dans Problèmes économiques *du 6 février 1985.*

22. Ainsi par exemple en 1980, il fallait 0,18 pesos pour 1 dollar en Argentine et en 1984, 67,65 pesos pour le même dollar. Au Brésil en 1980 : 52,71 cruzeiros pour 1 dollar. 1984 : 1 848,03 cruzeiros pour le même dollar. Chiffres publiés dans le Financial Times *en mars 1985.*

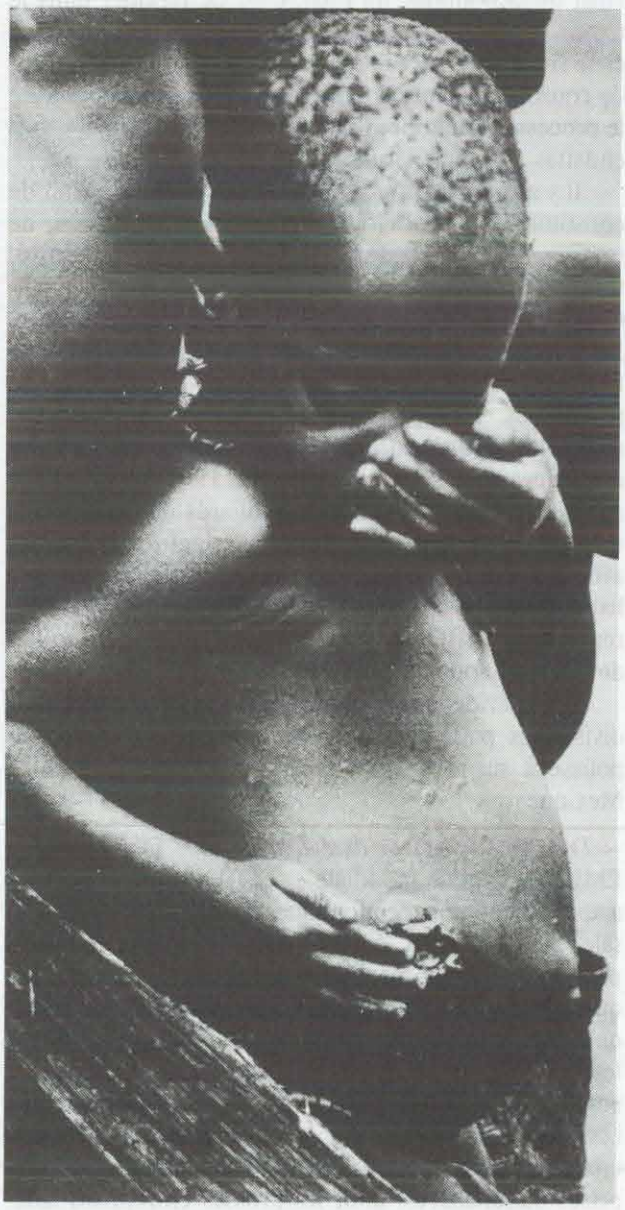
23. Sur cet accord, voir le Monde *du 11 septembre 1984 : « Dette mexicaine : un accord exemplaire ». Voir aussi le bilan économique et social 1984 du* Monde, *p. 26.*

24. Y.Mamou dans la Tribune de l'économie *des 1 et 2 juin 1985, « Quand l'Asie se dérégule ».*

25. Tribune de l'économie *des 16-17 mars 1985.*

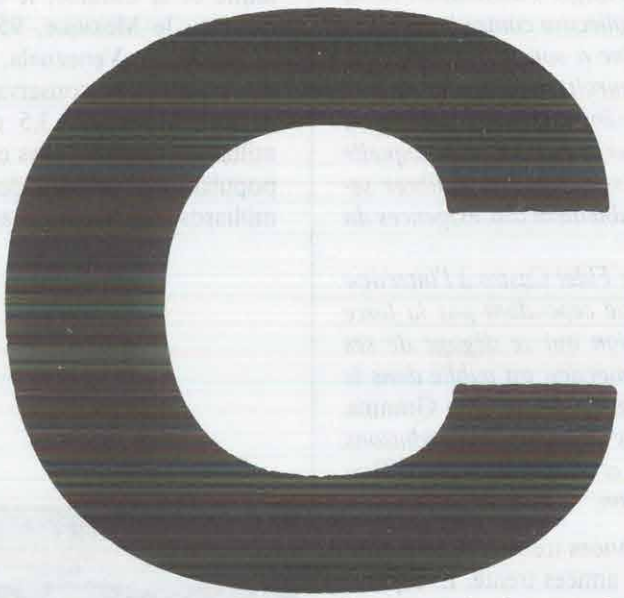
26. Article de Pierre Salama à paraître dans Inprecor.

27. Voir le résumé de ce deuxième rapport dans RAMSES 83-84, p. 229.



La dette extérieure de l'Amérique latine est irrécouvrable

Fidel Castro



omment les pays latino-américains et du tiers monde en général peuvent-ils faire face à l'engrenage de l'endettement, à un mode de relation avec les pays capitalistes développés qui accroît chaque jour l'écart, dramatiquement, entre riches et pauvres ? Il ne le peuvent pas, répond Fidel Castro, sauf à imposer des sacrifices inouïs à leurs propres peuples, au prix de fleuves de sang.

Nous avons choisi de publier des extraits de l'interview donnée par le dirigeant révolutionnaire cubain au journal mexicain Excelsior *le 21 mars 1985, car sa démonstration apparaît à divers titres remarquable. Dans la même interview, Fidel explique, chiffres à l'appui, comment diverses hypothèses envisagées pour amortir dans le temps le poids de la dette ne feraient que reculer les échéances sans desserrer l'étau autour des pays pauvres. Il plaide pour l'annulation pure et simple de la dette, pour des mesures qui mettent fin à l'échange inégal entre pays riches et pays exploités, permettant le développement. Il explique que l'annulation de la dette pourrait être financée par une réduction... de 10 % seulement des dépenses militaires !*

Fidel Castro s'exprime dans cette interview, comme

en de nombreuses autres occasions antérieures (il fut président des pays « non alignés ») en porte-parole des pays pauvres et exploités. La politique qu'il appelle de ses vœux de façon pressante – l'union de tous les Etats et gouvernements de ces pays, à commencer par ceux d'Amérique latine, pour imposer à l'impérialisme un « nouvel ordre économique international » – n'est pas celle que nous préconisons. Nous ne pensons pas, comme Fidel Castro l'affirme dans ses déclarations à Excelsior, *que « pour tous les pays du tiers monde constitués en une grande variété de systèmes et de formes de gouvernements, où le développement des forces productives se situe à des niveaux différents et qui professent les plus diverses formes de croyances politiques et religieuses, la tâche du moment présent, la priorité vitale, fondamentale, de tous sans exception et en vue de laquelle tous peuvent s'unir et lutter en commun, c'est le développement ».*

S'il est juste et nécessaire, pour un Etat révolutionnaire comme Cuba, d'inviter les peuples des pays dominés et leurs gouvernements à constituer un front commun international contre le FMI, d'exiger l'annulation de la dette, à faire peser une force collective contre le club des pays impérialistes qui détermine à son gré le cours des prix mondiaux, cette lutte ne saurait remplacer le combat pour la révolution sociale, ni même s'inscrire comme un préalable à celle-ci, ni conforter l'illusion selon laquelle les gouvernements bourgeois issus d'élections libres seront capables de s'opposer durablement aux exigences du FMI.

L'orientation imprimée par Fidel Castro à l'interview donnée à Excelsior *ne diminue cependant pas la force de dénonciation et de conviction qui se dégage de ses propos. Le texte complet de l'interview est publié dans le résumé hebdomadaire en langue française de* Granma *du 7 avril 1981. Les extraits que nous reproduisons ci-dessous concernent la dette et l'échange inégal. Titre et intertitres sont de la rédaction.*

On parle de la crise des années trente. Mais la crise actuelle est pire que celles des années trente. Exception faite du pétrole, le pouvoir d'achat des exportations latino-américaines est inférieur à celui qu'il avait lors de la crise des années trente. Mais ce n'est même pas la peine de remonter si loin. Par rapport à il y a vingt-quatre ans, le pouvoir d'achat des principales exportations bien souvent traditionnelles, dont le sucre, est actuellement inférieur de trois à quatre fois.

Je vais citer un exemple. Voilà vingt-quatre ans, pour acheter un bouteur de 180 CV, il fallait 200 tonnes de sucre ; aujourd'hui, il en faut 800 au prix du marché mondial. Et si l'on prend le café, le cacao, la banane, les minerais qu'exporte l'Amérique latine, les quantités de produits nécessaires pour acheter dans les pays développés un bouteur ou n'importe quel engin de construction ou moyen de transport, ou n'importe quel équipement agricole ou industriel, sont le triple ou le quadruple d'alors. Si l'on remonte à 1950, la détérioration des termes de l'échange enregistrée depuis est bien plus grave.

Quelle est pourtant la différence entre les années trente et la situation actuelle ? A l'époque, la population de l'Amérique latine était moins du tiers de la population de maintenant ; les problèmes sociaux actuels sont incomparablement plus graves que les problèmes sociaux des années trente et se sont accumulés. En d'autres termes, la population actuelle est le triple ou le quadruple, et les problèmes sociaux se sont multipliés par rapport aux années trente.

Mais l'essentiel c'est qu'à l'époque de la crise des années trente, l'Amérique latine n'avait pratiquement pas de dette extérieure. A présent, nous avons une crise plus grave, des problèmes sociaux accumulés incomparablement plus aigus et une dette de 360 milliards de dollars. Une analyse mathématique de cette situation indique que l'Amérique latine ne peut honorer cette dette. aussi bien l'ensemble des pays que chacun pris individuellement. Dans certains cas, la situation est plus grave, mais, dans tous les cas, sans exception, elle est grave.

Pire que la crise des années trente

Selon les derniers chiffres publiés par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et la Caraïbe, le Brésil doit 108,8 milliards de dollars ; le Mexique, 95,9 milliards ; l'Argentine, 48 milliards ; le Venezuela, 34 milliards ; le Chili, selon des calculs très conservateurs à mon avis, 18,44 milliards ; le Pérou, 13,5 milliards ; la Colombie, 10,8 milliards ; un petit pays comme le Costa Rica, avec une population d'environ deux millions d'habitants, 4,05 milliards ; le Panama, avec une population similaire,

3,55 milliards ; l'Uruguay, 4,7 milliards. Et ces chiffres sont conservateurs, car, selon des rapports d'amis uruguayens et chiliens respectables, la dette réelle de l'Uruguay est de 5,5 milliards et celle du Chili de 23 milliards. Autrement dit, les chiffres officiels sont bien inférieurs au niveau réel de la dette. Dans bien des cas, les organismes internationaux, voire les gouvernements eux-mêmes, ont bien du mal à en connaître le volume réel, parce que les dettes privées non enregistrées viennent s'ajouter aux dettes publiques (...).

Certains pays comme l'Argentine consacrent 52 % de leurs recettes d'exportations au paiement des intérêts de la dette ; la Bolivie, 57 % ; le Mexique, 36,5 % ; le Pérou, 35,5 % ; le Brésil, 36,5 % ; le Chili, 45,5 %. Or, on estime qu'un pourcentage de 20 % des recettes d'exportations consacré au paiement de la dette extérieure est déjà pratiquement intenable.

Que signifient ces chiffres ? Qu'aucun pays ne peut se développer dans ces conditions, comme le prouve le fait que le produit intérieur brut de l'ensemble des pays latino-américains a diminué de 1980 à 1984 : en Uruguay, par exemple, de 13,9 % ; en Argentine, de 6 % ; au Chili, de 5,4 % ; au Venezuela, de 6,1 %, malgré les énormes ressources économiques du pays.

Comme la population a augmenté dans le même temps, le produit intérieur brut par habitant s'est réduit encore plus. En Bolivie, par exemple, de 24,6 % au Costa Rica, de 14,1 % au Chili, de 11,2 % ; au Mexique, de 6,3 % ; en Argentine, de 11,8 % ; au Venezuela, de 16,2 % ; en Uruguay, de 16,2 %. Dans le cas du Venezuela, le produit intérieur par habitant n'a pas diminué seulement entre 1981 et 1984, mais durant les sept dernières années d'affilée pour un total de 24 % durant cette période. On peut constater l'impact de la crise économique et de la dette extérieure, surtout ces dernières années, dans le fait que la production par pays et par habitant n'a pas seulement stagné mais encore diminué. Certains pays consentent des efforts vraiment impressionnants pour faire face à la situation. Nous pouvons citer trois des plus grands pays.

En 1982, le Brésil avait exporté pour 20 milliards 172 millions de dollars et pour 26 milliards 960 millions en 1984, tout en réduisant ses importations de 19 milliards 395 millions en 1982 à 14 milliards 360 millions en 1984.

Le Mexique qui avait exporté pour 22 milliards 81 millions en 1982 a élevé ce chiffre à 23,5 milliards en 1984, et a ramené ses importations de 14 milliards 434 millions en 1982 à 10 milliards en 1984.

L'Argentine a élevé ses exportations de 7 milliards 622 millions en 1982 à 8,7 milliards en 1984, et réduit ses importations de 4 milliards 859 millions en 1982 à 4 milliards 270 millions en 1984.

En faisant un grand effort en matière d'exportations et en réduisant énormément leurs importations à des limites presque insupportables pour l'économie, ces pays ont enregistré des balances commerciales favorables. Le solde commercial du Brésil a été de 12,6 milliards, celui du Mexique, de 13,5 et celui de l'Argentine de 4,43. La totalité de ce solde, fruit d'efforts extraordinaires, obtenu en utilisant et en épuisant pratiquement les stocks de matières premières et en portant peut-être atteinte à la maintenance et à la réparation des installations productives, a servi exclusivement dans ces trois pays à payer les intérêts de la dette.

Les pays latino-américains ont payé en 1984, au titre des intérêts et des bénéfices, 37,3 milliards de dollars, presque trois milliards de plus qu'en 1983, et n'ont reçu que 10,6 milliards en prêts et investissements.

Le transfert net de ressources financières depuis l'Amérique latine vers l'extérieur, au titre des intérêts et bénéfices, s'est monté en 1984 à 26,7 milliards de dollars, et en deux années seulement, 1983 et 1984, à 56,7 milliards de dollars. Bref, l'ensemble des pays sous-développés latino-américains est en train de financer l'économie et le développement des pays industrialisés les plus riches du monde, et ce en leur apportant des sommes d'argent astronomiques. Voilà la réalité. Et cet argent s'en va définitivement, sans espoir de retour.

Le rythme de gonflement de la dette s'est ralenti et s'est situé bien au-dessous du record de 24 % atteint en 1981, et c'est logique, puisque personne n'ose plus prêter ; mais de toute façon, la dette a augmenté pour une raison ou pour une autre de 5,5 %. Dans les dix prochaines années, le paiement des intérêts de la dette, à supposer que celle-ci augmente à peine, tournerait autour de 40 milliards de dollars par an.

Voilà vingt-quatre ans, au moment de l'Alliance pour le progrès, Kennedy avait prévu un programme de coopération économique de 20 milliards de dollars à investir sur une période de dix à quinze ans, pour faire face aux problèmes sociaux et stimuler le développement de l'Amérique latine. Cette idée avait vu le jour sous l'impact du traumatisme obsessionnel qu'avait provoqué la révolution cubaine et prétendait empêcher l'apparition de conditions objectives propices à de nouvelles révolutions. Or, actuellement, les pays économiquement sous-développés du sous-continent, avec le double de population et le triple de problèmes sociaux, verseront chaque année 40 milliards de dollars aux pays industrialisés au titre des intérêts de la dette et devront payer 400 milliards en dix ans, soit vingt fois la somme que Kennedy se proposait d'investir en dix ou quinze ans de coopération économique pour résoudre les problèmes économiques et sociaux de l'Amérique latine (...)

Les dictateurs militaires ont passé la main car ils ne contrôlaient plus la situation

La situation politique, économique et sociale de l'Amérique latine est telle qu'elle ne supporte plus de nouvelles restrictions ni de nouveaux sacrifices.

Nous avons été témoins ces derniers mois des événements de la République Dominicaine, quand un pays dont la situation politique était relativement stable et avec un régime constitutionnel a commencé à mettre une œuvre les mesures du Fonds monétaire international. La hausse des prix, découlant d'une dévaluation du peso dominicain dont le cours était celui du dollar et qui a été ramené au taux de trois pesos le dollar appliqué aux devises devant servir à importer des

médicaments et d'autres produits de consommation courante, a déclenché un soulèvement de la population. La réponse du gouvernement a été de lancer l'armée et la police dans les rues pour réprimer les manifestants, avec un bilan, selon des chiffres officiels, de cinquante morts et trois cents blessés. Bien des personnes assurent que le total des victimes a été supérieur. Voilà quelques semaines, de nouvelles exigences du Fonds monétaire international ont entraîné l'extension du taux de change de trois pesos le dollar à tous les produits d'importation, dont les carburants. Le gouvernement, court-circuitant la réaction populaire, a de nouveau lancé son armée et sa police pour occuper les villes et tenter d'étouffer les protestations du peuple. Tout ceci a provoqué une situation de grand désespoir et de grande tension en République dominicaine.

Nous en avons un autre exemple récent au Panama, après la prise de possession du nouveau gouvernement. Un impôt de 7 % grevant certains services et la décision de retarder la hausse des salaires, pourtant déjà accordée, des médecins et des enseignants, ont créé une situation semblable ; des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue sans qu'il se produise de répression ou de victimes à cause de l'attitude de la garde nationale qui a joué un rôle progressiste, a lutté pour la récupération de la souveraineté nationale sur le canal et a des liens étroits avec le peuple. Ce n'est pas son genre de tirer dans la foule. Et on a dû annuler les mesures. Il ne s'agissait pourtant pas de mesures destinées à résoudre les graves difficultés économiques du Panama, qui sont semblables à celles des autres pays latino-américains, mais simplement à essayer d'équilibrer le budget dans une certaine mesure et de créer ainsi les conditions minimales requises par le Fonds monétaire international pour commencer à renégocier la dette.

En Bolivie, où le rapport préliminaire de la CEPAL avait calculé un taux d'inflation pour 1984 de 1 682 % et qui s'est élevé en fait, selon les derniers chiffres, à 2 300 %, la situation économique est telle que, ces treize derniers jours, le pays a été totalement paralysé, avec des dizaines de milliers de mineurs armés de bâtons de dynamite, d'ouvriers, d'étudiants et de secteurs populaires dans la rue, de paysans mobilisés dans les campagnes et bloquant les routes, demandant des augmentations de salaire, le contrôle des prix, des approvisionnements et d'autres mesures, dans un véritable état de désespoir, si bien que la situation est quasiment incontrôlable. Personne ne sait comment le pays pourra sortir de la profonde crise économique qui l'accable.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que ces faits que j'ai mentionnés se sont produits pratiquement d'une façon spontanée, en réponse à une situation objective. (...)

Autrement dit, dans les trois pays mentionnés, les mesures du Fonds monétaire international ou la tentative de les faire appliquer ont engendré de sérieux conflits politiques et sociaux, car les peuples refusent catégoriquement qu'on leur impose de nouvelles réductions de leur niveau de vie et de nouveaux sacrifices.

L'ouverture démocratique qui s'est produite en Amérique du Sud a été accueillie avec un énorme intérêt et beaucoup de sympathie dans le reste de l'Amérique latine et du monde.

L'ouverture démocratique s'est produite presque simultanément dans trois pays aussi importants que l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay. En ce qui concerne l'Uruguay, ce n'est pas tant du fait de ses dimensions et de ses ressources qu'en raison du symbole qu'implique le retour, après de longues années d'oppression militaire, d'un régime constitutionnel dans un pays qui avait été si longtemps un modèle d'institutions démocratiques. On avait l'habitude de désigner l'Uruguay comme la Suisse d'Amérique latine, de même que le Chili.

L'administration nord-américaine déclare, en présentant presque cela comme un succès de sa politique, que la démocratie gagne du terrain en Amérique latine. Ce qui gagne du terrain, en fait, c'est bel et bien la crise.

Ces ouvertures démocratiques sont dues en partie, bien sûr, à la lutte des peuples et à leur résistance aux dictatures militaires, mais la crise économique y a aussi contribué, car elle est si profonde que les militaires, démoralisés et abasourdis, ne se sentent plus capables de contrôler la situation.

Les militaires se retirent de la gestion publique. Si la situation économique avait été moins grave, ils auraient résisté, ils auraient tenté de se maintenir plus longtemps au gouvernement. Ils ont remis la gestion de l'Etat aux civils et leur ont légué assurément un héritage terrible.

Je soutiens que si les problèmes économiques découlant de la dette ne se règlent pas, ces processus démocratiques entreront inévitablement en crise à leur tour.

En Uruguay, selon des personnes proches du nouveau gouvernement, la dette extérieure s'élève à 5,5 milliards de dollars et les exportations à seulement 1 milliard ; des marchés importants, comme les Etats-Unis pour le textile, viennent d'être frappés par des mesures protectionnistes, et d'importants marchés de viande lui ont été enlevés par les exportations subventionnées de la Communauté économique européenne. Le niveau de vie a chuté de 50 % durant les années de gouvernement militaire. Comment, dans de telles conditions, le gouvernement d'un pays où les civils viennent de prendre en charge le pouvoir avec le soutien des citoyens et après des années de répression féroce, pourrait-il appliquer les mesures du Fonds monétaire international et exiger du peuple de nouveaux sacrifices ? Les processus démocratiques de l'Argentine et du Brésil font face à une situation semblable.

On ne saurait imaginer les nouveaux dirigeants de ces pays, qui ont pris la tête du processus démocratique face à de longues années de dictature militaire, en train de lancer l'armée et la police dans les rues pour tirer sur le peuple, afin de mettre en pratique les mesures du Fonds monétaire international et de payer la dette jusqu'au dernier centime.

Ces dirigeants ont dit très clairement trois choses : qu'ils ne sont pas disposés à faire retomber sur les épaules du peuple les conséquences de la dette, qu'ils ne sont pas disposés à mettre en œuvre des politiques de récession et qu'ils ne sont pas disposés à hypothéquer le développement du pays. Ce sont là des présupposés de base. Reste à savoir comment ils pourront s'appliquer s'il n'y a pas de solution au problème de la dette (...).

Une tâche impossible

Et je me demande : comment peut-on dans ces conditions exiger que l'ensemble des pays latino-américains, dont les économies n'ont pas seulement stagné ces dernières années mais ont reculé, tandis que la population a continué de croître à un rythme élevé, retirent tous les ans 40 milliards de dollars de leurs économies et s'apprêtent à payer la somme colossale de 400 milliards en dix ans rien qu'au titre des intérêts de la dette extérieure ? Quels nouveaux sacrifices et quelles nouvelles restrictions faudra-t-il exiger dans ces pays pour pouvoir s'acquitter de ces intérêts fabuleux, tout en réduisant l'inflation et en se développant ? Quelles perspectives et quelles espérances fera-t-on miroiter pour stimuler les efforts épiques et coûteux qu'il faudra consentir ? Quels arguments trouvera-t-on pour mobiliser le peuple et obtenir le consensus, l'unité, le soutien et l'esprit de sacrifice qu'une entreprise de cette ampleur exige ? C'est une tâche virtuellement impossible.

Dans certains cas, les taux d'inflation sont véritablement étonnants, comme celui de la Bolivie qui s'est chiffré à 2 300 %, ou l'Argentine, avec 675 %, ou le Brésil, avec 194,7 %, ou le Pérou avec 105,8 %, et ainsi à l'avenant. Comment peut-on demander à ces gouvernements de faire face à ces problèmes en un an, de réduire l'inflation, d'ajuster les budgets et de payer par-dessus le marché des sommes d'argent astronomiques au titre des intérêts de la dette ? Sans compter que les chiffres de transfert de ressources en direction du monde industrialisé se réfèrent uniquement aux sorties officielles, au titre des intérêts et des bénéfices ; mais il faut ajouter à cela la fuite des capitaux qu'il est pratiquement impossible de calculer pour la manière dont elle se produit. Mais on sait, par exemple, que des dizaines de milliards de dollars sont sortis ces dernières années du Venezuela en direction des Etats-Unis, que la même chose s'est passée en Argentine. De leur côté, les Mexicains savent bien que quand des difficultés économiques ont surgi et qu'une dévaluation semblait inévitable – et il y a toujours de nombreux indices qui permettent de prévoir qu'une dévaluation est inévitable –, des dizaines de milliards de dollars se sont enfuis du Mexique aux Etats-Unis (...).

La crise économique est retombée – et on l'a fait retomber d'une certaine manière – sur les économies des pays les moins développés. On peut dire qu'il s'agit d'un processus qui était en gestation depuis bien longtemps et qui a eu des retombées plus ou moins graves selon les ressources économiques de chaque pays et en fonction aussi de la plus ou moins grande efficacité avec laquelle chaque pays s'est défendu de cette crise ou a tenté de la surmonter. Les cas sont très variés.

Il ne fait pas de doute que la politique suivie par le Chili, l'Argentine et l'Uruguay, que les politiques officielles des régimes militaires ont eu des conséquences néfastes.

Je me souviens par exemple que le Chili, dans les derniers mois du gouvernement Allende, importait de la viande à raison de cent millions de dollars par an. Or, quelques mois après le coup d'Etat, il a commencé à en exporter. Comment ? Grâce aux morts, aux disparus, aux milliers de disparus, aux milliers de morts, aux milliers de torturés, aux méthodes de répression les plus horribles, au renvoi en masse des employés publics, à la réduction drastique des services sociaux, au licenciement massif des travailleurs des usines, à la réduction des salaires, à la diminution draconienne du niveau de vie de la population. Logiquement, beaucoup de gens qui mangeaient de la viande ont cessé de la faire et, au bout de quelques mois, Pinochet a pu commencer à en exporter.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule chose qu'a faite Pinochet. Il s'est présenté en champion des principes occidentaux, des valeurs occidentales du capitalisme et de la libre entreprise et, en conséquence, on a vu apparaître les spécialistes économiques, les professeurs de l'Ecole de Chicago, qui lui ont indiqué comment il fallait vraiment défendre les intérêts occidentaux et les intérêts du capitalisme. Ils lui ont exposé la théorie selon laquelle, s'il voulait posséder une industrie efficiente, il devait ouvrir les portes à la concurrence extérieure, faire rivaliser l'industrie chilienne avec l'industrie européenne, nord-américaine, japonaise, ou avec celle de pays comme la Corée du Sud, Taïwan ou Singapour, où les grandes transnationales ont implanté

leurs technologies, ont imposé leur discipline, en vue de quoi, bien entendu, elles avaient besoin aussi de régimes autoritaires, de régimes de force. Et le Chili a renoncé au principe, qui est un axiome pour tout pays en développement, au nom duquel l'industrie naissante des pays en développement doit être protégée de la concurrence des pays dotés de plus de ressources, de plus de technologie, plus développés. Et voilà pourquoi l'industrie a sombré dans la ruine, le chômage a augmenté et la dette a fait boule de neige.

Au Chili, où les principes économiques les plus sophistiqués de l'Ecole de Chicago ont été appliqués dans toute leur rigueur, la dette extérieure qui ne se montait qu'à 4 milliards de dollars à l'époque d'Allende, a sauté à 23 milliards – le chiffre qui semble le plus réel de tous ceux que j'ai mentionnés – et le chômage bat tous les records en Amérique latine avec 18,6 % de la force active. Vous savez qu'en plus des chômeurs, il y a toujours une grande quantité de sous-employés qui ne travaillent que quelques heures dans différentes activités pour tenter de subsister.

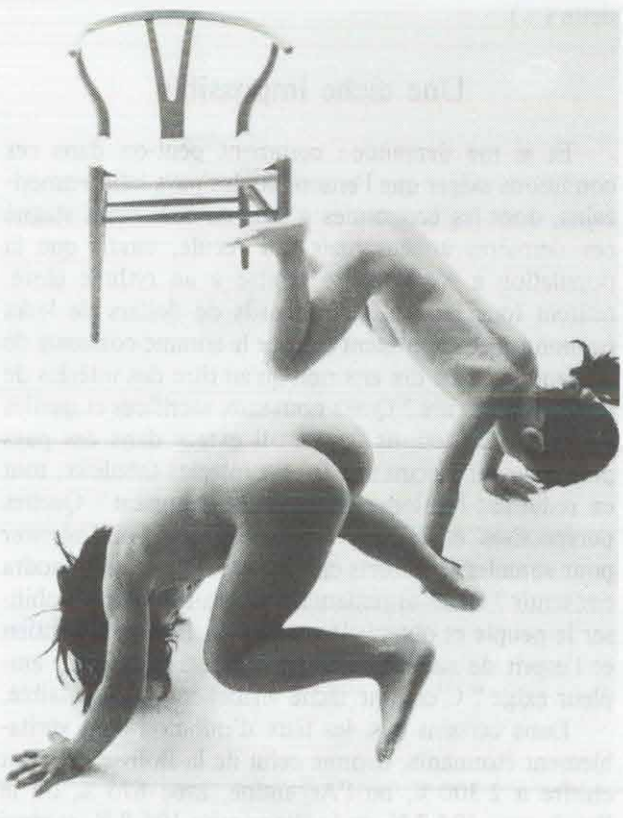
Mais c'est cette même politique économique de la dictature militaire chilienne qui a été appliquée en Argentine et en Uruguay. Imaginez un peu qu'on fasse rivaliser les industries argentines d'automobiles, de camions, de tracteurs, qui produisent vraiment des équipements de qualité – et nous le savons parce que nous avons à Cuba des camions, des automobiles et d'autres équipements argentins qui sont parfaitement adaptés à leurs besoins à eux et qui sont aussi adaptés aux nôtres, comme pour le transport de la canne ou les services de taxis –, imaginez donc qu'on le fasse rivaliser avec les industries de camions et d'automobiles japonaises qui produisent dans des usines largement automatisées, qui utilisent des robots pour de nombreuses opérations et emploient des aciers japonais élaborés selon des technologies industrielles de pointe et très productives ! Bref, qu'on fasse rivaliser les ouvriers qualifiés argentins avec les robots de l'industrie japonaise ! (...)

Le plus paradoxal, c'est que le pays le plus industrialisé, les Etats-Unis, protège jalousement par toutes sortes de barrières tarifaires et autres non seulement son industrie, qui est d'ailleurs fort loin d'être compétitive dans de nombreuses branches, mais encore les produits de son agriculture, comme le sucre de betterave et jusqu'au sirop de maïs pour sucrer les sodas. Et pourtant ses professeurs viennent nous enseigner la manière de lever les barrières tarifaires et de rendre nos industries compétitives ! (...)

L'argent prêté hier à un taux d'intérêt inférieur est remboursé aujourd'hui à un taux supérieur !

L'un des facteurs de l'endettement extérieur de ces pays est le gonflement des importations. Une bonne partie de cet argent a été aussi investie dans des armes et des dépenses militaires. Une autre partie a servi à enrichir bien des gens, autrement dit une bonne partie de cet argent a été volée, ou a fui à l'étranger par diverses voies. Les prêteurs se fichaient pas mal de ce qu'on faisait de leur argent. Cette période a coïncidé avec une énorme accumulation de fonds provenant en grande partie des surplus qui sont apparus dans plusieurs pays pétroliers, chez les gros exportateurs de pétrole, et qui ont été placés dans des banques nord-américaines et européennes. Il y avait une abondance d'argent telle que les bailleurs de fonds, les banques, couraient après les débiteurs pour leur proposer des prêts. C'était le monde à l'envers : d'ordinaire, ce sont les débiteurs qui demandent aux banquiers de leur faire des prêts, mais en Amérique latine, dans de nombreux pays, ce sont les banquiers qui se mettaient en quête de débiteurs pour leur prêter de l'argent à des taux d'intérêt inférieurs à ce qu'ils sont aujourd'hui. Autrement dit, on a prêté l'argent à un taux d'intérêt inférieur et on se fait rembourser à un taux d'intérêt supérieur. On peut même dire plus : on a prêté un dollar qui avait une valeur donnée et on se fait payer maintenant un dollar surévalué de presque 40 %, selon certains experts. C'est comme si je vous prêtais un kilo d'or et que je vous demandais ensuite de m'en rendre 1,4 kilo, sans parler des intérêts sur ce 1,4 kilo d'or qui sont plus élevés.

En résumé il se peut qu'une partie de cet argent ait été investie d'une façon plus ou moins utile et qu'une autre partie ait été gaspillée dans différentes choses, sans parler des armements. Autrement dit, cet argent a servi à étayer des politiques absurdes, antinationales,



ruineuses pour les industries locales, ou alors il a été volé, ou il a fui à l'étranger, ou il a été gaspillé en armements ou dans d'autres choses, bien qu'en théorie une certaine quantité ait dû s'investir dans quelque chose d'utile.

(...) Aux chiffres déjà cités au sujet du paiement d'intérêts et de bénéfices, il faut ajouter l'argent qui s'enfuit, dans une plus ou moins grande mesure, de chacun des pays, fondamentalement vers les Etats-Unis. (...)

De toute façon, cette fuite de capitaux ne se produit pas seulement en Amérique latine. En 1983, 40 milliards de dollars sont partis d'Europe et du Japon vers les Etats-Unis, également à cause de la politique d'intérêts élevés qu'appliquent ces derniers. De 4 à 5 milliards de dollars, si je ne m'abuse, sont passés l'an dernier de la République fédérale d'Allemagne, une grande puissance industrielle, aux Etats-Unis, où les intérêts sont supérieurs de 4,5 points. Avec cette politique monétaire des Etats-Unis, l'argent leur arrive de partout. En 1983, le volume des capitaux étrangers investis en valeurs publiques nord-américaines s'est monté à 170 milliards de dollars. Bref, pour pallier un déficit budgétaire de presque 200 milliards de dollars et un déficit commercial de 123 milliards, il faut ponctionner de l'argent au reste du monde.

Si donc l'argent fuit de pays aussi industrialisés que la RFA et le Japon – je ne parle pas de l'Espagne, de l'Italie, de la France, de l'Angleterre, dont le développement industriel est indéniable, quoique plus ou moins important, mais n'atteint pas le niveau de la RFA ou du Japon – qu'attendre de pays aux économies faibles, en lutte pour le développement, avec un tas de problèmes économiques et sociaux, comme ceux d'Amérique latine ? Qu'attendre d'autre ? Comment les pays latino-américains pourraient-ils se défendre avec plus de succès d'une politique qui frappe les puissances industrialisées les plus développées ?

Les pays latino-américains ont été dépouillés illégalement de 70 milliards de dollars en 1984

Mais il est d'autres facteurs qui ont contribué à cette crise et à cet endettement, et je vais les signaler. L'un d'eux, absolument décisif, est l'échange inégal, un phénomène qui revêt des traits historiques et qu'on peut suivre à la trace avec précision dans les quarante dernières années, un phénomène que les économistes doivent à mon avis étudier et analyser davantage pour mieux en connaître l'essence et les mécanismes, une espèce de loi qui prévaut dans le commerce entre les pays en développement et les pays industrialisés et qui se traduit par ce que je signalais précédemment : le renchérissement constant du prix des équipements, des machines et des autres produits finis que nous importons des pays industrialisés, et la chute accélérée du pouvoir d'achat des exportations de base des pays en développement.

Le pouvoir d'achat de l'ensemble de ces produits, pétrole y compris, a chuté de 21,9 %, presque 22 %, entre 1980 et 1984. En d'autres termes, vous prenez l'ensemble de ces produits touchés tantôt plus tantôt moins par la détérioration des prix : si en 1980, grâce à une quantité donnée de ces produits, vous pouviez acheter pour une valeur de 100, vous ne pouvez plus acheter que pour 78 aujourd'hui.

Ce facteur est très important. En effet, si les exportations de l'Amérique latine ont atteint 94 milliards 790 millions de dollars en 1984, nous avons perdu à cause de cette diminution de presque 22 % de leur pouvoir d'achat, rien que par cette seule voie, environ 20 milliards de dollars. Par cette seule voie, du fait de la dégradation des termes de l'échange !

Ceci vient s'ajouter à ce que nous avons perdu à cause de l'élévation des taux d'intérêt, supérieurs à ceux qui existaient au moment où cette dette ou, du moins, une grande partie de celle-ci a été contractée, et qui se maintiennent arbitrairement et artificiellement élevés : par cette autre voie, nous avons déjà perdu au titre du paiement d'intérêts qui renchérissent chaque année plus de 10 milliards de dollars.

Mais ce n'est pas tout : il y a aussi l'augmentation réelle de la dette et des intérêts correspondants à cause de la surévaluation du dollar. Si vous avez reçu 100 milliards d'un dollar coté 100 et si ce dollar est surévalué, ne disons pas de 40 % mais de 30 %, votre dette a augmenté objectivement de 30 milliards et les intérêts augmentent au prorata de ces 30 milliards.

Ainsi donc, rien que par ces quatre voies : pour ce qu'on nous fait payer en plus pour les produits que nous achetons et ce qu'on nous paie de moins pour ceux que nous vendons par rapport à 1980 ; pour les intérêts artificiellement élevés du fait de la politique monétaire des Etats-Unis ; pour les devises qui fuient et pour le fait qu'on rembourse dans un dollar toujours plus cher, qui est gonflé, qui est surévalué, l'économie des pays latino-américians a été dépouillée illégalement en 1984 de plus de 45 milliards de dollars, à savoir 20 milliards pour la dégradation des termes de l'échange, 10 milliards pour excès d'intérêts, 10 milliards pour fuite de capitaux et, calculant de façon conservatrice, 5 milliards pour surévaluation du dollar. Tout ceci additionné, y compris ce qu'on pourrait considérer les intérêts normaux de la dette, les pays latino-américains ont livré au monde développé et riche des sommes équivalentes à environ 70 milliards de dollars en une année seulement, dont 50 milliards en espèces sonnantes et trébuchantes.

L'économie des pays latino-américains peut-elle résister à ce drainage ? Peut-elle continuer d'y résister ? Peut-on penser à la stabilité politique et sociale des pays latino-américains quand ceux-ci sont soumis à une extorsion si insolite et si impitoyable ? Peut-on soutenir de telles exigences du point de vue moral ? Cette politique est-elle juste, est-elle défendable ? Cette politique du dollar surévalué, des intérêts surdimensionnés, de l'échange injuste qu'on nous impose à tous, cette politique de promotion et de soutien à des gouvernements répressifs, sanguinaires, comme cela se passait dans divers Etats, ces formules et ces théories économiques, et ces recettes monétaristes qu'on conseille d'administrer à nos pays, cette manière irresponsable de

prêter des sommes folles sans chercher à savoir où elles s'investissaient ni où on les utilisait, cette politique-là est-elle soutenable moralement, est-elle justifiable ? (...)

Notre thèse est qu'il est impérieux, décisif, imprescriptible de régler le problème de la dette. Sans quoi, aucun des processus démocratiques qui viennent de s'amorcer ne pourra se consolider, parce que la crise économique qui a pratiquement fait fuir les militaires de la gestion publique dans des pays comme l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil, les entraînera dans le tourbillon des problèmes économiques, des tensions sociales et des difficultés insolubles.

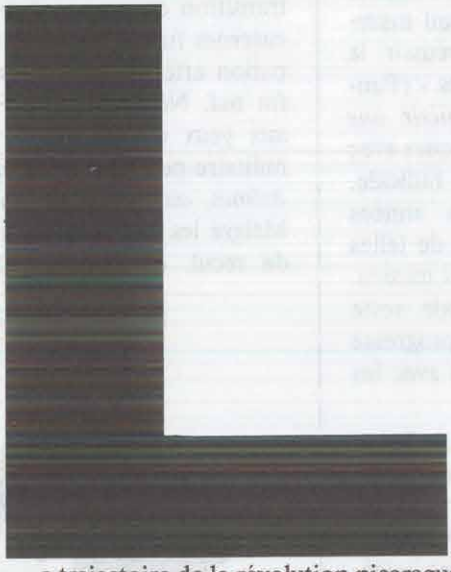
Les méthodes de Pinochet, voire les méthodes utilisées en République Dominicaine pour imposer au peuple les mesures draconniennes du Fonds monétaire international ne sont plus applicables désormais dans les conditions politiques, économiques et sociales qui prévalent dans de nombreuses nations latino-américaines, et les nouveaux dirigeants ne seront pas disposés à les accepter.

La crise gagne du terrain et continuera d'en gagner. C'est une illusion totale de croire qu'on va pouvoir la résoudre par de simples palliatifs, par des rééchelonnements des dettes et des recettes traditionnelles. Je note un changement de mentalité chez beaucoup d'hommes politiques latino-américains de tous bords. Je vais même jusqu'à dire qu'il y a de moins en moins de conservateurs dans ce sous-continent, parce que bien des gens, bien des organisations et des partis considérés traditionnellement de droite et dits conservateurs, notent la profondeur et la gravité des problèmes. Qui va pouvoir venir maintenant leur parler de l'Ecole de Chicago, de la levée des barrières tarifaires, de concurrence entre les industries naissantes de leurs pays et l'industrie des pays les plus développés à productivité et technologie élevées ? Qui va pouvoir les persuader maintenant du bien-fondé de cette libre concurrence sur leurs propres marchés entre l'industrie de leurs pays et l'industrie des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe ? Ils se sentent vraiment pleins d'amertume et de frustrations. Et je parle de gens et d'hommes politiques conservateurs, et non de nombreux intellectuels, cinéastes, artistes, écrivains et membres de professions libérales, de représentants de partis politiques, dont l'éventail va du centre à la gauche, de travailleurs, de femmes, d'étudiants, de médecins, d'enseignants.

Voilà pourquoi je soutiens et je l'ai dit aux Nord-Américains eux-mêmes, je l'ai dit à des visiteurs japonais, européens, et de bien d'autres pays capitalistes et socialistes, à de nombreux journalistes qui sont venus me voir : soit on règle la dette et on surmonte la crise économique, soit une explosion sociale va se produire en Amérique latine. Et si on me demande de quelle sorte, je réponds des explosions sociales révolutionnaires assez généralisées.

La révolution nicaraguayenne

Charles André UDRY



La trajectoire de la révolution nicaraguayenne résulte, pour grande part, de la capacité du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) d'avoir su s'imposer comme *l'adversaire le plus radical* de la dictature somoziste. Cette dernière est « l'intermédiaire » de l'impérialisme, mais le FSLN l'identifie à juste titre comme *l'ennemi principal* à abattre.

La pugnacité antidictatoriale et anti-impérialiste du Front est reliée à son aptitude à faire revivre un courant révolutionnaire latent depuis plus de vingt ans : celui de Sandino (1927-1932). La geste du « général des hommes libres » fait toucher du doigt les *limites structurelles* de la volonté et de la capacité anti-impérialiste de la bourgeoisie. Malgré les barrières imposées par une différenciation sociale encore réduite, Sandino avait cependant tiré une leçon qui deviendra patrimoine du FSLN : « Seuls les ouvriers et les paysans conduiront la lutte jusqu'au bout. » Le FSLN s'est revendiqué de ce qui était l'histoire la principale d'un pays étouffé par quarante ans de dictature, pour la traduire dans un *projet révolutionnaire national* et dialoguer avec la mémoire du peuple[1].

Aux origines du FSLN

Les dirigeants fondateurs du FSLN, Carlos Fonseca en premier lieu, sont issus pour l'essentiel du PSN (Parti socialiste nicaraguayen-PC). Sous l'impact de la révolution cubaine, ils créent le FSLN. Ils intègrent et développent une tradition marxiste et nationaliste révolutionnaire. La *voie armée* pour le renversement de la dictature structure l'orientation stratégique du FSLN dès sa fondation. Mais, Carlos Fonseca insistera très vite sur *le contenu social de l'insurrection armée.* La perspective socialiste est tracée. Elle trouvera son expression dans le *sandinisme*, conjugaison du combat de libération nationale et sociale.

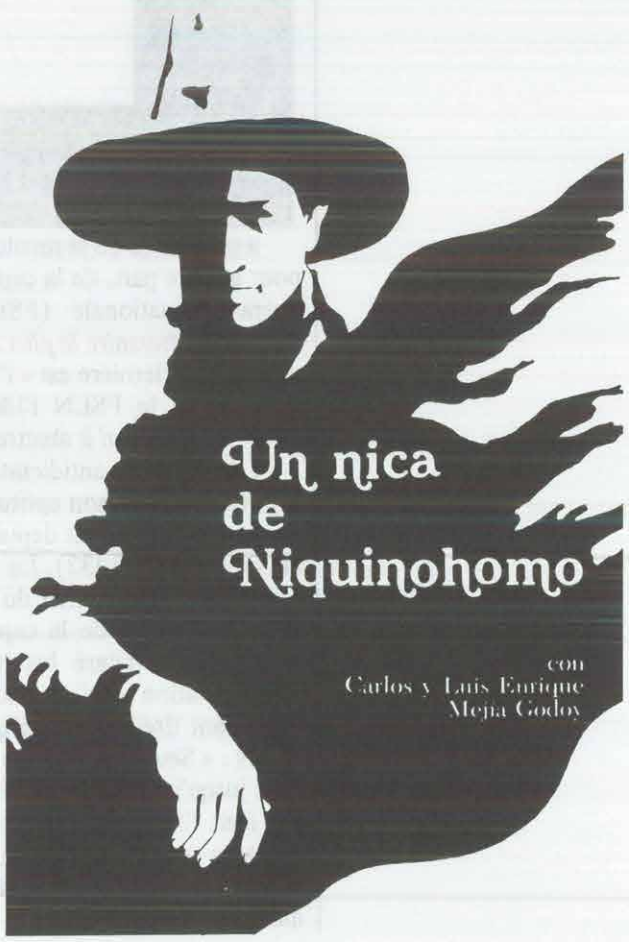
a) Par étapes successives, le FSLN aux forces réduites va affirmer sa stratégie. Après une première expérience de guérilla « classique » (en 1961-1963 : Rio Coco et Bocay), il recentre son activité sur un travail de masse (1963-1966), puis à nouveau sur la lutte de guérilla (Pancasan, 1967). Le bilan tiré de cette période par Fonseca lui-même est révélateur à plusieurs égards. Le FSLN rencontre une difficulté extrême *à combiner le « travail conspiratif » et le « travail de masse »* ; ceci le conduit soit à interrompre par trop le « travail insurrectionnel » (1963-1966), soit à ne pas réussir la jonction entre « guérilla » et « luttes populaires » (Pancasan, 1967). Le FSLN *n'a pas su conquérir une position hégémonique* lors de ses alliances tactiques avec le PSN[2] et le parti de la petite bourgeoisie radicale, mobilisation républicaine (MR), dans les années 1963-1966. Il a même surestimé la fonction de telles alliances sur son implantation propre dans les masses. L'acquis le plus important de cette période reste – outre d'avoir forgé des cadres aguerris et progressé politiquement par l'expérience – les rapports avec les paysans (Matagalpa et Jinotega).

b) De 1967 à 1974, c'est une phase d'« accumulation de forces silencieuse » et durant laquelle de nouvelles générations joignent les rangs du sandinisme. Trois éléments se détachent. Le Front étudie systématiquement les expériences révolutionnaires cubaine, algérienne, vietnamienne et chinoise. Il approfondit sa connaissance du pays, de son histoire et définit avec plus de précision les forces sociales porteuses du projet révolutionnaire : les masses urbaines et non pas les seuls ouvriers (par rapport au syndicalisme du PSN), les paysans et non pas les seuls ouvriers agricoles. Enfin, il prend conscience du fait que, stratégiquement, il est nécessaire *d'empêcher la bourgeoisie non somoziste* – dont les prétentions politiques s'avivent sous les effets de la croissance économique – « de mettre à profit une situation provoquée par la guérilla pour s'emparer du pouvoir » (Fonseca).

L'offensive de décembre 1974 (la prise d'otages lors d'une réception en l'honneur de l'ambassadeur américain) cherche à répondre à ce problème. Le FSLN désire rendre clair pour les masses le fait que l'UDEL (Union démocratique de libération) – incluant le Parti social-chrétien, le Parti libéral indépendant, le PSN et les syndicats liés à ce dernier et aux social-chrétiens – n'est pas la *réponse adéquate* au combat contre la dictature. Il veut souligner le fossé existant entre cette action et les « actions civiques » de l'UDEL. Son manifeste proclame qu'« avec les paysans, les ouvriers et tous les travailleurs nicaraguayens, nous marcherons jusqu'aux ultimes conséquences ».

c) L'offensive militaire d'octobre 1977 – impulsée par la tendance « tercériste », « insurrectionnaliste » (Ortega H.) et reçue avec moult réticences et oppositions par les tendances « prolétarienne » (Wheelock) et « guerre populaire prolongée – GPP » (Luiz, Borge) – possède des similitudes avec celle de 1974. Le régime est en crise, l'opposition bourgeoise relève la tête. Pedro Joaquin Chamorro, directeur de *La Prensa* rejoint, avec des membres du Parti conservateur, l'UDEL. Le FSLN a été durement frappé et semble hors jeu.

Partant d'un *jugement sur le degré de décomposition de ce type de dictature* – accentuée, à la superficie, par la maladie de Somoza Debayle – les sandinistes décident de faire la preuve aux yeux des travailleurs et des paysans qu'ils disposent d'une force de frappe antidictatoriale. La bourgeoisie non somoziste et l'impérialisme ne pourront organiser, tranquillement, une transition en marginalisant le FSLN. Ces attaques de casernes furent des actions d'avant-garde, sans participation effective des masses. Militairement, le résultat fut nul. Néanmoins, le FSLN rehaussait son autorité aux yeux des masses et leur indiquait que sa force militaire peut *leur servir de point d'appui pour qu'elles-mêmes, au travers de l'insurrection, abattent l'ennemi.* Malgré les coups subis, le Front manifesta sa capacité de recul, de réorganisation, de contre-attaque. Les



« tercéristes » tirèrent aussi une leçon immédiate : leur travail de masse devait, de façon urgente, être renforcé.

Ce genre d'initiatives, *a posteriori,* sont validées dans la mesure où elles entrent en phase avec la dynamique de la conscience et de l'action des masses, dans un délai pas trop éloigné, et la crise du régime.

Divergences stratégiques « et leur dépassement »

Le FSLN entre divisé dans la phase ascendante de la révolution. Cette division intervient après quatorze années d'unité et s'effectue sans rupture du cadre de référence commun, ce qui sera un élément de son dépassement.

A la base de cette division existent des *hypothèses stratégiques différentes,* hypothèses nécessaires à la constitution de tout projet sérieux de prise du pouvoir, même s'il s'avère indispensable de les corriger et les enrichir à la lumière de la lutte de classes. Ce débat renvoie, au-delà de ses aspects particuliers, à des discussions qui se sont développées dans l'avant-garde révolutionnaire en Amérique latine, et encore aujourd'hui en Amérique centrale.

a) La tendance prolétarienne (TP) met l'accent sur les effets sociaux du développement capitaliste du Nicaragua, donc sur le renforcement de la classe ouvrière et de son rôle décisif dans la révolution. Le FSLN doit concentrer son travail vers le prolétariat et les masses urbaines. Mais la perspective est celle d'une accumulation sur *une période prolongée,* afin d'élever le niveau de conscience et d'organisation des masses, de les accoutumer à l'usage de la violence révolutionnaire. Cet effort s'inscrit dans une préparation d'un « moment insurrectionnel » dans la conjoncture la plus mûre et la plus propice. Il en découle une certaine subordination des actions de guérilla à l'effort prioritaire d'organisation des masses, donc une rupture avec la perspective traditionnelle du FSLN de « guerre prolongée », tout en maintenant les tâches de préparation pour l'insurrection (appui logistique, comités de quartier). Au plan programmatique, la TP étend le champ des expropriations à toute la propriété latifundiste (1978) par rapport à la propriété « somoziste ».

b) La tendance GPP met l'accent sur le développement de la guérilla dans la montagne, au risque d'un isolement non pas de sa base d'appui proche, mais par rapport à la scène politique nationale et aux masses urbaines. Dans un sens, elle rejoint la TP en mettant l'accent sur une longue et nécessaire période *d'accumulation graduelle* (en terme de renforcement organisationnel, d'armement , d'expérience). Au travers du développement de la guerre de guérilla, doivent mûrir les conditions d'une insurrection, intervenant comme un couronnement, au « bon moment ».

c) La tendance insurrectionnelle (« tercériste ») qui a joué un rôle de médiation face aux mesures disciplinaires prises à l'encontre de la TP, apparaît, de fait, comme proposant un cours qui synthétise les orientations des deux autres tendances. Elle permettra un *dépassement dialectique* des positions et pratiques des trois tendances. Ce dépassement sera moins le produit de sa conception alternative initiale que de la dialectique : initiatives politico-militaires, mouvement de masse, corrections apportées aux hypothèses stratégiques, jonction entre les trois tendances.

Sa force repose sur une compréhension plus aiguë de la conjoncture politique, à deux niveaux. D'abord, elle saisit l'isolement croissant international du régime, y compris en Amérique latine. Ensuite, elle mesure mieux l'ébullition croissante de la « bourgeoisie d'opposition », ce qui mine la légitimité du régime et facilite l'expression ouverte d'une opposition des masses. Mais cette conjugaison de facteurs pouvait déboucher assez vite sur des opérations de ravalement de façade démocratique, dont une fonction serait de mettre entre parenthèses le FSLN comme protagoniste décisif de la lutte antidictatoriale.

A partir de là, les tercéristes se proposent d'introduire une fracture dans le schéma qu'ils qualifient d'« accumulation passive de force ». Ils effectuent une *combinaison* des projets stratégiques : la continuité de la lutte armée et l'orientation vers les masses, mais dans une optique insurrectionnaliste qu'il s'agit de *précipiter.* Ce qui donnera lieu à d'âpres polémiques sur les affrontements prématurés qui peuvent mettre en question la survie des organisations de masse naissantes et saigner les forces révolutionnaires. Les risques d'avant-gardisme étaient réels.

Dans le cours des combats, depuis 1978, les formes de la lutte armée *se modifieront,* passant de la guérilla à la lutte armée insurrectionnelle (répétition d'insurrections partielles avant la culmination), tout comme changeront les formes de l'incorporation du peuple, passant de l'organisation des masses à l'organisation politico-militaire des masses.

La perspective stratégique et l'analyse de conjoncture des tercéristes les conduisaient logiquement à poser avec plus d'urgence *le problème des alliances* et des initiatives politiques sur ce terrain. Les divisions, les oscillations dans le camp bourgeois prennent évidemment une importance de premier rang, si l'on envisage une issue insurrectionnelle à court terme. La relative homogénéité du bloc dominant au Salvador lors de l'offensive de janvier 1981 du FMLN le démontre *a contrario.*

Comment le FSLN a conquis la direction de la lutte contre Somoza

Toute la politique du FSLN, de fin 1977 à juillet 1979, sera guidée par le souci de conquérir et consolider son hégémonie dans le camp antisomoziste. Le FSLN gagne cette bataille à chaque moment crucial, à partir *d'initiatives* politiques et militaires et de *l'organisation du mouvement de masse.*

a) Misant sur la faiblesse relative du FSLN, des forces bourgeoises regroupées dans l'INDE (Institut nicaraguayen de développement) et appuyées par l'Eglise lancent un « appel au dialogue national » et à la médiation des Etats-Unis (fin 1977). Le FSLN « tercériste » riposte par le biais des Douze (Los Doce), personnalités bourgeoises et des couches moyennes, dont les liens, y compris familiaux, avec les sandinistes

sont étroits. Ils mettent l'accent sur deux exigences qui brouillent les desseins de l'opposition bourgeoise : *pas de solution sans le FSLN* et *pas de « dialogue » avant le départ du tyran.*

Dans la foulée, le FSLN manifeste son aptitude à radicaliser l'ample manifestation de protestation contre l'assassinat de Joaquin Chamorro par des tueurs stipendiés de Somoza (10 janvier 1978). C'est le moment où la bourgeoisie non somoziste tend tous ses efforts pour agir de façon plus déterminée comme classe au plan politique. Elle prétend s'emparer de la conduite du mouvement antisomoziste. L'INDE et l'UDEL appellent à une grève générale « non active » pour *le 27 janvier 1978.* Elle comptait sur un retrait de Somoza, sur une pression américaine efficace, sur une division de la garde nationale affaiblissant la position de l'autocrate, sur un endiguement strict des masses. Ces calculs furent déçus. L'agitation populaire déborde la grève. La bourgeoisie doit reculer.

Le FSLN stimule la poussée populaire. Il prend simultanément des initiatives militaires (prise de Rivas, Granada et attaque d'un camp militaire). Il aide les couches populaires à conquérir une autonomie face au camp bourgeois : comités de quartier, actions de l'AMPRONAC (association des femmes intéressées à la problématique nationale), actions des associations étudiantes. Enfin, éclate *l'insurrection de Monimbo* sauvagement réprimée le 27 février 1978. C'est *la première insurrection révolutionnaire de masse.* La spontanéité insurrectionnelle du peuple et sa capacité de combat s'y révèlent. Les futures *milices populaires* seront en partie un produit de cette expérience.

b) Durant les premiers mois de 1978, les forces sociales et politiques – antagoniques – qui, à divers degrés, sont engagées contre Somoza réaménagent leur dispositif.

– Le FSLN fonde le *Mouvement peuple uni (MPU)* en mars 1978. Le MPU réunit la quasi-totalité des organisations populaires (les partis – dont le PSN, le PCN[3], syndicats, associations, fronts de masse). Les trois tendances sandinistes y participent et en assurent la conduite. Le MPU va coaguler tout le potentiel de combativité du peuple dans une lutte frontale contre la dictature. Il favorise l'émergence de structures *d'unité d'action.* Il devient l'axe de l'unité nationale contre Somoza et l'instrument assurant au FSLN *sa suprématie.*

La plate-forme du MPU ne laisse planer aucun doute sur la nature de cette *alternative révolutionnaire* : « Le MPU reconnaît que la classe ouvrière et les travailleurs dans leur ensemble auront gagné leur émancipation sociale seulement quand ils auront conquis le pouvoir et aboli l'exploitation de l'homme par l'homme. » Le MPU « juge urgente la formation d'un gouvernement propre ». Une résonance s'établit entre les interventions du groupe des Douze au plan politique général et le MPU.

– Robelo, avec l'appui de secteurs de l'INDE, lance le *Mouvement démocratique nicaraguayen* (MDN), en avril. Son but : dynamiser les entreprises politiques de la bourgeoisie face à l'inertie des principaux piliers économiques non somozistes. Ces derniers n'appuient pas avec détermination cet effort. Les divisions rongent les partis bourgeois et les atermoiements de cette classe bourgeoise politiquement inexpérimentée sont un élément à ne pas sous-évaluer dans le jugement porté sur les effets de la politique d'alliance du FSLN. Le MDN sera relégué assez vite au second rang, étant donné l'ardeur combative du peuple.

– Robelo sera cependant l'instigateur d'une nouvelle et ultime coalition bourgeoise : *le Front ample d'opposition (FAO),* qui remplace l'UDEL. Son programme est en conflit ouvert avec les propositions des Douze, sur trois thèmes : refus d'exproprier les biens de la dynastie Somoza, maintien de la garde nationale et médiation entre l'OEA (Organisation des Etats américains, donc les Etats-Unis) et la dictature. Ces *trois questions* seront *le point de clivage* de tous les débats ; négociations et systèmes d'alliances. Dans la lutte contre un système de cette nature, elles sont nodales. En effet, *l'enjeu direct devient le pouvoir d'Etat* au moment où le régime est privé de son appareil de répression, du support impérialiste et où la propriété oligarchique est mise en cause.

L'assaut sandiniste contre ce regroupement bourgeois et pour conquérir la prépondérance de la lutte contre Somoza s'appuie avant tout sur la consolidation et l'action du MPU, et sur ses interventions militaires et politiques.

Le FSLN (tercériste), par la médiation du groupe des Douze, participe au FAO, ce qui sera sujet de débat avec les deux autres tendances. Le groupe des Douze, qui a sa propre activité, permet de rendre publique la

césure entre la solution d'un « somozisme sans Somoza » et le renversement de Somoza. Néanmoins, reste posée la question de l'affirmation accrue comme *alternative politique d'ensemble* du FSLN, ce qui est sous-jacent à des discussions au sein des révolutionnaires sandinistes.

c) Début août 1978, la bourgeoisie d'opposition tente de regagner le contrôle de la transition en concoctant une « grève des bras croisés ». C'est l'instant élu par le FSLN (tercériste) pour s'emparer du Palais national à Managua (22 août). Outre l'écho, l'autorité et la *légitimité* (négociation par l'intermédiaire de la hiérarchie catholique) qu'en retirent les sandinistes, ils mettent à nouveau la bourgeoisie *sur la défensive. Trois thèmes* sont martelés dans leur communiqué largement diffusé : la nécessité de l'expropriation des biens de Somoza et de la liquidation de la garde nationale ; l'urgence d'organiser l'insurrection de masse ; le besoin d'une unité organique des sandinistes.

La bourgeoisie perd le contrôle de la « grève patronale » (27 août) qu'elle présente comme l'« offensive finale », afin d'écourter les affrontements. Le MPU l'hégémonise, la stimule, l'organise, l'étend. Il l'explique comme *une étape* du combat. Sur son onde, l'insurrection de septembre est provoquée (Chinandega, Esteli, Masaya, Leon, Managua). *Dix jours* d'une insurrection défaite, suivie d'une répression voisinant le génocide. Mais cette défaite fait partie de ces batailles perdues qui permettent l'issue victorieuse d'une révolution, étant donné la profondeur de la crise et la capacité de récupération du FSLN. L'insurrection contribue à l'apprentissage massif du soulèvement insurrectionnel. Elle fournit des leçons aux sandinistes dans *l'art de conduire un tel combat* (communications, coordination et concentration des forces, jonction entre colonnes de guérilla et soulèvements urbains). Enfin, elle est *le creuset d'une unité* du FSLN, dont l'urgence s'affirme vu la situation limite et critique dans laquelle il se trouve, et d'une action qui se révèle être une division des tâches.

d) A nouveau, misant sur l'affaiblissement du FSLN consécutif à l'insurrection de septembre, le FAO relance l'effort pour une médiation impérialiste. Le groupe des Douze quitte alors le FAO (26 octobre), puis ce sera le PSN. La bipolarisation est ouverte dans le camp antisomoziste, d'autant plus que Somoza met les pieds contre le mur.

Quatre problèmes d'orientation se posent alors au FSLN. Comment accélérer la décomposition du FAO, isoler la dictature et empêcher la renaissance d'entreprises de médiation (ce qui était déjà l'obsession de Castro durant toute la révolution cubaine) ? Comment créer les conditions *politiques* pour tenter de freiner une intervention impérialiste directe venant au secours d'une « force démocratique » consistante ? Comment, dès lors, incorporer des secteurs bourgeois et petits-bourgeois, sans grandes perspectives, dans une alliance sous contrôle du FSLN ? Comment, sur cette base, accroître le travail diplomatique révolutionnaire nécessaire à la conduite d'une lutte radicalement anti-impérialiste, mais qui, précisément, actualise le danger d'une opération militaire des Etats-Unis ?

La réponse du FSLN à ces questions et à celle d'une relance de l'affrontement à relativement court terme s'articule sur six plans.

– Sur la vague d'une relance du mouvement de masse en janvier, le *MPU* appelle à la création du *Front patriotique national* (FPN) *qu'il hégémonise.* Les Douze, le Parti populaire social-chrétien, les Libéraux indépendants, les syndicats sociaux-chrétiens rejoignent le FPN qui doit traduire « l'unité nationale contre le somozisme ».

– Le MPU devient le centre de préparation par les couches populaires de l'insurrection (Comité de défense civile, effort logistique). Il s'identifie de plus en plus avec le sandinisme et concrétise l'alliance ouvrière et paysanne.

– La consolidation de l'« armée populaire sandiniste », afin d'assurer l'incorporation des masses à l'insurrection, est fixée comme une tâche de première importance.

– Par le biais du Groupe des douze, puis directement, l'effort de diplomatie révolutionnaire se renforce. Il culmine lors du refus de l'OEA, le 17 juin, de prendre en charge une intervention militaire impérialiste.

– Une clarification pédagogique est faite devant l'avant-garde des travailleurs sur la différence d'objectifs fondamentaux entre les différentes forces du FPN.

– Un « gouvernement provisoire », comportant une « présence marquée » du FSLN, devra être établi pour contrecarrer toutes les manœuvres impérialistes visant à trouver une solution quelconque de continuité avec le régime de Somoza.

L'unification du FSLN s'effectue sur la base d'un accord sur ces tâches et devient l'élément important pour le déclenchement de l'assaut décisif, dès avril 1979.

La nature de classe du nouveau pouvoir

Cette *offensive finale* associe à un degré supérieur l'ensemble des problèmes d'orientation et de tactique auxquels le FSLN a trouvé des réponses en combinant une clarification sur les perspectives stratégiques et un empirisme conscient nécessaire à toute direction révolutionnaire.

a) La marche conduisant au renversement révolutionnaire de Somoza allie la consolidation de *colonnes de guérilla* capables d'intégrer un grand nombre de combattants et de détachements armés, une guerre de positions – avec un grand rôle des *fronts* appuyés sur des arrière-gardes (Costa-Rica, Honduras) – et de mouvement, la *grève générale* révolutionnaire (appelée *par* la direction nationale conjointe du FSLN, le 4 juin) et un *processus insurrectionnel* impliquant un degré élevé d'auto-organisation des masses (milices populaires, comités d'action, brigades populaires, déplacements contrôlés de population) et, enfin, l'utilisation d'un haut-parleur national, Radio Sandino.

Le point de rupture à ce moment avec le PSN (fraction Altamirano Eli) met en relief un trait caractéristique de la révolution nicaraguayenne et de la conception du FSLN. Le PSN peut subordonner l'insurrection à un renforcement organique, graduel, du

MPU. La direction conjointe s'y oppose. Elle comprend les effets négatifs sur l'état d'esprit des masses d'une répression farouche, prolongée, si ne s'affirme pas une contre-offensive décidée et assez rapide. Elle met l'accent, de même, sur le fait que l'absence de tradition d'organisation « classiste » large (à la différence du Salvador) donne à l'auto-organisation active dans le combat insurrectionnel un rôle primordial pour forger l'organisation et la conscience des masses.

Une situation de *dualité de pouvoir* s'ouvre dans cette phase entre, d'un côté, la dictature et, de l'autre, les forces militaires sandinistes, le MPU, les CDC (comités de défense civiques) et le FPN.

b) La direction nationale conjointe du FSLN nomme, dans la phase ultime de l'offensive (juin), une *junte de gouvernement de reconstruction nationale* (JGRN). Elle est composée de cinq membres et le FSLN y détient *la majorité.* Deux événements clarifient sa place et sa fonction dans la stratégie du front. Tout d'abord, le FSLN refuse un élargissement de ce gouvernement à d'autres représentants bourgeois. Ensuite, la junte est reçue par Thomas Borge dans Leon libérée le 18 juin. La direction nationale conjointe affirmait déjà son autorité ultime.

c) Dans les documents de la JGRN, un apparent cadre commun avec des secteurs bourgeois subordonnés est offert. D'un côté existe le projet d'instauration d'un Conseil d'Etat où le FSLN serait minoritaire. De l'autre des formulations ambiguës peuvent laisser croire possible le regroupement des forces militaires, dont une fraction de la garde nationale, dans une armée nouvelle.

Le successeur par intérim du dictateur, Urcuyo Malianos, précipite l'écroulement de ce schéma lorsqu'il enjoint « aux forces irrégulières de déposer les armes ». Alors est donné le dernier assaut contre la garde nationale et pour la prise de Managua, le 19 juillet 1979. La garde nationale *a implosé. Il y a rupture de l'ossature de l'appareil d'Etat somoziste.*

Il serait néanmoins erroné de placer dans cet incident provoqué par Urcuyo Malianos et dans la dynamique objective des événements la clé d'explication du processus révolutionnaire dans son aboutissement. Certes, il y a un certain double langage entre les documents et déclarations du FSLN, du MPU et ceux de dernière minute de la JGRN. Certes, il y a une dialectique entre la dynamique de la lutte des classes, des incidents politiques et l'action consciente d'une direction. Mais les facteurs déterminants reposent dans l'éducation donnée, sur le long terme, aux cadres et militants ; dans le projet stratégique explicitement formulé ; dans l'organisation politique et militaire des masses qui, tous ensemble, permettent de répondre positivement à de tels événements et à leur suite.

Toute l'orientation du FSLN reposait sur la destruction de la garde nationale, qui suppose tactiquement aussi une politique vers des soldats et des officiers individuellement, pour tenter de fissurer l'armée ennemie. Il n'y a pas de compromis institutionnel en vue. Les formulations sur « l'unité nationale antisomoziste » découlent de la compréhension que, dans un tel pays, se conjuguent *la formation de la conscience nationale et de classe* dans la lutte antidictatoriale et anti-impérialiste pour la conquête du contrôle du territoire comme des conditions de production.

La situation de dualité de pouvoir ouverte en avril-mai 1979 se modifie *qualitativement* le 19 juillet. Après le renversement révolutionnaire de Somoza, la destruction de la garde nationale (qui se superposait quasi complètement avec l'Etat somoziste) *le siège du pouvoir effectif de décision,* la centralisation du pouvoir populaire, se trouvent entre les mains du FSLN.

L'appareil d'Etat bourgeois est détruit dans sa partie essentielle et une *armée révolutionnaire* est construite. Au Nicaragua, comme dans toutes les révolutions, l'appareil d'Etat n'est pas liquidé d'un coup dans sa totalité (administration, banque centrale, parties du système judiciaire). Cependant, la pièce maîtresse en est brisée et une autre, *de nature de classe différente,* prend sa place. Il y a là une similitude avec la situation de Cuba en 1959 où « l'armée insurrectionnelle, traduisant la volonté des ouvriers et des paysans, *disposait du pouvoir réel dans le pays* », même si « la bourgeoisie était solidement implantée au premier gouvernement »[4].

La bourgeoisie détient – et continuera à détenir – des bastions économiques consistants. Néanmoins, sa débilité traditionnelle au plan politique, son incapacité dans la dernière période à arracher la plus petite parcelle de la conduite de la lutte contre Somoza, l'obligation où elle fut mise d'exister à l'ombre du sandinisme durant la phase cruciale de la révolution, tout cela rend des plus précaires sa capacité à transposer au plan politique le poids de sa présence économique. Elle possède des canaux d'expression (COSEP,

participation à la junte, partis), des appuis dans la hiérarchie catholique, des liens privilégiés avec les bourgeoisies latino-américaines et l'impérialisme. Sa présence dans les institutions (ministères), sans pouvoir de décision stratégique, s'explique par la politique d'alliance spécifique du FSLN et par la durée restreinte de la dualité de pouvoir. Il reste donc des *éléments* de dualité de pouvoir. Mais ils se situent dans le cadre d'un pouvoir aux mains du FSLN représentant les intérêts des travailleurs et des paysans. Il n'y a pas une sorte de partage, plus ou moins égalitaire, des éléments antagoniques de pouvoir. Le fléau de la balance n'est pas indécis.

La conquête du pouvoir politique et le contrôle sur les dispositifs essentiels du pouvoir d'Etat, *début de toute révolution prolétarienne, attribuent au FSLN les instruments permettant* de défendre la révolution, de l'approfondir, d'élargir et consolider sa base sociale, de lancer des incursions tyranniques dans la propriété bourgeoise, de transformer l'économie dans le sens des intérêts de la classe qui a gagné la révolution. Les rythmes de ces transformations – d'autant plus dans un pays où les forces productives sont très faiblement développées et la dépendance extrême, où s'ajoutent des pressions impérialistes gigantesques – dépendent de toute une série de facteurs, *nationaux et internationaux*, politiques, sociaux et économiques.

Le 19 juillet 1979 marque les premiers pas de *la dictature du prolétariat basée sur une alliance avec de larges secteurs de la paysannerie, de la construction d'un Etat ouvrier*, qui doit se consolider, comme tout Etat ouvrier naissant. Il y a une contradiction – mais comprimée dans la camisole de force du nouveau pouvoir en place – entre le contenu socio-économique (poids du secteur privé) et le contenu de classe de cette dictature du prolétariat naissante. « Mais, comme l'explique Trotsky, l'histoire ne connaît-elle pas des cas *d'opposition* entre *l'Etat* et *l'économie* ? Oui. Pendant les premiers mois du régime soviétique, le prolétariat dirigeait une économie bourgeoise. Dans le domaine de l'agriculture, la dictature du prolétariat s'est appuyée, pendant plusieurs années, sur une économie petite-bourgeoise. » (Tome 15, *Œuvres*, p. 308.) La nature de classe du pouvoir constitué ne peut être déduite mécaniquement de la quantité de nationalisations. Certes, *en dernière instance*, les fondements économiques décideront de la consolidation de l'Etat ouvrier. Dans une telle « situation-carrefour qui constitue le moment nécessaire de toute révolution » (idem), c'est *la direction* de l'ensemble des mesures prises qui met en harmonie *la classe* qui a fait la révolution avec *son contenu social*.

L'examen de l'ensemble des mesures et conquêtes de la révolution durant ces six dernières années ne peut que confirmer l'affermissement du « second territoire libre d'Amérique ». La volonté déterminée de l'impérialisme de le renverser, *a contrario*, le prouve aussi[5].

1. Voir le livre de Carlos Fonseca : Vive Sandino, *Managua, Nicaragua, 1984 (en français) et l'article « La lucha por la transformacion de Nicaragua » (1960), in Carlos Fonseca,* O bras, *tome 1, 1981, p. 39.*

2. Voir les remarques de Carlos Fonseca, in O bras, *t. 1.*

3. PCN : second parti communiste, issu d'une scission du PSN.

4. Raoul Valdes Vivo, Nouvelle Revue internationale, *Prague, février 1983.*

5. Sur l'organisation du nouveau pouvoir au Nicaragua, voir l'article « La révolution sandiniste et la démocratie de masse », Inprecor *n° 195, 29 avril 1985.*

L'insurrection

Humberto Ortega

Principal stratège de l'insurrection victorieuse de juillet 1979, Humberto Ortega Saaveda est nommé commandant en chef de l'Armée populaire sandiniste (EPS) en octobre de la même année, puis ministre de la Défense. Humberto Ortega rejoint le FSLN en 1965 et devient l'un de ses dirigeants en 1972. Il se retrouve dans la tendance insurrectionnelle dite « tercériste » quand le Front éclate en 1976. Lors de la réunification de mars 1979, il fait partie de la direction nationale unifiée.

Le texte dont nous reproduisons ci-dessous un extrait fut publié à La Havane en 1981 dans un recueil intitulé Sur l'insurrection. *Ecrit en décembre 1974, il est intitulé « Généralités théoriques et pratiques de l'insurrection armée révolutionnaire dans le processus de la guerre populaire révolutionnaire ». Nous en avons isolé les parties relatives à la préparation de l'insurrection et à l'insurrection elle-même. Ce texte témoigne du degré de réflexion au sein du FSLN sur cette question, et l'on ne peut qu'être frappé par la coïncidence entre l'ébauche du plan stratégique et sa réalisation victorieuse cinq ans plus tard.*

Secondairement, et s'il en était besoin, ce texte réduit

à néant l'assertion de ceux qui ont voulu voir dans l'insurrection de juillet 1979 un débordement du FSLN par le mouvement spontané des masses. Tout au contraire, l'insurrection générale et sa préparation apparaissent comme le centre de l'activité et des conceptions stratégiques et tactiques des révolutionnaires sandinistes de longues années durant.

S'il intègre l'héritage d'Engels, de Lénine, et certaines leçons des expériences révolutionnaires vietnamiennes et cubaines, ce texte de Humberto Ortega soulève des questions de tactique politique qui deviendront décisives (et objet de divergences) par la suite, comme celle des alliances.

a) Définition et généralités. Il est nécessaire, avant d'entrer dans la définition, d'avoir présent en tête la loi fondamentale que notait Lénine pour que la révolution russe se produise, c'est-à-dire, dans notre cas, l'insurrection populaire et la prise du pouvoir politique. Cette loi qui dit en substance : « Pour avoir la révolution, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées aient conscience de l'impossibilité à continuer à vivre comme elles vivent et exigent des changements ; pour la révolution, il est nécessaire que les exploiteurs ne puissent continuer à vivre et à gouverner comme ils vivent et gouvernent. Ce n'est que quand ceux d'en bas ne veulent plus et ceux d'en haut ne peuvent plus vivre comme auparavant, que peut alors triompher la révolution. » Ce sont donc les conditions subjectives et objectives propices qui déterminent le moment nécessaire pour le changement révolutionnaire. Il faut seulement se souvenir que la révolution n'attend pas que les conditions propices se créent d'elles-mêmes.

L'insurrection armée est un type particulier de lutte politique, sujette à des lois spécifiques et, à l'égal de la guerre, c'est un art. L'offensive est la règle principale de l'art de l'insurrection. L'insurrection est toujours d'une pression économico-politique insupportable. Son essence réside dans le fait de saisir l'opportunité propice pour concentrer toutes les forces disponibles sur l'ennemi, lui assénant des coups dévastateurs et décisifs. D'un point de vue plus pratique, l'insurrection est le fait militaire, la bataille dans les rues, par lesquels la révolution s'approprie le pouvoir. C'est un acte pendant lequel une partie de la population « impose sa volonté à l'autre, par les fusils, les baïonnettes, les canons, c'est-à-dire par des moyens extraordinairement autoritaires ».

b) Questions fondamentales. Engels souligne qu'il existe deux principes de base pour que l'insurrection soit possible : celui de la grande supériorité numérique et celui de la nécessité de l'offensive, qui permet d'affronter efficacement la supériorité de l'ennemi en forces matérielles, en organisation, la hiérarchie militaire entre autres.

La supériorité ne doit pas être seulement militaire, mais aussi politique. Elle doit être générale en essayant de gagner la majorité du peuple. De même, on doit maintenir à tout prix la supériorité morale, qui sera déterminée dans une large mesure par les succès continuels, frappants, quotidiens, même s'ils sont petits.

c) L'offensive. Elle constitue la règle principale de l'insurrection, qui doit être « férocement audacieuse, implacablement décidée ». L'offensive n'est pas seulement l'ultime action pour l'attaque finale, elle comprend aussi toute une série d'activités qui préparent l'assaut décisif. Ce n'est pas l'histoire d'un jour, bien au contraire, mais le fruit d'une préparation constante de mois et d'années, le produit de beaucoup d'efforts positifs et négatifs à la recherche du coup stratégique déterminant. Elle requiert d'être le plus énergique possible, en recourant toujours à l'attaque et jamais à la défense. le combat sera mobile et flexible, les masses devront éliminer les chefs civils comme les militaires ennemis. Il faut se souvenir qu'avec la défense on ne peut qu'affaiblir l'ennemi, jamais l'anéantir.

L'offensive requiert une décision correcte et rapide. Lénine insiste sur le fait que « la décision et l'énergie constituent les trois quarts du succès de l'insurrection ». En même temps, il faut noter que les reculs, les discussions, l'indécision ne peuvent qu'amener un désastre pour l'insurrection. L'offensive requiert la plus grande énergie pour enflammer la passion révolutionnaire du peuple et la diriger audacieusement vers les actions les plus importantes.

d) Mots d'ordre, agitation, propagande. Les mots d'ordre sont différents des ordres ou des communiqués militaires ; ils doivent parler aux masses, à la différence des ordres militaires qui sont dirigés vers un secteur déterminé. Les mots d'ordre doivent être l'expression

synthétique des aspirations du peuple. L'insurrection essaiera d'accorder les mots d'ordre à la réalisation des objectifs principaux, faisant coïncider avec intelligence les mots d'ordre et le sentiment populaire du moment. Il faut toujours garder présent à l'esprit que se grouper autour de mots d'ordre politiques ne suffit pas, il faut le faire fondamentalement autour de l'insurrection armée. L'agitation doit être menée vers les plus larges masses populaires, sans cacher la nécessité d'une lutte sanglante et dure, pleine de danger, travail d'agitation qui doit être fait prioritairement dans la phase pré-insurrectionnelle. Il faut toujours tenir compte du fait que l'insurrection doit prendre par surprise l'ennemi et non le peuple. En ce qui concerne la propagande, il est nécessaire de lier l'essence politique de l'insurrection et les questions militaires. La propagande doit garantir la diffusion immédiate dans tout le peuple des premiers succès obtenus par le mouvement insurrectionnel, car la répercussion de ces premières victoires joue un rôle très important.

e) Les masses. Les masses sont comme une armée, laquelle pour vaincre doit être bien organisée et compter une direction solide. C'est ainsi qu'elles peuvent réaliser de grandes tâches, porter des coups décisifs. Si elles sont au contraire désorganisées, elles perdent toutes les conditions pour le combat et termineront en débandade totale. L'avant-garde ouvrière armée est « à l'insurrection ce que l'armée est à la guerre ». Du sein du prolétariat doivent surgir les principales forces organisées pour l'attaque. L'avant-garde révolutionnaire doit coordonner le mouvement paysan avec les opérations ouvrières dans les centres industriels ou urbains en général. Les forces armées ouvrières ont des qualités combatives très fortes, notamment le contact permanent avec les masses travailleuses, la familiarité avec les centres urbains, etc. Il faut tenir compte du fait que les masses insurgées sont fortement impressionnables, ce qui constitue une arme à double tranchant, car d'un côté des échecs temporaires exercent une influence désastreuse sur la combativité, mais d'un autre les succès, aussi petits soient-ils, renforcent cette combativité.

f) La direction. L'insurrection doit être dirigée par d'authentiques représentants du peuple, ce qui évite que la classe réactionnaire, dans des circonstances déterminées, s'approprie la direction de la lutte. L'avant-garde armée révolutionnaire doit diriger la lutte militairement et politiquement. Sur le plan opérationnel, elle ne doit pas permettre plusieurs directions stratégiques différentes : une pour les paysans et une autre pour les ouvriers, un front pour la ville et un autre pour la campagne, par exemple. Au contraire, la direction doit être unique, même si elle comprend différents secteurs de lutte.

g) Armée et arrière-garde. Il est très difficile ou improbable de parvenir au triomphe de l'insurrection sans compter avec une organisation armée forte. Il faut donc à chaque moment élever le niveau des forces armées insurgées et aller progressivement vers la constitution avec les masses de l'armée populaire capable de garantir le pouvoir enlevé à l'ennemi. Avec le peuple organisé, on doit s'assurer une solide arrière-garde qui permette de satisfaire aux besoins de l'insurrection dans ses différentes phases, surtout dans la phase préinsurrectionnelle mais aussi dans la phase de consolidation et de défense du pouvoir conquis. Sur le plan purement militaire-opérationnel, la discipline stricte, la méthode la plus adéquate de diriger les troupes, la volonté et l'unité d'action exigent la centralisation fondamentale du commandement unipersonnel. Ce commandement unipersonnel requiert la subordination inconditionnelle des masses à la volonté du chef. Il faut faire comprendre que le chef, dans ce cas-là, est un représentant de l'organisation politique d'avant-garde et du peuple, qu'il remplit la volonté de son organisation révolutionnaire.

Quelques expériences importantes de la lutte révolutionnaire des peuples

I. Expériences politiques.

a) Les expériences de certains peuples européens nous montrent l'importance d'une théorie solide liée à l'insurrection, car c'est précisément l'absence d'une telle théorie qui a été déterminante dans l'échec insurrectionnel de ces peuples. D'autre part, la révolution d'Octobre démontre comment la théorie révolutionnaire, qui a été l'objet de toute l'attention, a constitué le pilier déterminant pour le triomphe de la révolution bolchevique. L'utilisation de cette théorie a permis à la révolution de se lancer audacieusement dans l'offfensive, sans hésitation et sans incertitude. La théorie révolutionnaire de ces luttes qui ont triomphé a été déterminée par l'idéologie de la classe la plus révolutionnaire : la classe ouvrière et son idéologie marxiste-léniniste.

b) Les luttes des peuples qui ont triomphé ont pu compter avec la direction d'un authentique parti marxiste-léniniste. Il doit être combatif, avec une ligne politique juste, une forte unité idéologique, une organisation pure et solidement classiste et, ce qui est fondamental, en étroite liaison avec les masses. Les Vietnamiens disent que le parti est l'avant-garde et l'état-major de la classe ouvrière. L'avant-garde révolutionnaire doit obtenir l'hégémonie dans la direction révolutionnaire, déterminant en même temps de façon correcte les tâches et les objectifs les plus importants, tant pour l'immédiat qu'à moyen terme. Elle doit regrouper tout le peuple en fonction des intérêts de la révolution, s'appuyant fondamentalement sur ses propres forces et coordonnant correctement les tâches politiques et militaires. Il faut savoir déterminer à tout moment la politique générale à suivre dans l'insurrection. Le véritable caractère d'organisation marxiste-léniniste n'est pas seulement déterminé par l'extraction sociale de ses membres, mais fondamentalement par la lutte politique qu'elle mène, son contenu idéologique, sa vie révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire doit prendre en considération la lutte idéologique qui se présente presque toujours dans les moments de préparation de l'insurrection, en luttant tenacement contre les tendances gauchistes et droitières qui ne peuvent que mener à l'échec. Sur le plan organisationnel, on doit plus veiller à la qualité qu'à la quantité des rangs. Il faut constamment s'efforcer de former des cadres politiques et militaires pour résoudre la complexité des questions insurrec-

tionnelles, en sachant faire toujours attention à la sélection et la place de ces cadres. Il faut maintenir à tout moment la vigilance nécessaire face au danger de l'infiltration ennemie.

c) Instrument politique pour regrouper et mobiliser les masses dans l'insurrection, le programme que doit lancer l'avant-garde révolutionnaire doit être l'objet de la plus grande attention. Son contenu doit fondamentalement refléter les intérêts des larges masses populaires pour les mener à la lutte insurrectionnelle vers la prise du pouvoir.

d) L'alliance ouvrière et paysanne doit constituer le noyau politique fondamental de l'unité nationale ou populaire contre le régime réactionnaire. C'est l'union étroite des ouvriers et des paysans qui garantit la consolidation de la direction révolutionnaire de la classe ouvrière et de l'avant-garde révolutionnaire, comme le montrent les enseignements de l'insurrection d'août au Vietnam. L'expérience cubaine démontre que la révolution n'aurait jamais été possible avec les seuls paysans, et qu'elle était impossible sans la classe ouvrière. La paysannerie constitue l'allié le plus sûr et le plus nombreux du prolétariat. La simultanéité de la lutte ouvrière et paysanne garantit le développement de l'insurrection.

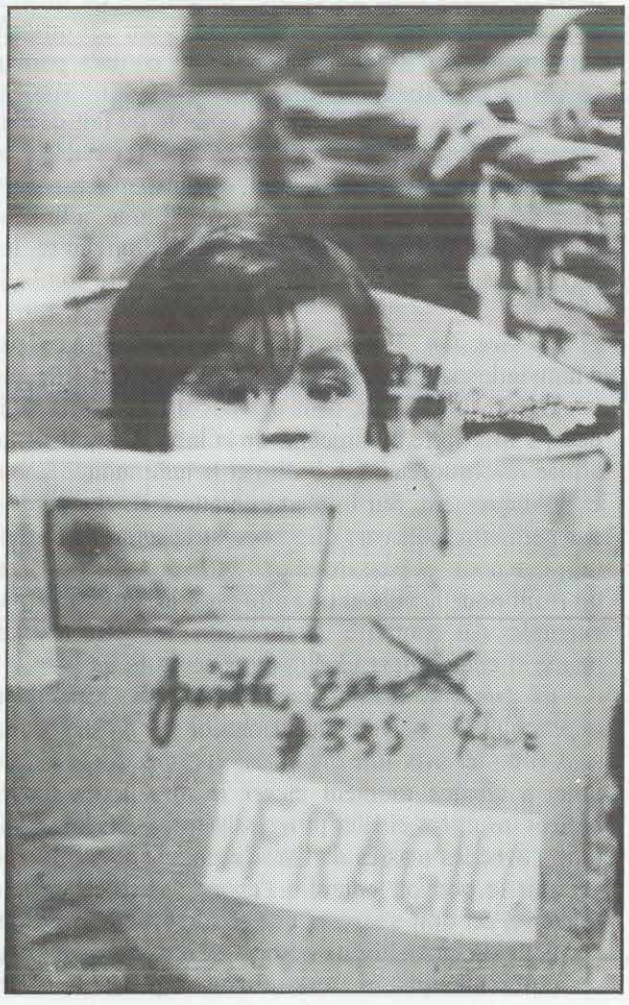
e) La politique d'alliance dans la lutte joue un rôle très important, alliance qui doit être déterminée par l'appréciation correcte de la situation politique existant au niveau général. Le centre de gravité de l'alliance doit être la mobilisation des masses contre le régime réactionnaire. Dans la politique d'alliance, on doit prendre en compte les différentes couches sociales, religieuses, etc., pour les tourner résolument contre l'ennemi. Dans ce large mouvement d'alliance, l'expérience a démontré que les différentes forces politiques marxistes et non marxistes peuvent et doivent lutter ensemble, quand ces dernières, dans une conjoncture politique déterminée, conjuguent leurs intérêts contre les classes les plus réactionnaires. Dans ce sens, il faut avoir une politique souple d'alliances temporaires, transitoires, etc. Mais en maintenant toujours le principe directeur de l'indépendance et de l'autonomie de l'avant-garde révolutionnaire. Cela s'appelle savoir dominer la tactique politique dans l'insurrection. Cette tactique sera déterminée par l'analyse minutieuse des contradictions principales et secondaires entre les différentes classes dans la politique d'alliance à suivre.

f) Les différents processus révolutionnaires qui ont triomphé ont prouvé qu'un des principes de base consiste à résoudre les problèmes de la révolution en s'appuyant fondamentalement sur ses forces propres. En même temps, il faut estimer justement l'appui extérieur, en ayant toujours à l'esprit qu'on ne doit pas dépendre de cette aide. Dans le contexte même de la situation intérieure, le principe de s'appuyer sur ses propres forces est toujours vrai, l'avant-garde révolutionnaire ne devant pas se reposer sur l'appui de forces extérieures.

2. L'expérience militaire.

a) En liaison avec les masses, notamment les secteurs ouvriers et paysans, on doit parvenir à organiser dans la mesure du possible des actions de combat simultanées et synchronisées. Les différents fronts de lutte, urbains comme ruraux, doivent parvenir à l'organisation civile du mouvement insurrectionnel, en sachant déterminer les différentes tâches selon les caractéristiques de chacun des fronts. Les détachements insurrectionnels doivent s'armer par eux-mêmes, comme ils le peuvent, en utilisant les armes les plus rudimentaires comme les plus modernes. On ne doit jamais renoncer à former un détachement populaire sous prétexte du manque d'armes. Selon les secteurs ouvriers il faudra tendre à organiser des détachements de corps spéciaux, en chercher l'armement, déterminer les commandemants élus par eux-mêmes et parvenir aussi à former un autre type d'unités armées qui renforcent l'ensemble des forces armées populaires insurrectionnelles. Dans les secteurs ouvriers urbains, surtout, il faut développer le génie militaire en liaison avec l'utilisation des connaissances techniques qu'ont ces secteurs, afin de les utiliser comme armes contre l'ennemi. Dans ce sens, il faut tenir compte de l'avance technique militaire qu'a l'ennemi, afin de pouvoir le combattre efficacement.

Dans toute l'étape insurrectionnelle, il faut constamment maintenir une politique d'entraînement et d'apprentissage des masses au maniement des armes. Même s'il n'y a pas d'armes pour tous à l'heure de l'assaut, il est important que tous sachent les manier. Dans le déroulement du soulèvement insurrectionnel, l'avant-garde révolutionnaire ne doit pas s'opposer à ce qu'on nomme les actes d'excès, de vengeance populaire



contre l'ennemi le plus connu ou le plus haï. Au contraire, comme le souligne Engels, l'avant-garde révolutionnaire doit prendre la direction de ces actes. Constituées en milices populaires dirigées par le secteur ouvrier, les masses doivent substituer aux instruments répressifs et policiers du régime les milices adéquates.

b) En liaison avec les forces armées principales qui formeront l'armée révolutionnaire populaire, les milices doivent constituer l'axe fondamental de l'insurrection du point de vue militaire. L'appareil militaire doit être étendu au niveau national mais, en même temps, il doit être concentré sur les objectifs principaux. Cette armée populaire centrale, avec les autres forces armées du peuple, déterminera le triomphe de l'insurrection et fournira la force principale dans l'affrontement contre une possible intervention armée impérialiste. Il y a nécessité d'arriver à une intégration étroite de l'armée populaire centrale avec le reste des forces armées populaires.

c) Le commandement militaire joue un rôle déterminant dans l'insurrection. La direction de l'insurrection ne peut jouer son rôle isolément des masses populaires, ni avec une autorité en porte à faux vis-à-vis des troupes insurrectionnelles, mais au contraire dans une étroite et indestructible unité avec elles. Toutes les actions militaires doivent être décidées en fonction directe de la volonté de la direction, ce qui garantit la simultanéité des actions et la discipline nécessaire.

d) Parmi les différentes formes militaires de lutte se détache le rôle que joue dans la tactique insurrectionnelle la guerre de guérilla. Pour la lutte dans les villes, les rues, elle exige principalement la formation de solides détachements mobiles peu nombreux.

Dans les campagnes, dans les plaines ou dans les zones subrurales – que l'on appelle aussi périphériques –, à la ceinture des centres ou agglomérations urbaines, la tactique de guérilla a des caractéristiques différentes de celle des villes. La lutte insurrectionnelle dans ces zones est liée à celle que l'on doit mener dans les villes, mais est aussi le lieu du combat pour les voies de communication. La stratégie de guérilla qui se développe simultanément dans les zones rurales montagneuses doit également être liée à l'insurrection en général, notamment en raison de la dispersion des forces s'il en est besoin. Dans ce cas, la lutte dans la montagne, en plus de constituer le point central pour l'insurrection générale, peut être la garantie fondamentale d'un repli stratégique en cas de besoin. Le travail de guérilla dans ces montagnes a son plus grand intérêt dans la phase pré-insurrectionnelle, immédiatement avant le soulèvement général.

e) Liée à cette question de la tactique insurrectionnelle, l'expérience montre que la principale caractéristique du combat doit être fondamentalement son caractère offensif. Le combat défensif dans l'insurrection constitue sa mort. Il ne doit pas y avoir de bataille sans préparation et sans la pleine certitude de la gagner. Le combat requiert de ne jamais sous-estimer l'ennemi, et d'avoir toujours à l'esprit qu'il ne va pas être à tout moment disposé à se rendre. Une des caractéristiques de fond des unités insurrectionnelles doit être une grande opérativité.

Il ne faut pas penser que les criminels ou les lumpen sont de bons combattants dans l'insurrection. Le recrutement de volontaires est une opération très sérieuse et l'avant-garde doit garder présent à l'esprit qu'elle n'est pas un lieu de réhabilitation sociale des secteurs les plus arriérés de la société.

3. L'expérience politico-militaire.

a) S'agissant de l'organisation de l'avant-garde, c'est un principe de base de toujours garder son caractère clandestin, afin de parvenir à une organisation compacte, sélectionnée et efficace ; d'accumuler les forces humaines et matérielles nécessaires pour les lancer résolument au moment opportun de l'insurrection. Parallèlement, il faut considérer qu'on ne peut mener les masses à l'insurrection sans créer les structures organisationnelles clandestines adéquates qui propagent, discutent, apprécient et préparent soigneusement les différentes ressources à utiliser dans la lutte.

b) Les forces politiques de masse sont le pilier fondamental dans la construction des forces armées populaires sous leurs multiples formes. Nous y distinguons maintenant *les détachements réguliers de guérilla* (forces principales) et *les milices de masse* (forces auxiliaires), la qualité étant déterminée par le caractère massif des milices constituées. Les premières formeront *l'armée populaire centrale* et les secondes constituent *la force populaire paramilitaire.* Ce sont les comités locaux de l'avant-garde politique qui dirigent l'activité militaire et paramilitaire dans les différentes phases de l'insurrection. Ce sont eux qui contrôlent l'étroite unité entre l'avant-garde politico-militaire et les masses. On peut apprendre tout cela de l'insurrection d'août au Vietnam.

c) Le travail militaire et paramilitaire actif, étroitement combiné à l'activité politique, est le facteur central de la phase préinsurrectionnelle et de l'insurrection générale. Ce travail a pour but, entre autres, de faire le maximum d'agitation parmi les masses, de parvenir à une large mobilisation des différents secteurs du peuple autour de ses revendications particulières et générales, de préparer moralement et matériellement l'insurrection imminente, de consolider les structures organiques au niveau général, etc.

d) L'unité politique des masses autour de l'avant-garde révolutionnaire se fera fondamentalement au travers de la lutte même, sans que cela signifie qu'on ne doive pas faire auparavant un travail politique déterminé de clarification et de conviction.

e) La direction stratégique de l'insurrection sera à la charge de la direction centrale du mouvement révolutionnaire, ce qui garantit une action solide et centralisée sur les tâches politiques et militaires à développer. La direction politique du mouvement doit profiter au maximum de la conjoncture la plus favorable dans la situation politique générale pour lancer le coup décisif. A ce moment, la forme *d'action* principale sera la violence révolutionnaire de la lutte armée et politique. On devra fondamentalement parvenir au soulèvement simultané, en déployant toutes les forces armées et politiques ; en combinaison avec des grèves de masse dans les secteurs névralgiques, comme les centres productifs, administratifs, etc. L'offensive devra être continue et multilatérale. Dans les campagnes, avec une certaine anticipation, on doit envisager des insurrec-

tions partielles ou des attaques de guérilla, ou les deux combinées, afin de disperser les forces de l'ennemi et d'affaiblir sa principale arrière-garde.

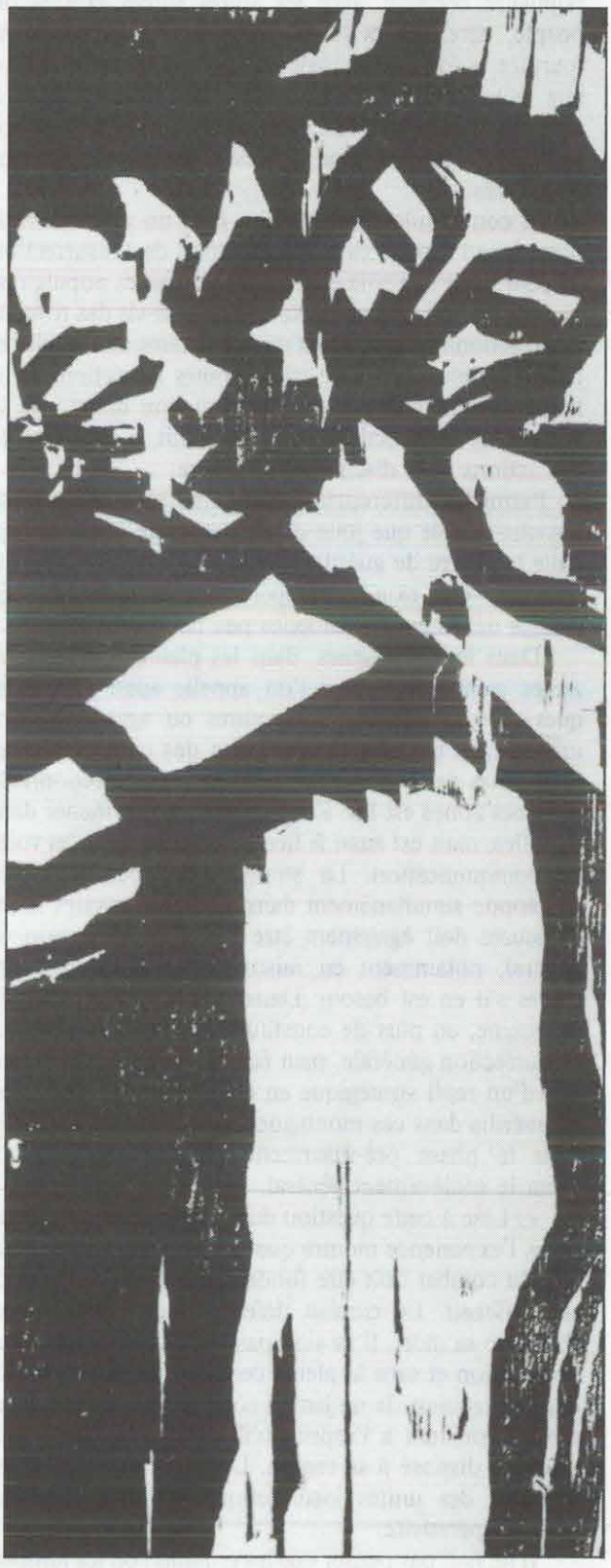
f) Une grève générale combinée avec l'insurrection dépend du degré de travail et d'influence de l'avant-garde révolutionnaire parmi les principaux secteurs populaires. La grève générale peut se faire dans le cours du soulèvement populaire ou bien précéder immédiatement ce soulèvement. Cela dépend de la situation politico-organisationnelle générale du moment.

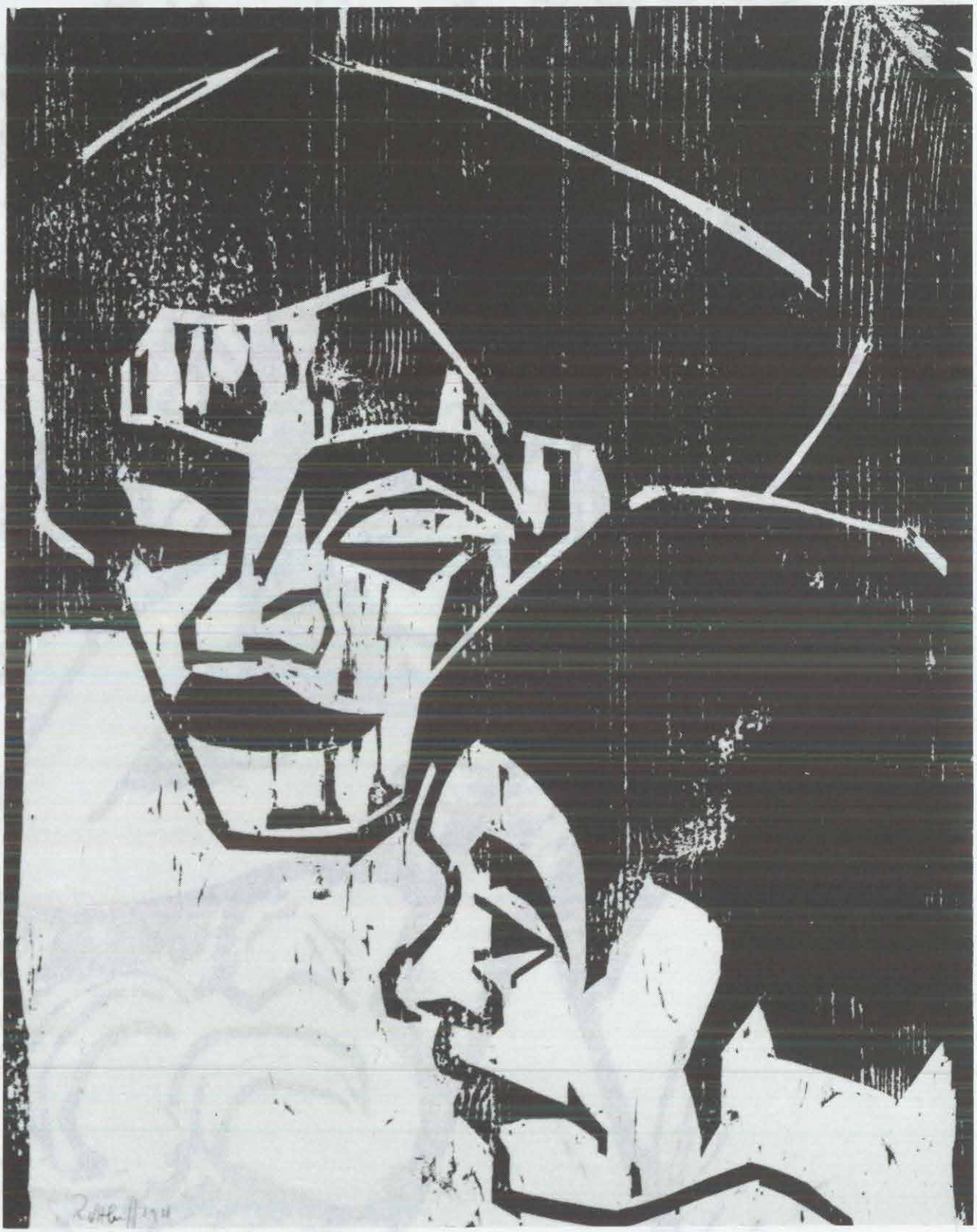
g) On doit également veiller dans les zones rurales à la création de bases de guérilla qui servent de points d'appui pour la préparation de l'insurrection générale. Les conditions principales que requièrent ces bases, c'est de gagner le peuple et de compter avec un terrain favorable, tant pour le développement de l'offensive que pour faciliter la défense. Le travail militaire dans ces bases de guérilla garantit, avec celui qui se fait dans les zones subrurales et/ou périphériques, le développement de l'insurrection dans les centres urbains, de l'insurrection générale.

h) La propagande armée est partie prenante de l'activité politico-militaire de la phase préinsurrectionnelle, dans la préparation des bases de masse pour une insurrection future. Cette tâche a un caractère transitoire et ce qui doit fondamentalement la guider, c'est que la tâche politique est plus importante que la tâche militaire, que la propagande l'emporte sur les opérations de combat.

i) La réalisation dans les différentes phases de l'insurrection d'un travail continuel de décomposition dans les rangs ennemis est une activité politique importante pour renforcer les opérations militaires. Ce travail, en plus de pouvoir gagner certains éléments des catégories les plus basses de l'armée, a pour but révolutionnaire fondamental de créer les conditions nécessaires à la destruction ou la neutralisation totale de l'armée ennemie. Cela se fera principalement au travers des actions militaires et paramilitaires et du travail politique correspondant.

Les différentes insurrections des peuples font apparaître des éléments positifs et négatifs. Parmi ces derniers, qui ont entraîné des échecs et des défaites, il faut souligner les erreurs suivantes : organisation de l'insurrection armée pendant la phase descendante du mouvement révolutionnaire des masses, et non dans une phase ascendante, c'est-à-dire laisser passer le moment favorable ; un manque d'attention de l'avant-garde révolutionnaire à une préparation soigneuse des masses, élément fondamental qui a pour conséquence de ne pouvoir agiter et mobiliser ces masses vers les différentes formes de lutte militaire et politique ; ne pas avoir constitué une minutieuse organisation du mouvement ouvrier et des autres secteurs considérés comme névralgiques, ce qui conduit à ce que l'insurrection n'ait qu'un caractère local, permettant ainsi à l'ennemi de concentrer ses effectifs et de détruire les forces insurgées ; le manque de combattants, dans les forces insurgées, maîtrisant bien les techniques de l'armement, la fabrication et la réparation des armes, etc. ; surestimation du degré de démoralisation de l'ennemi ; surestimation des forces insurgées ; une extrême dispersion des forces révolutionnaires ; un plan insurrectionnel qui ne correspond pas aux formes d'organisation du combat ; une méconnaissance du maniement des armes principales ; une disparition de l'enthousiasme tout de suite après quelques échecs ; une place et une reconnaissance préalable superficielles des objectifs à dominer ; une non-prise en compte de la place précise des éléments clés du gouvernement et de l'armée ; l'absence d'appui mutuel étroit entre les différents groupes insurgés ; le fait d'une importance décisive que les grandes masses ne soient, à l'heure du soulèvement insurrectionnel, qu'un simple spectateur sans intérêt au combat.





EH 14

Afrique noire : des situations sans issue

Claude Gabriel

ffondrement du continent africain ? C'est en ces termes, ou d'autres similaires, que des organes de presse sérieux du monde occidental tirent avec inquiétude le bilan de deux décennies d'indépendance. Famines, guerres, échec des projets de développement sont à des degrés divers répandus sur les pays d'Afrique noire. Depuis plusieurs années, le « mystère africain » a renforcé les thèses dites « exogénistes » qui, pour parler du sous-développement et même le combattre, privilégient les effets négatifs, extérieurs aux Etats africains, de la domination impérialiste (marché mondial, échanges, etc.). Cette approche est unilatérale car elle passe sous silence la question des luttes de classes internes aux sociétés d'Afrique noire. En France par exemple, elles favorisent les thèses du PS sur un « nouvel ordre économique mondial », qui incluent un soutien aux cliques au pouvoir.

L'article qui suit ne prétend évidemment pas briser l'unité de la domination impérialiste sur le continent africain, domination de l'extérieur et sur le terrain. Mais le choix est fait ici de développer les éléments que les thèses réformistes éludent volontairement, pour les besoins de leur cause.

L'Afrique noire a connu entre la fin des années cinquante et le milieu des années soixante une période exceptionnelle pendant laquelle la majorité des territoires sous domination coloniale ont accédé à l'indépendance. Voilà donc un quart de siècle que la plupart des Etats africains ont acquis une souveraineté formelle.

Au terme de ces vingt-cinq années le bilan est accablant. L'Afrique noire nous renvoie quotidiennement des images de chaos et de misère absolue. La majorité des pays classés par la Banque mondiale comme les « moins avancés » sont africains. Taux records d'analphabétisme, de mortalité infantile, de croissance démographique, de recul de la productivité agricole, du nombre de réfugiés et de populations déplacées, constituent un premier diagnostic de cette crise.

L'impérialisme lui-même s'en inquiète. Mais il craint moins les explosions révolutionnaires que le délabrement et l'effondrement des Etats eux-mêmes. Car l'Afrique noire connaît aussi ce paradoxe d'être à la fois le continent de la plus grande misère et celui où le mouvement de masse est le moins organisé et le moins combatif. La crise sociale et économique dans certains de ces pays a atteint un tel niveau qu'elle peut aboutir à une sorte d'implosion de l'Etat sans qu'aucune classe sociale ne soit capable de stabiliser son pouvoir.

L'Afrique noire comme le reste du monde subit la crise actuelle du système capitaliste. Les récessions successives ont porté de rudes coups aux pays exportateurs de matières premières dont les débouchés se sont brutalement réduits. L'inflation, l'augmentation des taux d'intérêt et la flambée du dollar ont démultiplié, là comme ailleurs, les factures pétrolières, l'endettement et la dépendance financière. Cette partie du monde n'échappe évidemment pas aux effets généraux de la dépression internationale. Le FMI et la Banque mondiale y exercent les mêmes pressions qu'en Amérique latine pour imposer des politiques d'austérité, pour réduire les importations, pour faire cesser les subventions aux biens de première nécessité, etc.

Mais tout cela ne peut suffire pour expliquer l'état du continent. Si l'on veut comprendre certaines particularités de la situation africaine, il faut également aborder d'autres questions :

– *La crise économique* africaine est d'abord une crise de l'agriculture et plus généralement une crise agraire dans la mesure où elle implique les rapports politiques entre la paysannerie et l'Etat.

– *La crise sociale* est amplifiée par un système qui n'a que très partiellement rompu avec l'héritage colonial, le terme de néo-colonie s'appliquant avec le plus de pertinence aux cas africains.

– *La crise politique* est nourrie par le retard des formations sociales, la faiblesse organique des classes fondamentales, à commencer par la caricature que constituent les classes dirigeantes au pouvoir.

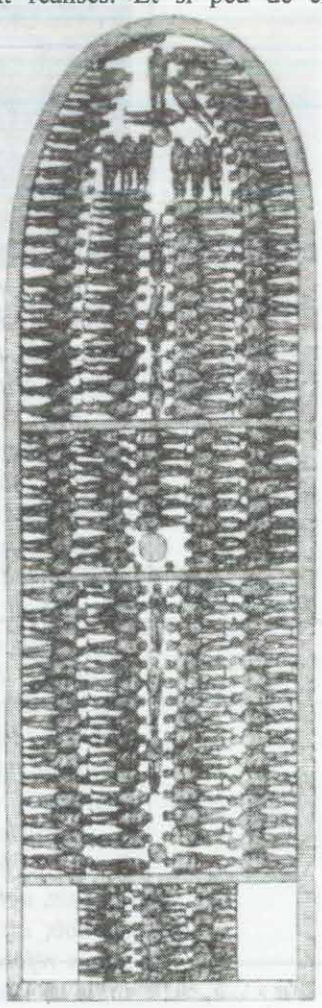
D'abord la crise agraire

Le Monde du 11 mai 1985 soulignait que les gouvernements africains consacrent en moyenne moins de 10 % de leurs dépenses pour l'agriculture, alors que la majorité de la population vit toujours dans les campagnes et que la production agricole reste la principale richesse de beaucoup des pays concernés.

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Elle s'est simplement confirmée et amplifiée au cours de la dernière décennie alors que l'Afrique connaissait, à son échelle, la même frénésie d'industrialisation que le reste des pays du tiers monde.

C'est ainsi que le plan ivoirien 1976-1980 prévoyait de consacrer 26,2 % de ses investissements à l'agriculture (dont seulement 4 % au secteur vivrier) alors que 70 % de la population vit de cette activité, que 30 % du PNB provient de celle-ci et qu'il faudrait y ajouter la part de l'industrie qui en dépend directement. Le problème est donc ancien, comme le montre le cas du Nigeria. Dans ce pays où toute l'économie a été polarisée par la rente pétrolière, les produits agricoles ne comptaient déjà plus que pour 5 % du total des exportations en 1974 alors qu'ils en représentaient encore 62 % en 1968. Naguère exportateur de produits vivriers, le Nigeria est devenu importateur net de ces mêmes produits.

Tous les pays africains ont été affectés par cette politique[1]. C'est dans la dépendance du monde agricole que l'héritage colonial a été le mieux conservé. L'environnement de l'agriculture a plus changé que l'agriculture elle-même. Une part importante – et souvent majoritaire – des revenus nationaux provient des exportations de produits agricoles. Mais la ponction financière qui est faite dans le monde rural est disproportionnée par rapport aux investissements qui y sont concrètement réalisés. Et si peu de crédits vont à



l'agriculture en général, c'est, au sein de celle-ci, la production vivrière qui est généralement la plus touchée. L'écart grandissant entre l'agriculture de rente et l'agriculture vivrière se combine désormais à l'accroissement vertigineux de la population urbaine. « La population non productive de denrées alimentaires et faisant appel aux circuits commerciaux pour s'approvisionner passe de 70 millions en 1962 à 247 millions en 1990[2]. »

Le déficit vivrier est donc devenu l'une des questions les plus graves et les plus profondes des économies africaines. Dans la mesure où l'agriculture n'est plus capable de subvenir aux besoins, les importations de biens alimentaires augmentent, aggravent le déséquilibre de la balance des paiements, réduisent les possibilités de l'investissement dans les campagnes, modifient peu à peu les habitudes alimentaires locales et aggravent par conséquent la crise de l'agriculture traditionnelle.

Quelques chiffres permettent d'illustrer cette tendance. Le taux annuel moyen d'évolution de la production agricole par habitant a été, entre 1969 et 1979, de - 3,5 % pour le Mozambique, de - 2,7 % pour la Guinée, de - 3,1 % pour le Ghana. Pour toute l'Afrique noire, ce taux a été pour la même période de - 1,4 %. Or, depuis 1919, cette tendance s'est approfondie du fait de la sécheresse dans certaines parties du continent, de la gabegie politique un peu partout, et de la pression démographique. « Si l'indice de production vivrière totale est passé de 100 en 1961-1965 à 111 en 1986, celui de la production par habitant est passé lui de 100 à 80[3]. »

La crise mondiale actuelle a provoqué par ailleurs une chute des cours des matières premières agricoles dont les pays africains sont exportateurs (cacao, café, sucre, arachide...). Les gains à l'exportation qui permettent de financer les importations alimentaires ont donc eu tendance à fortement baisser depuis cinq ans. La fuite en avant consiste dorénavant à vouloir produire toujours plus de produits exportables pour maintenir coûte que coûte les recettes à l'exportation. Cela pousse les gouvernements à réduire encore la part des aides aux productions vivrières. Ce qui en retour aggrave le déficit vivrier, etc.

L'avenir agricole de l'Afrique est encore plus sombre si l'on prend en considération des paramètres comme la productivité intrinsèque des sols ou encore la simple volonté productive de la paysannerie. Dans de nombreuses régions, les capacités des sols ont été réduites soit à cause du manque d'entretien, soit à cause de leur épuisement par des cultures de rente intensives [4].

La paysannerie, dans certains cas, réduit son effort de travail si elle constate que celui-ci est de moins en moins rémunéré. Cela est en partie le résultat de l'échange inégal entre les villes et les campagnes : si on calcule le rapport entre le revenu que le paysan tire de ses cultures d'exportation et les prix qu'il paye pour acheter ses biens de consommation – en prenant l'indice 100 pour l'année 1970 –, on obtenait dès 1978 les indices 91,7 au Cameroun, 27,7 au Ghana, 58,1 au Nigeria et 62,7 en Tanzanie[5].

Cette crise générale touche aussi bien les pays les plus démunis comme ceux du Sahel, que ceux d'Afrique centrale qui bénéficient d'une meilleure qualité des sols et d'une irrigation aisée. Il s'agit donc bien d'un phénomène politique et économique, et non « naturel ».

Les principaux facteurs de la crise agricole africaine peuvent donc être classés en trois grandes catégories :
– *Les paramètres naturels* : la sécheresse, les contenus minéraux des sols, le manque de profondeur, la salinité de certains sols. L'importance de ces problèmes demeure liée à l'existence ou non d'une politique économique qui viserait à leur trouver une solution.
– *Les paramètres économiques* : appauvrissement des sols sous l'effet de certaines cultures ou du fait de la réduction des jachères par le paysan, désertification accélérée par la coupe du bois pour les besoins ménagers, faible consommation d'engrais, retard de l'outillage agricole, insolvabilité des agriculteurs.
– *Les paramètres politiques* : insuffisance des prix d'achat aux producteurs, fluctuation des cours mondiaux, malversations dans les coopératives de services qui existent dans beaucoup de pays, retard dans les livraisons de graines et d'engrais du fait de l'incurie administrative.

La bourgeoisie africaine contre sa paysannerie

Il est faux de dire, comme le font certains auteurs, que la paysannerie est exploitée par « la ville », c'est-à-dire que toutes les couches sociales urbaines se trouvent complices de la soumission de la paysannerie africaine. Ce qui est vrai par contre, c'est que les régimes confrontés à l'alternative de soutenir les prix agricoles aux producteurs ou de freiner l'augmentation des prix sur les marchés urbains ont systématiquement tendance à choisir la seconde solution, pour éviter les troubles en ville, aux portes du pouvoir.

Il faut remonter à la période coloniale pour saisir le dilemme des classes dirigeantes africaines vis-à-vis de la paysannerie. Il n'y avait pas, y compris dans l'ultime période de la colonisation, de réelle classe dirigeante nationale africaine, encore moins une classe capitaliste. Malgré la centralité de l'agriculture, la rente foncière n'avait pas été utilisée pour donner naissance à une bourgeoisie. Contrôlant sévèrement les circuits commerciaux, le colonialisme avait largement contribué à ce blocage. Mais la faiblesse du surproduit social et le caractère souvent transitoire des sociétés précoloniales avaient eux aussi entravé l'accumulation et l'évolution historique. Ce faisant, la jeune bourgeoisie africaine n'a aucune tradition agraire. Elle n'est pas fondamentalement née du drainage de l'épargne accumulée grâce à la rente foncière. Elle s'est *d'abord* nourrie des prébendes de l'appareil d'Etat néo-colonial et des trafics en tout genre, *secondairement* et très inégalement de l'utilisation de la terre. Elle est majoritairement issue des couches petites-bourgeoises urbaines et du fonctionnariat colonial. La chefferie traditionnelle et les notabilités religieuses ne pouvaient remplacer une véritable

aristocratie terrienne et encore moins une bourgeoisie agraire[6].

Cette situation a engendré de curieux rapports entre la bourgeoisie née après les indépendances et le monde paysan. Des palais présidentiels et des ministères, ce monde est perçu comme menaçant et inquiétant. Il est l'image d'une Afrique que les couches dirigeantes urbaines – « peau noire et masque blanc » comme disait Franz Fanon – aimeraient bien oublier. La paysannerie leur fait peur parce qu'elle n'est pas toujours prête à croire au thème de « l'unité nationale » dont s'enivrent les cliques au pouvoir pour légitimer leurs régimes. Et elle n'est pas toujours disposée à produire quand l'impôt et les trafics dans les coopératives lui ôtent l'essentiel de ses revenus.

Or, la paysannerie africaine exprime très souvent sa résistance au travers d'un irrédentisme régional ou ethnique dès lors que le pouvoir, lui-même, est bâti sur des réseaux de clientélisme tribaux, et exclut une partie des régions des programmes d'investissement. Les gouvernements, pétris de « jacobinisme », voient dans cette paysannerie une force « réactionnaire » qui s'opposerait à la construction de l'Etat national et à la fabrication d'une nation. Le problème des campagnes est souvent réglé, pour cette raison, par la violence et l'encadrement bureaucratique.

Au nom du « socialisme », certains régimes comme ceux d'Angola, de Madagascar, d'Ethiopie ont jugé nécessaire de créer des fermes d'Etat et de lancer des projets agricoles démesurés. Dans de nombreux pays africains, quelle que soit la coloration politique des régimes, l'utilisation de matériels agricoles lourds, le lancement de grands projets d'irrigation, la nationalisation des circuits d'achat des produits agricoles ou le renforcement des coopératives de services ont fondalementalement pour but d'encadrer la paysannerie et de bouleverser son organisation traditionnelle afin d'en assurer le contrôle social. Les Etats s'attaquent parfois au régime foncier traditionnel par les pires procédés administratifs. La construction de gré ou de force de « l'Etat national » passe par le contrôle strict de l'espace territorial, et la paysannerie en fait les frais. Dans certains pays, comme en Tanzanie, on a déplacé des milliers de familles paysannes dont l'habitat était traditionnellement clairsemé pour favoriser une prétendue villagisation et le développement des services sociaux. Cela a été un échec, mais n'empêche pas l'Ethiopie de vouloir refaire aujourd'hui la même opération en profitant de la sécheresse.

Partout, en Afrique noire, la politique envers la paysannerie exprime la peur et le mépris de la part de cette bourgeoisie urbaine déculturée et arrogante. Le plus étonnant sans doute dans cette affaire c'est que l'on retrouve pratiquement les mêmes tentations et les mêmes pratiques chez des régimes dont le modèle est typiquement pro-occidental et chez ceux qui, sur certaines questions, s'inspirent du modèle stalinien[7]. Les couches petites-bourgeoises, qui dans tous les cas ont accédé au pouvoir d'Etat au moment des indépendances, n'avaient aucune base économique stable. Il leur a fallu dégager un secteur nationalisé et contrôler les campagnes pour créer les conditions de leur accumulation capitaliste, collective ou individuelle. Ainsi des régimes nationalistes ont-ils pu mettre en œuvre des politiques économiques et agraires éminemment *irresponsables et « gauchistes »* que de vraies directions révolutionnaires n'auraient jamais entreprises par simple réalisme.

Aujourd'hui, l'Afrique noire paye d'un prix très élevé ces incohérences et ces délires. L'exode rural atteint des sommets et constitue un *licenciement permanent* des paysans. C'est sous cet angle qu'il faut étudier la disparition de dizaines de villages au nord de Brazzaville et la désertification humaine du plateau Bateke. Il en est de même en ce qui concerne la disparition d'une partie importante des villages au Cameroun et dans beaucoup d'autres pays. Chaque pays africain est désormais confronté au problème de la destruction économique et sociale d'une partie de son terroir. Le passage de cette situation à un authentique chaos dépend alors d'ultimes facteurs politiques (et ethniques). C'est ce qui s'est passé en Ouganda, notamment dans la région de Karamoja, à partir de 1980, où la famine a frappé des dizaines de milliers d'êtres humains après que les circuits économiques ont été bouleversés par l'imbroglio politique et la vacance du pouvoir à Kampala.

Un développement inégal et retardataire

Si la crise actuelle prend naissance dans les campagnes, elle s'exprime également dans les villes et dans l'appareil industriel. La crise agraire se combine avec la

crise urbaine, et cette dernière s'est amplifiée au cours des quinze dernières années sous l'effet des évolutions du marché mondial et des besoins de l'impérialisme. A partir de 1974-1975, l'Afrique s'est trouvée elle aussi engagée dans le débat sur l'industrialisation du tiers monde. Avec retard, mais comme le reste des pays dominés, les Etats africains ont connu une évolution de leurs appareils productifs. Cela s'est fait sous l'impulsion de l'impérialisme qui avait besoin d'élargir ses débouchés et de créer des marchés de substitution en plein cœur de la crise. Mais cela s'est fait aussi pour satisfaire l'attente des nouvelles bourgeoisies au pouvoir, et pour assurer les moyens de leur reproduction.

Mais l'Afrique noire n'est pourtant pas dans une situation comparable à celle de l'Amérique latine ou de l'Asie. Elle ne représentait que 0,4 % des exportations mondiales de produits manufacturés en 1981 (Asie : 7,1 % sans l'Inde et le Japon – source CEPII). Dans la liste des taux de valeur ajoutée manufacturière des pays du tiers monde, le premier pays africain, le Nigeria, ne se trouvait en 1980 qu'en quinzième position. Les raisons de ce décalage tiennent à plusieurs facteurs :

– Le retard des formations sociales africaines, en partie dû à la violence et aux formes de la colonisation.

– L'extrême faiblesse de l'épargne privée, et notamment la modestie relative des rentes tirées de l'agriculture.

– Le retard dans l'évolution de la domination coloniale et le caractère tardif des indépendances, accordées au tournant des années cinquante et soixante.

– Le retard des firmes européennes, dominantes en Afrique, par rapport à celle du Japon et des Etats-Unis envers l'Asie et l'Amérique latine, dans la *délocalisation* d'une partie de la production vers les pays dominés et particulièrement africains.

Enfin, le mouvement des capitaux privés en direction de l'Afrique a été moins important durant la colonisation que dans d'autres continents. « Le peu qui allait à l'Afrique était très inégalement réparti. D'après une étude classique, entre 1880 et 1936, 40 % du total de l'investissement étranger privé sont allés à l'Afrique du Sud, tandis que la Zambie et le Zimbabwe ensemble en recevaient 18 %, le Zaïre 11 % et le Kenya et l'Ouganda, à eux deux, 4 % (rapport Berg, Banque mondiale d'après Sally H. Franckel, Capital investment in Africa. Oxford University Press. 1938). »

Investissements des firmes transnationales selon leur stratégie (en pourcentage)

	Stratégie A	Stratégie B	Stratégie C	Total
Afrique	60	6	34	100
Amérique latine	33	5	62	100
Moyen Orient	91	-	9	100
Asie	30	34	36	100

A : accès aux matières premières ; B : exploitation de la main-d'œuvre ; C : ouverture de nouveaux marchés.

Source : Y. Sabolo, R. Trajtenberg, *The Impact of Transnational Enterprises on Employment on Developing* Countries, Genève, BIT, 1976, cité par J. L. Reiffers.

Pour toutes ces raisons, l'Afrique demeure le continent où les vieux intérêts coloniaux n'ont encore que partiellement cédé le pas à la grande industrie impérialiste. Le tableau ci-dessus exprime fort bien ce phénomène en montrant que les multinationales sont d'abord intéressées dans ce continent par l'accès aux matières premières, c'est-à-dire par le contrôle des mines et de certaines productions agricoles. A la différence des autres continents, faute d'une main-d'œuvre disciplinée, semi-qualifiée et bon marché, l'Afrique motive assez peu pour des délocalisations. Elle n'offre enfin qu'un trop modeste marché intérieur pour entraîner les firmes à disposer sur place d'unités de production finales.

Parmi les plus grosses entreprises, concentrant en permanence une importante main-d'œuvre, on trouve essentiellement des compagnies minières. Et malgré les parts détenues par les Etats, une fraction importante des productions et la totalité des technologies restent dans les mains de quelques géants comme les trusts américains US Steel, Alimax, Alcoa et Union Carbide, le britannnique Rio Tinto Zinc, ou les entreprises françaises PUK, BRGM et COGEMA.

Une industrialisation clairsemée

L'industrie manufacturière a besoin d'une main-d'œuvre en partie qualifiée et bien sûr bon marché. L'Afrique n'offre qu'une trop faible qualification ouvrière pour un coût relativement plus élevé que certains pays d'Asie. Cela explique en partie l'échec de la plupart des zones franches industrielles qui n'ont pu attirer les entreprises comme l'ont fait celles de l'Extrême-Orient. Les industriels recherchent le bénéfice d'un réseau de communications et de services, et d'une administration rationnelle. Or, l'Afrique n'offre généralement que le contraire de tout cela. Ainsi s'explique la grande faiblesse du tissu industriel africain, et par conséquent le rôle toujours aussi important des produits primaires dans les économies de ces pays.

Le textile a joué un rôle très important dans les débuts de l'industrialisation. Cela a été favorisé, en Afrique comme ailleurs, par le fait qu'il s'agissait d'une branche aux techniques obsolètes, que les entrepreneurs occidentaux et japonais délocalisaient pour rétablir leurs taux de profit. L'industrie alimentaire a connu aussi un certain essor pour l'exportation de productions locales, mais sans grand rapport avec les besoins alimentaires locaux.

La sidérurgie fait maintenant son apparition. Mais il n'y a pas encore en Afrique de très grands projets industriels, constitués par des filières complètes de production dans des secteurs de pointe. L'automobile, enfin, a trouvé, par exemple au Nigeria, les avantages d'un petit marché intérieur. Peugeot notamment y a constitué, à Kaduna, une importante filiale de montage afin de rattrapper son retard sur les firmes ouest-allemandes et de limiter la progression des japonaises.

Mais tout cela reste fort modeste et précaire. En réalité ce type d'implantation industrielle, à l'exemple de Nestlé en Côte d'Ivoire, recherche le contrôle d'un marché régional (dans la mesure où les marchés natio-

naux potentiels ne représentent qu'entre 5 à 15 % de la population réelle). C'est pourquoi les institutions régionales comme la CEAO, la CDEAO, l'UDEAC, la Communauté économique de l'Afrique de l'Est ont pour but de favoriser les débouchés[8]. Pour la plupart, ces institutions apparaissent comme des moyens essentiels d'intégration économique sous l'égide d'intérêts étrangers. Les frontières nationales tracées par la colonisation constituent un obstacle au développement des profits capitalistes. Il faut donc composer avec l'exigence *politique* des frontières « nationales » tout en les contournant pour des raisons *économiques*. Le nombre des regroupements régionaux et sous-régionaux de ce type depuis quarante ans est parfaitement édifiant : un pays comme la Côte d'Ivoire a appartenu à cinquante institutions économiques régionales entre 1944 et 1978. Un record ! La Haute-Volta n'en a connu que quarante-trois, le Togo trente-sept, le Libéria vingt-trois[9]...

Ces regroupements économiques régionaux n'ont pourtant pas bouleversé le partage colonial. Les principaux moyens de communication internationaux de chaque pays confluent toujours vers l'ancienne métropole. Moins que partout ailleurs, les fameux *échanges Sud-Sud*, en l'occurrence, ici, entre pays africains, n'ont d'importance véritable. Quand, par comparaison, les échanges entre pays latino-américains atteignaient modestement 19 % de leurs commerces extérieurs en 1982, les échanges entre pays africains, Afrique du Nord comprise, en restaient au pourcentage dérisoire de 3,2 %[10].

L'industrialisation du sous-développement

Les codes d'investissement très ouverts qui laissent d'importantes possibilités de rapatriement des bénéfices, la corruption qui favorise la surfacturation et les trafics, la faible épargne nationale qui se disperse en partie dans une consommation luxueuse ont contribué à limiter les débuts de l'industrialisation de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix.

Après être passés par une fièvre d'industrialisation aux alentours de 1974-1977, la plupart des Etats africains ont peu à peu abandonné le projet d'une industrialisation sur le modèle latino-américain, fondé sur la substitution aux importations. Il ne s'est agi finalement que de « valorisation des ressources locales » pour l'exportation, c'est-à-dire une augmentation modeste de la valeur ajoutée (conserveries pour certains produits agricoles, bois sciés et placages pour la sylviculture, etc.).

Après 1973, sous l'impact de l'OPEP et de la hausse des cours des principaux produits de base, la plupart des gouvernements africains s'étaient imaginé pouvoir accélérer leur industrialisation grâce à la formation de cartels de producteurs, à la pression sur les marchés, au recyclage d'une partie des pétro-dollars en leur faveur, etc. C'était l'époque où se multipliaient les références au « nouvel ordre économique international », au « dialogue Nord-Sud » et aux « transferts de technologie ». C'était l'époque où Giscard d'Estaing lançait à Alger l'idée d'un « trilogue » conjuguant les capitaux arabes, la technologie européenne et les ressources africaines. Les projets les plus immodestes voyaient alors le jour dans les ministères, les bureaux d'études et les dicours officiels.

Mais c'était sans compter sur la dette pétrolière croissante de la plupart des pays africains, que ne compensaient évidemment pas les prêts arabes. C'était sans compter sur la chute des cours des matières premières dès 1978, sur la croissance des taux d'escompte, sur la seconde récession généralisée dans les pays industrialisés, etc.

Les illusions envolées, il restait tout de même un nombre impressionnant de chantiers arrêtés, d'usines tournant à 20 % de leurs capacités, de promesses sociales non tenues, et bien sûr un endettement considérable. Mais pour réduire substantiellement celui-ci, il faudrait accroître durablement les gains à l'exportation des produits primaires. Or, précisément, la crise prolongée du capitalisme international limite cette possibilité.

Les pays producteurs de cacao ou de café ont été jusqu'à présent incapables de juguler les effets de la baisse de la demande mondiale et de la chute des cours. Stocker pour peser sur ces derniers ne serait réellement efficace que si les pays impérialistes cessaient d'être – eux-mêmes – les principaux stockeurs, et que si les pays producteurs pouvaient maîtriser la technologie du stockage. Or, rien de tout cela n'est à la portée des pays africains, d'autant que les fluctuations et la hausse des taux d'intérêt dans le monde désavantagent encore un

peu plus les produits dont les frais de stockage sont élevés.

Malgré la chute des cours du cuivre, des pays comme le Zaïre et la Zambie sont contraints, à cause de leur endettement et du risque de faillite, d'accroître leur production et leurs exportations. Et cela bien que les mines aient cessé d'être rentables. Cette course en avant est motivée par le besoin de se procurer toujours plus de dollars, afin de faire face aux échéances. Cette course est d'autant plus nécessaire que les mines concentrent le plus d'emplois industriels et qu'elles constituent des centres décisifs de distribution des revenus. Que deviendraient le Copperbelt zambien ou la Shaba zaïroise si l'on devait fermer une partie des mines pour non-rentabilité ? Que deviendraient alors ces Etats dont une part de la légitimité apparente provient du contrôle de ces régions ?

Endettement, réseaux bancaires et dépendances financières

A la différence de certains pays latino-américains ou asiatiques, les pays d'Afrique noire ont eu recours a l'endettement à des fins essentiellement non productives. L'exiguïté des marchés, la faiblesse de la productivité et de la rentabilité du capital en sont les premières raisons. L'ampleur des budgets de fonctionnement des Etats et les dépenses de prestige des classes dirigeantes en sont les secondes. Une grande partie des bénéfices du surplus agricole disparaît dans l'incurie générale. Et la masse pléthorique de fonctionnaires et de militaires que l'Etat entretient constitue la forme privilégiée de distribution des revenus.

Entre 1970 et 1979, les dépenses administratives publiques et de défense ont représenté 18 % du PIB avec un taux annuel moyen de croissance de 13,9 %. Les déficits structurels qui nécessitent toujours plus de financements extérieurs iront en s'aggravant dans la période à venir. En effet, si l'on assiste à une croissance importante de la demande globale monétarisée (croissance démographique, urbanisation, fonctionnement de l'Etat et dépenses d'armement), on constate en revanche la stagnation ou la chute des productions nationales. Cela touche non seulement les pays les plus pauvres et exportateurs de biens agricoles, mais aussi les pays producteurs de pétrole qui sont maintenant affectés par la baisse du brut.

A tout cela s'ajoutent les pressions des multinationales pour l'acquisition de technologies sophistiquées, inadéquates aux besoins. La corruption des dirigeants africains permet aux bureaux d'études d'avancer des propositions erronées et des devis truqués, ce qui aboutit à des surfacturations et à des projets industriels qui renforcent la dépendance (maintenance, pièces détachées, assistance technique, etc.). Il est banal qu'en cours de construction le coût d'un ouvrage soit réévalué de 100 à 200 %, et que les pots de vin versés aux responsables locaux pour enlever les marchés atteignent jusqu'à 20 % des prix, grèvant d'autant les budgets

Enfin, les systèmes financiers et bancaires maintiennent pour l'essentiel les dépendances anciennes. Le continent africain est un puzzle de devises qui, convertibles ou non, sont assujetties aux réseaux bancaires étrangers de la place. Et ce sont les monnaies les plus encadrées qui sont évidemment les plus stables. Le Libéria, où le dollar américain a cours, peut ainsi bénéficier du soutien permanent du Trésor américain. La zone franc est pour sa part un cas exceptionnel de zone monétaire très rigide, à parité fixe et à transférabilité illimitée (1 franc CFA : 0,02 francs français). Quand des Etats comme le Ghana ou le Nigeria ont vu leur monnaie s'effondrer, les Etats voisins comme la Côte d'Ivoire ou le Bénin, membres de la zone franc, bénéficient du marché noir monétaire et de la contrebande. La stabilité artificielle du CFA pousse certains pays jusqu'à débattre de leur intégration à la zone franc. La Gambie et la Guinée équatoriale sont dans ce cas, et le Mali vient d'y revenir. Bien qu'une telle zone monétaire défavorise les pays adhérents quand la monnaie française recule par rapport au dollar ou au mark, les Etats africains concernés ont beau jeu de montrer que, dans ce continent en pleine régression, l'accroissement de la dépendance peut être une bouée de sauvetage !

La crise de l'Etat néo-colonial

On ne saurait traiter de la crise actuelle en Afrique noire sans mentionner, même de manière succincte, un de ses aspects politiques les plus essentiels, à savoir la crise des Etats. Dans le cas africain où il n'y avait pas au moment des indépendances de véritable classe dirigeante bourgeoise, l'Etat s'est pourtant constitué comme un Etat capitaliste, c'est-à-dire par lequel se reproduisait l'économie capitaliste mondiale et se diffusaient les rapports marchands. Dans la plupart des cas, il a été accordé par l'occupant colonial comme un « Etat clés en main ». Dans certains autres, lorsqu'il s'agissait par exemple de l'aboutissement d'une longue lutte de libération, les pressions de l'impérialisme et les limites du nationalisme favorisent le retour aux formes classiques de l'Etat africain néo-colonial. Celles-ci sont déterminées par les caractéristiques suivantes :

– L'Etat africain précède la constitution véritable d'une nation et a fortiori celle du sentiment national des masses. Il cherche paradoxalement sa légitimation non dans la nation préexistante mais dans l'idéologie de la nation à trouver, à réaliser, voire à imposer[11].

– L'Etat africain entreprend la diffusion des rapports capitalistes à une époque tardive, alors que la colonisation elle-même n'avait que partiellement exécuté cette tâche.

– L'Etat africain a été utilisé dès le départ par les élites locales, qui en ont eu le contrôle formel, afin qu'il instaure et défende, à la périphérie des intérêts étrangers, un espace économique dans lequel ces couches puissent peu à peu se transformer en classe capitaliste.

Cette situation a favorisé le développement du secteur public et la nationalisation d'une partie des circuits commerciaux et des entreprises. L'ampleur du secteur nationalisé n'est donc pas un critère discriminant pour identifier en Afrique des « pays progressistes », voire des « régimes révolutionnaires ». Il s'est agi

dans tous les cas d'un parcours imposé pour aboutir à la formation d'une classe dirigeante à partir de couches disparates.

Or, l'actuelle crise de ces agencements économiques et politiques – c'est-à-dire la crise de l'Etat – provient de l'extrême précarité d'un tel dispositif. L'économie est archi-dominée par les intérêts étrangers, ce qui limite considérablement la surface sur laquelle l'accumulation indigène peut se réaliser et les moyens financiers dont peut disposer l'Etat pour l'y aider. La faiblesse originelle des groupes dirigeants a favorisé, d'autre part, leur repli sur des bases ethniques et régionalistes afin de constituer les réseaux de clientèle du petit monde affairiste. Cela compromet durablement la possibilité de forger une vraie classe dirigeante *nationale*.

L'appareil d'Etat est, par conséquent, au centre de cercles concentriques par lesquels transite la mane financière détournée. Le plus souvent, le palais présidentiel est l'épicentre des réseaux de redistribution des fruits de la prévarication généralisée. Celle-ci va bien au-delà des couches dirigeantes et même de la petite bourgeoisie. Du ministre qui ne rembourse jamais son prêt bancaire, à l'employé qui sous-loue son logement HLM en triplant le loyer, il y a une continuité qui permet aux gouvernements d'avoir une base sociale large, même si elle est fragile. Dans ce processus, la famille africaine élargie – structure détournée de la société rurale traditionnelle – joue un rôle institutionnel très important. Elle est un des lieux où s'effectue la retombée en cascade des fruits de la corruption généralisée. Elle est aussi, dans bien des cas, une structure transclassiste. Car dans la société africaine d'aujourd'hui, il est assez fréquent qu'une famille, au demeurant fort pauvre, « possède » tout de même dans son lignage un haut fonctionnaire ou un homme d'affaires. Grâce à celui-ci, la famille peut bénéficier des miettes du système. Tout cela contribue à pacifier largement la confrontation des classes sociales, d'autant que s'y superposent parfois les intérêts ethniques et régionaux. Véritable gangrène sociale, ce système aboutit souvent à un vassalisme généralisé qui retarde d'autant la prise de conscience des classes laborieuses.

Lorsque ces mécanismes se grippent, quand la crise s'amplifie et que les régimes ne prétendent même plus représenter la nation, toutes les conditions sont alors réunies pour des situations que le Tchad connaît à partir de 1979, la République centrafricaine depuis 1980, ou celle de l'Ouganda.

Instabilité des appareils d'Etat, délabrement administratif, crise des régimes politiques, division des armées, absence de classe dirigeante nationale... Tout se combine en Afrique noire. « Le sous-développement ne se définit pas par le degré d'industrialisation atteint mais par sa genèse. Il se caractérise par une diffusion rapide, brutale et chaotique des rapports marchands et/ou capitalistes[12]. » A cette définition l'Afrique noire apporte l'un des meilleurs exemples qui soit.

Rappeler tous ces problèmes, comme nous venons de le faire, c'est souligner que de nombreux pays africains – inégalement et pas tous – sont peu préparés sur le plan socio-économique à un processus de révolution permanente. Cela n'est évidemment pas propre à l'Afrique noire. Il y a d'autres cas analogues dans d'autres continents. Mais ce qui est décisif dans le cas africain, c'est *l'étendue continentale du phénomène*. Ces conditions ont exclu jusqu'à présent des *dynamiques régionales* réduisant les écarts politiques dus aux inégalités des situations socio-économiques, comme ce fut par exemple le cas pour le Vietnam vis-à-vis du Cambodge et du Laos. Il n'y a eu en Afrique noire aucun cas de lutte nationale accélérant ou favorisant l'évolution politique dans des pays plus retardataires. Il est significatif que ni les luttes de libération en Angola et au Mozambique, ni la révolution éthiopienne à ses débuts n'aient influencé les luttes de classes de leurs régions (mis à part le cas des évolutions combinées des luttes au Mozambique et au Zimbabwe). Il n'est toujours pas établi, par ailleurs, que les luttes en Afrique du Sud puissent avoir une influence réelle sur le reste du continent. Il est révélateur, d'un point de vue simplement comparatif, que les mouvements sociaux de grande ampleur qui se déroulent aujourd'hui en Afrique du Sud ont plus d'impact aux Etats-Unis que dans n'importe lequel des Etats d'Afrique noire.

La crise n'a pas engendré, pour le moment, de réaction massive et organisée des masses pauvres en Afrique. Cela ne peut qu'engendrer des analyses qui sous-estiment les contradictions sociales objectives et qui cherchent des explications strictement « exogénistes » à la crise. Dès lors, la situation africaine est décrite comme le simple résultat de « rapports Nord-Sud » qu'il faudrait changer. Ces thèses n'aboutissent pas forcé-

Le cauchemar

Selon la Banque mondiale, la mortalité infantile en Afrique noire, déjà plus élevée que dans le reste du monde, a doublé en dix ans. 20 % de la population serait en état de sous-alimentation chronique. La croissance du produit national brut s'est régulièrement détériorée : de 2,7 % dans les années soixante-dix, elle est maintenant de 0,8 %. La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, rappelle dans une étude de 1983, que le revenu annuel par habitant est de 741 dollars en Afrique noire contre 10 320 dollars pour les pays développés. Le taux d'alphabétisation y est de 38 %, l'espérance de vie de quarante-neuf ans. Voilà vingt-cinq ans, ce continent était plus ou moins autosuffisant au point de vue alimentaire. Il importe aujourd'hui 20 % de ses besoins et cela pourrait atteindre 40 ou 50 % avant quinze ans. La dette extérieure est passée de 4,1 millards de dollars en 1981 à 9,9 milliards en 1984.

La commission économique des Nations unies pour l'Afrique écrivait il y a deux ans : « L'image qui se dégage de l'analyse des perspectives de la région africaine en 2008, selon les tendances historiques, ressemble à un cauchemar. A l'échelle des nations, les conditions socio-économiques seraient caractérisées par la dégradation de l'essence même de la dignité humaine. La population rurale, qui ne survivrait qu'au prix d'un labeur intolérable, sera confrontée à une pénurie quasi désastreuse de terres cultivables dans laquelle des familles entières devraient subsister sur à peine un hectare. La pauvreté atteindrait des dimensions inimaginables dans la mesure où le revenu paysan deviendrait presque négligeable par rapport au coût des biens manufacturés et des services. Les conditions des centres urbains s'aggraveraient également. Le nombre de sans-emploi, cherchant désespérément les moyens de survivre entraînerait la montée de la criminalité et de la misère. »

ment à une meilleure dénonciation de l'impérialisme. La social-démocratie européenne a fait sienne cette simplification pour ne présenter l'économie mondiale que comme un simple échange de marchandises entre Etats-nations. De telles explications renforcent évidemment la position de ceux qui veulent dissimuler la réalité concrète de l'impérialisme. François Mitterrand affirmait juste avant les élections de mai 1981 que les rapports avec le tiers monde relèvent de la « volonté politique ». Comme la chose est évidemment simple une fois que l'on a mis aux oubliettes la présence massive sur le terrain des milliers d'entrepreneurs occidentaux, des milliers de militaires, des dizaines de milliers de coopérants et d'experts en tout genre ! Comme l'explication est facile, une fois que l'on a jeté un voile pudique sur toutes les dictatures africaines que l'on soutient et sur la corruption que l'on entretient !

Et l'on finit par se tourner vers les Etats africains pour leur proposer de résoudre par eux-mêmes la question du sous-développement, de prendre en charge le combat pour l'indépendance économique, pour le contrôle des ressources naturelles et pour l'affirmation nationale... Cette position se retrouve notamment dans le verbiage sur le « développement auto-centré », dernier avatar du réformisme tiers-mondiste de la gauche occidentale, qui feint de croire que les Etats africains – véritables châteaux de cartes – vont être capables de résoudre ces questions historiques fondamentales.

De la même manière, la voie choisie par les régimes d'Ethiopie, d'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe, qui se réclament formellement du socialisme et du marxisme mais qui se sont *d'abord* préoccupés de réduire les mobilisations, de canaliser et d'interdire l'initiative des masses, s'est révélé être une terrible impasse.

Le retard de l'Afrique ne permet malheureusement aucun raccourci de ce type. Il n'existe pas de solution miracle, une troisième voie à l'africaine. Seul le développement des luttes de classe, la confrontation des masses pauvres à l'impérialisme et aux cliques dirigeantes pourront relever les défis du sous-développement, de la misère et de l'exploitation. Il n'existe aucune solution durable et structurelle sans la mobilisation sociale large, englobant les travailleurs, tous les pauvres des villes et une partie significative de la paysannerie.

Cette confrontation de classes est-elle partout et de la même manière à l'ordre du jour en Afrique noire ? Evidemment non. Le développement inégal dans cette région est considérable, entre pays et au sein de chacun d'entre eux. Les possibilités de développement massif des luttes de classes dépendent du degré de développement capitaliste et de croissance du prolétariat au sens large. Et c'est de cette inégalité de développement que naît actuellement le chaos, car parfois une aucune classe ne peut être, même *objectivement*, candidate au pouvoir. Trotsky avait envisagé cette situation.

« Et alors, comment faire la révolution démocratique en général et dans les colonies en particulier ? Et où avez-vous appris – je répondrai à cette question par cette autre – que chaque pays colonial est mûr pour l'accomplissement immédiat et intégral de ses tâches démocratiques nationales ? Il faut renverser le problème. Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses[13]. »

C'est de ce vide historique que naissent aujourd'hui, dans certains pays africains, des situations sans issue.

1. Ce qui n'exclut pas que certaines régions, dans quelques pays, aient connu une croissance de leur agriculture. Signalons également que le Zimbabwe est redevenu exportateur de céréales grâce à la grande exploitation blanche, qui a été maintenue au détriment de milliers de familles paysannes africaines.

2. Sophie Bessis, Annuaire de l'Afrique et du Moyen-Orient, 1981-1982. *Ed. Jeune Afrique.*

3. Sophie Bessis, Annuaire de l'Afrique et du Moyen-Orient, 1981-1982. *Ed. Jeune Afrique.*

4. Selon une extrapolation de l'ONUDI en 1978, l'Afrique (Afrique du Nord comprise) devait consommer 3,5 millions de tonnes d'éléments fertilisants en 1981, alors que l'Amérique latine par exemple était supposée en utiliser 7,2 millions et l'Asie 22,6 millions.

5. Rapport de la Banque mondiale (dit rapport Berg) sur l'Afrique noire en 1982.

6. Seuls quelques pays avaient connu la formation d'une couche de gros agriculteurs. Citons par exemple la Côte d'Ivoire et le Nigeria. Dans d'autres cas, des chefferies religieuses, bénéficiant de prestations en travail de la part de leurs fidèles, pouvaient faire office de « castes » dominantes (voir les dirigeants maraboutiques en Afrique de l'Ouest). Dans certaines régions apparaissaient des formes de contrôle inégal de la terre. Enfin, l'Ethiopie constituait le seul cas d'hégémonie de la propriété féodale.

7. Sur l'analyse de ces régimes « socialistes » africains ou « marxistes- léninistes », voir C. Gabriel, « Y a-t-il des partis marxistes léninistes en Afrique ? », revue Quatrième Internationale *n° 5, juillet 1981. Cet article concerne notamment des régimes comme ceux du Congo, du Bénin, de l'Angola, du Mozambique.*

8. Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Union douanière et économique de l'Afrique centrale.

9. Source : Akwuba Mezu. « Afrique de l'Ouest : la nécessaire intégration régionale », *thèse université de Paris I, 1980.*

10. Source : Ramsès 82, IFRI.

11. La pratique du parti unique et les théories du « parti-Etat » sont des substituts à l'existence d'une classe dirigeante nationale. Par extension, la théorie du « centralisme démocratique » étendu à toute la société, chère du MPLA angolais, relève de la même problématique.

12. « Privatisation de la dette du tiers monde et socialisation de ses conséquences », Pierre Salama, Cahier du GREITD, *Paris, 1984.*

13. Léon Trotsky, la Révolution permanente, *Gallimard-NRF, 1970, pages 205 et 206.*

Pour comprendre l'Afghanistan

Michel Lequenne

Il a fallu l'invasion soviétique commencée le 24 décembre 1979 pour que le monde occidental découvre ce mystérieux pays, l'Afghanistan, que les surréalistes, en 1929, dans la carte de « leur monde », faisaient aussi grand que l'Inde, peut-être justement parce qu'il s'agissait pour les Européens d'un domaine relevant plus du rêve que de la réalité.

Parmi les désormais nombreux ouvrages consacrés à cette terre, trois, parus récemment, sont du plus grand intérêt : celui de Michael Barry, *le Royaume de l'insolence : la résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique*[1], celui de Pierre Metge, *l'URSS en Afghanistan, de la coopération à l'occupation : 1947-1984*[2], le troisième est celui d'Olivier Roy, *l'Afghanistan, islam et modernité politique*[3]. Les sous-titres précisent bien les contenus.

Le premier ouvrage est pour l'essentiel une histoire de l'Afghanistan qui permet de parfaitement comprendre pourquoi et comment ce pays est resté en marge du cours d'unification du monde réalisé par la violence coloniale, pourquoi et comment cette situation particulière est à l'origine de son désastre actuel.

Le livre de Pierre Metge, largement complémentaire du premier, est consacré, lui, à l'approfondissement des événements sociaux du demi-siècle que l'on peut définir comme une série de processus embryonnaires de révolution permanente, tous avortés, et qui révèlent les causes intérieures du malheureux destin du pays victime de cette contradiction de l'histoire que constitue son accélération, d'une part, et, d'autre part, le retard de la révolution socialiste, contradiction dont un effet devenu cause, et sans doute la plus néfaste, est la prolifération stalinienne.

Enfin, le livre d'Olivier Roy, dernier paru des trois, présente l'analyse la plus fine, parce que la mieux informée de la complexité ethnique, religieuse et sociale de l'Afghanistan, tissu bigarré où les courants de l'Islam superposés aux structures sociales s'enchevêtrent, les codes pouvant se contredire pour une même ethnie, les ethnies se côtoyer, s'interpénétrer, leur diversité ne trouvant de terrain commun que leur souci d'autonomie par rapport à l'Etat, toléré, quel qu'il soit, dans la seule mesure où il ne s'attaque pas aux valeurs traditionnelles. On peut dire du livre d'Olivier Roy qu'avant lui on pataugeait et que sans lui on ne peut que patauger dans la compréhension d'un monde dont les référents ne sont en rien assimilables à ceux du monde occidental, même du passé, et que son utilité est égale en ce qui concerne l'origine et l'histoire des partis actuels, de leur représentativité et de leur fonction, partis qui, eux aussi, ne peuvent être caractérisés avec de simples formules de classes, mais requièrent une compréhension des évolutions singulières de l'islam moderne. L'éclairage que ce livre apporte est complété par un bilan de la situation actuelle, dont l'information est directe puisqu'Olivier Roy est sans doute l'observateur qui a le plus, et le plus régulièrement parcouru l'ensemble du pays.

La première cause de la marginalité du pays qui est devenu l'Afghanistan (nom qui, au départ désignait le pays Pashtoun) et qui n'avait – et n'a – ni unité ethnique (40 % de Pashtouns, 40 % de Tadjiks, 10 % de Hazara, plus des Turcs, des Nouristanis, des Baloutches et quelques Sikhs), ni unité religieuse (l'immense majorité est musulmane sunnite, mais les Hazara sont chiites, et le Nouristan n'a été islamisé qu'au XIX[e] siècle), ni unité linguistique (pashtounophones et persanophones), et n'a quasiment jamais eu d'Etat au sens moderne et complet du terme, c'est évidemment sa situation géographique intra-continentale et le peu d'intérêt qu'il présentait pour la première colonisation. Mais d'autres pays avaient ces caractères généraux et ont connu des sorts très différents : ainsi l'Ethiopie ou le Tibet. Sa nature montagneuse – toujours favorable à l'esprit d'indépendance des populations et à une certaine rudesse de mœurs – ici a forgé un peuple de guerriers indomptables, toujours insoumis chez eux, même quand des étrangers occupèrent leurs villes capitales : Kaboul, Kandahar ou Ghazni ; mercenaires et prétoriens des royaumes indiens, du XV[e] au XVIII[e] siècle, dont il arrive qu'ils s'emparent. Ceci conditionne cela qu'ils bloquent les deux mâchoires qui tendent à se fermer sur eux. Aux deux pôles du pays, deux puissants empires les menacent bientôt. Au sud-est, celui des Indes anglaises, dont l'Afghanistan représente la zone d'insécurité perpétuelle ; au nord, celui des tsars qui rogne lentement et régulièrement l'Asie centrale islamique.

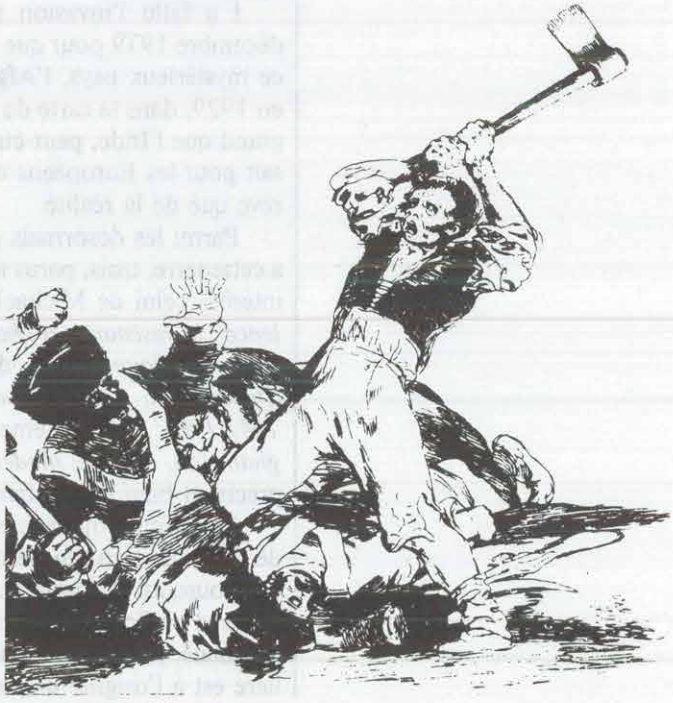
Tout le XIX[e] siècle est pour l'Afghanistan, celui de ce que Michael Barry appelle « le Grand Jeu », entre Russie et Grande-Bretagne. Mais, précisément, c'est ce face à face, coupé de sanglantes poussées anglaises sur le sol afghan, qui permettra l'établissement paradoxal, entre les deux empires, de l'Etat afghan en tant que « zone tampon ».

Cet équilibre a été rompu d'abord par la Révolution russe, puis par la fin de l'empire anglais des Indes et l'indépendance de ce sous-continent. C'est dans cette situation de déséquilibre que l'Afghanistan s'est trouvé devant le dilemme de l'entrée dans le monde moderne.

Un cas d'avortement de la révolution permanente

Le livre de Pierre Metge met parfaitement en relief l'incapacité de l'Etat afghan à entrer dans la modernité, tous les processus de révolution étant successivement avortés par absence de base sociale pour de telles révolutions.

En effet, le développement bourgeois ne commence en Afghanistan que dans les années trente de notre siècle, et est d'abord le fait d'un seul gros commerçant, Zaboli, qui crée une société anonyme et une banque



nationale, et contrôle bientôt cinquante sociétés industrielles et commerciales. Zaboli est ministre de l'Economie en 1939 et le reste onze ans, s'efforçant d'ouvrir l'Afghanistan aux puissances occidentales, en particulier aux Américains qu'il tente de convaincre de participer au développement du pays.

A partir de là, et jusqu'à l'invasion soviétique incluse, on verra d'ailleurs l'étonnant aveuglement des Etats-Unis à l'égard de l'enjeu représenté par ce pays, cas particulier de l'étroitesse bien connue de leur vue de la politique et de l'économie mondiale. En décembre 1954, J. F. Dulles répond même de façon outrageante à une demande d'aide afghane destinée à leur défense (P. M., p. 24) et il est appliqué « aux demandes afghanes des critères strictement financiers et même proprement bancaires : solvabilité de l'emprunteur, rentabilité directe de l'investissement » (P. M., p. 36), alors que, dans la moitié des années soixante, « l'aide soviétique représente environ 60 % de toute l'aide étrangère, finançant 40 % du budget de développement au début du troisième plan quinquennal 1967-1972 » (P. M., p. 26). Mais dès 1952-1953, l'URSS était déjà le premier client de l'Afghanistan, avec 31,9 % des exportations, et, vers le milieu des années cinquante, elle est son premier fournisseur, de façon définitive (P. M., p. 42). Quant à l'assistance militaire, « elle est en totalité le fait de l'URSS et de ses alliés », tandis que « les Soviétiques assurent la recherche et l'exploitation des hydrocarbures du Nord, implantent des centrales électriques, construisent un quartier entier à Kaboul ainsi qu'un Institut polytechnique, développent un projet hydro-agricole près de Djelalabad » (P. M., p. 26). Ajoutons à cela que leurs conditions de remboursement sont avantageuses, largement faites en marchandises, et que, d'autre part, l'URSS accorde des bourses d'étude à des étudiants afghans et fournit des coopérants.

La faiblesse de la bourgeoisie nationale afghane ne lui permet aucune autonomie politique. Elle est tenue en laisse par l'aristocratie – la cour et la famille royale – qui n'est pas hostile à la novation mais s'inquiète bientôt de la puissance montante du groupe de la banque. Cela amènera le pouvoir royal à tenter de se faire lui-même capitaliste avec l'aristocratie (en somme, comme cela a eu lieu au Japon). Mais tout cela est trop tard dans l'évolution du monde, et trop mesquin. L'accumulation primitive est impossible et Daoud, ministre de 1953 à 1963, est une caricature de Bismark avec – déjà – Babrak Karmal, pas encore marxiste, comme caricature de Lassalle.

Un troisième échec sera celui de la révolution par la dictature du même Daoud (1973-1974), appuyé sur une bureaucratie d'Etat sans véritable base sociale, et sur une armée construite grâce à l'assistance soviétique et, dans,un premier temps du Parcham, issu de la scission du PDPA en 1965, stalinien sans être marxiste. Là, on a une autre tentative, caricaturale elle aussi, et aussi parce qu'elle n'a pas d'assise sérieuse, d'une voie que l'on pourrait dire nassériste. L'échec de la dictature de Daoud est inscrit dans sa tentative même de se rendre indépendant, par un rajustement à droite, des forces étatiques qui l'ont mené au pouvoir, ce qui entraîne son renversement par un PDPA réunifié en 1977 sous la pression soviétique et « l'entremise des communistes indiens et pakistanais ». Daoud tombe parce qu'il prépare une répression massive du PDPA.

La dernière et quatrième expérience connaîtra un échec encore plus rapide que les précédentes : un an et demi. C'est celle du pouvoir « communiste » du PDPA. Quelle a été vraiment la nature de ce pouvoir ?

Encore une fois, il s'agit d'une tentative de « révolution par le haut », à partir d'un parti de cinq mille membres *et de l'armée* dans un pays de près de dix-sept millions d'habitants. Olivier Roy rapproche le volontarisme machiavélien du PDPA de la pratique de Pol Pot au Cambodge, et d'une théorie qui naquit – mais il est vrai dans de tout autres conditions d'environnement et de situation politiques – avec le Tatare Sultan Galiev, président du collège militaire musulman lors de la révolution d'Octobre pour qui « le peuple musulman tout entier constituait une classe défavorisée » (M. B., p. 238), et voyait « dans l'armée l'avant-garde de substitut pour un prolétariat absent » (O. R., p. 128). Amin écrivait de Taraki : « Notre grand dirigeant a découvert que, dans les nations en voie de développement, du fait que la classe ouvrière n'a pas encore développé sa force, il existe une autre force qui peut renverser le gouvernement féodal oppresseur, et cette force, ce fut l'armée en Afghanistan » (O. R., p. 114).

Une fois de plus, le drame de l'Afghanistan démontre que la révolution ne s'impose pas du sommet. Mais, dans l'échec du PDPA, il y a bien davantage : ces « communistes » n'ont qu'une « connaissance superficielle du marxisme, [un] manque total d'analyse de la situation concrète » (O. R., p. 113). On est frappé que, comme tant de « marxistes » occidentaux d'ailleurs, les dirigeants du PDPA caractérisent la société afghane comme « féodale », et donc la paysannerie comme « composée d'une masse de paysans exploités par une poignée de féodaux avec la complicité du clergé » (O. R., p. 114). D'où le raisonnement : « Il suffit de leur donner la terre d'un seul coup (réforme agraire) et de les "éclairer" (alphabétisation) pour que le soutien à la révolution soit définitivement acquis » (O. R., p. 114). C'était là faire abstraction des formes autonomes d'organisation – fort diverses – et de culture de cette paysannerie. A cela s'ajoute, comme on sait, l'absurdité de la manière dont cette réforme agraire fut appliquée. Partiellement réussie, dans un premier temps, dans les régions de grande propriété, ne réglant ni les problèmes du crédit, ni ceux de l'irrigation, ni ceux des réserves de semences, ni ceux du logement des paysans sans terres déplacés, ni ceux de la propriété moyenne, ni – bien entendu – de l'attachement général de la paysannerie à la propriété de la terre, ce qui pouvait paraître comme la mesure la plus juste du nouveau pouvoir fut la première cause de la levée en masse du pays contre lui, avant même les causes idéologiques qui n'étaient pas encore perçues.

Olivier Roy avance une hypothèse pour expliquer ce gâchis, si gros qu'il semble difficile qu'il ait pu être totalement inconscient. La réforme agraire aurait eu pour but de « casser les structures traditionnelles et non de créer une petite propriété viable ; dans un premier

temps, on prévoit l'instauration de coopératives qui regrouperaient les petits cultivateurs bénéficiaires de la réforme, conscients de l'impossibilité de rentabiliser seuls les exploitations. (...) Si la réforme agraire n'est pas une réforme collectiviste, elle semble nettement conçue comme première étape à une future collectivisation ; c'est pourquoi les dirigeants n'ont pas vraiment essayé de mettre sur pied un réseau de crédit bancaire efficace qui aurait risqué de stabiliser la petite propriété foncière. Seulement, il va de soi que les paysans qui ont accueilli favorablement la réforme préféreront, au moment du blocage, un retour en arrière plutôt qu'une fuite en avant » (O. R., p. 120). En somme un saut direct du système « médiéval » au socialisme, inspiré de la collectivisation forcée de Staline et de... Pol Pot, assez logique avec le refus de toute notion de révolution permanente et avec l'idée de possible « raccourci ». Ainsi, Amin déclarait : « Nous combattons pour déraciner le féodalisme de manière à entrer directement d'une société féodale dans une société exempte de l'exploitation de l'homme par l'homme » (discours aux étudiants le 1er février 1979, cité par O. R., p. 114).

Malheureusement pour les apprentis sorciers, l'opération se retourne contre eux, et même là où la réforme a été tentée, là où la simple arrivée de la commission de réforme n'a pas entraîné l'insurrection, dans les zones très limitées où elle a été réalisée, « si certaines demeurent des bastions du régime » et fournissent quelques milices du gouvernement actuel, « d'autres passent dans l'opposition armée quelques semaines après la réforme agraire » (O..R., p. 120), la saisie de la terre n'ayant été là que le début d'une activité révolutionnaire, mais tournée contre l'Etat, en tant qu'Etat dont les fins ne sont ni acceptées ni comprises.

De cette réforme agraire, O. Roy écrit qu'elle « n'a en fin de compte profité qu'à quelques groupes isolés qui deviendront milices locales. Du côté de la future résistance, si l'opposition à la réforme a renforcé l'intangibilité de la propriété foncière, elle a aussi amené les propriétaires à alléger les contrats (sauf au Hazaradjat [où la réforme n'a même pas connu un début de réalisation]) et la résistance à ne pas esquiver la question sociale » (O. R., p. 123).

L'alphabétisation, second volet de la transformation sociale accélérée, devait être « immédiate et totale : enfants, adultes, filles, femmes, vieillards devaient être alphabétisés en un an » (O. R., p. 123). Cette campagne avait d'ailleurs le soutien de l'UNESCO.

« L'opposition ne va pas porter sur le principe de la campagne (qui sera même plutôt bien accueillie en milieu urbain), mais sur la manière dont elle est conduite. D'abord, le comportement souvent autoritaire et arrogant des instructeurs, surtout quand ils agissent hors de leur région d'origine, heurte une société habituée à la hiérarchie et à la politesse. Ensuite l'obligation pour les vieillards d'assister aux cours les humilie profondément. La propagande choque les religieux. Surtout l'exigence de la participation des filles aux cours va déclencher la révolte. La nécessité de l'instruction féminine, contrairement à ce qu'on peut penser, n'est pas en cause ; seuls les milieux très traditionnalistes, et qui ne sont pas forcément religieux, s'y opposent ; par contre tous s'accordent à refuser violemment toute idée de mixité. Or, faute d'instructrices en nombre suffisant, le cours est assuré par un homme, venu, circonstance aggravante, de la ville – perçue comme le lieu de l'immoralité. C'est ça, et non le principe de l'alphabétisation, qui déclenche le refus » (O. R. p. 124). Roy conclut : « Ce n'est pas le principe des réformes qui a soulevé le peuple mais les modalités de leur application (avec la répression conséquente) ou les contradictions où des réformes mal conçues plaçaient la population paysanne » (O. R., p. 125).

La répression était le troisième volet de la politique du PDPA. « C'est de cinquante mille à cent mille personnes qui ont disparu en tout. » Destinée en principe à détruire l'encadrement de toute l'opposition potentielle, et avec un certain succès, elle a cependant – elle aussi – un effet inverse. Même en ville « où la population était plus réceptive à un changement, c'est la politique de répression aveugle qui a aliéné la population au régime » (O. R., p. 126). On sait par de nombreux exemples que toute politique de répression générale est effroyablement pourrissante. Michael Barry cite le commandant de la prison sinistre de Pol-é Tcharkhi, en 1978-1979, un déséquilibré mental comme tous ces régimes et politiques les multiplient, qui disait – phrase rapportée par tous les survivants du camp : « Nous ne laisserons qu'un million d'Afghans vivants, c'est suffisant pour construire le socialisme ! » (M. B., p. 263). De tels subalternes révèlent la monstrueuse pensée de

ce qu'on peut appeler le pol-potisme. Aussi, « au moment de l'invasion soviétique du 27 décembre 1979, les deux tiers du pays sont déjà passés à la dissidence » (O. R., p. 164).

Ce n'était pas la révolution sociale que portait le PDPA, c'était la tentative de construire un Etat bureaucratique de modèle stalinien par le sommet, c'est-à-dire les moyens militaro-policiers. L'Afghanistan prouve que cela n'est pas possible, en dehors de situations d'effondrement et d'atomisation d'un peuple, comme au Cambodge ou en Europe de l'Est à la fin de la guerre.

Une révolution prolétarienne était d'ailleurs impossible, non pas parce que le pays avait raté toutes ses tentatives de révolution bourgeoise, mais parce que là où le prolétariat est infime (vingt mille travailleurs de l'industrie légère, à peine plus de 0,1 % de la population) même en y ajoutant les paysans sans terre, on ne peut révolutionner la société contre la paysannerie, mais au contraire seulement en s'appuyant sur elle.

La politique de l'URSS continue-t-elle celle des tsars ?

Si le livre de Michael Barry présente l'historique le plus complet de l'Afghanistan, sa thèse du « Grand Jeu » force les faits et les documents pour les faire entrer dans l'unité des desseins des grandes puissances, et singulièrement de l'URSS comme double continuité de l'empire des tsars et du bolchevisme. Il représente fort bien le courant de pensée pour lequel l'invasion soviétique est la continuité méthodique de la poussée de l'empire russe vers les mers chaudes. Pour cette conception — quasiment dominante parmi les analystes de cette guerre — la politique des tsars est continuée par les bolcheviks puis par les staliniens, qu'il est d'usage de ne pas distinguer en dépit des faits les plus patents, et où il n'y aurait que des formes à peine diversifiées d'une même expansion slave.

Pour Barry, le soutien des bolcheviks aux intellectuels progressistes (les Djadids ou « Renouvelés ») des émirats de Khiva et de Bokhara contre les émirs n'est qu'une vaste opération politicienne pour parvenir... à leur liquidation entre 1938 et 1940, sous l'accusation de « déviationnisme nationaliste bourgeois » (« Sultan Galiev est l'un des derniers à être physiquement liquidé, en 1940 » — M. B., p. 240). Michael Barry semble ignorer que de telles accusations ou de pires, dans les mêmes années, marquaient la mort de toute l'avant-garde bolchevique.

Quand Barry cite Lénine, c'est pour faire la démonstration de sa « ruse ». « Votre pays, écrivait Lénine au roi Amanollah, le 27 novembre 1919, évoquant la possibilité d'une lutte commune russo-afghane contre les Britanniques aux Indes, est le seul Etat musulman indépendant du monde, et le destin donne au peuple afghan la grande tâche historique de rassembler autour de lui tous les peuples musulmans asservis pour les conduire sur la voie de la liberté de de l'indépendance. » Michael Barry commente : « C'est apparemment sans ironie qu'un dirigeant soviétique pouvait écrire une telle phrase en 1919. » Non seulement sans ironie, mais il suffit de se reporter à tout ce que Lénine a écrit dans cette période pour constater qu'il y a là le fond de sa pensée et de sa politique, telle qu'elle est exprimée devant les cadres communistes, dans son rapport de la commisssion nationale et coloniale, le 26 juillet 1920 (*Œuvres complètes*, t. 31, en particulier p. 250 et 251) et le 22 décembre de la même année au VIII[e] Congrès des soviets de Russie (*ibid.* p. 510). Plus intéressante encore, bien qu'écrite en quelques lignes, est sa lettre du 18 ou 20 juillet 1921 à Sultan Galiev (*Œuvres complètes*, t. 36, p. 558) où il répond par un net « oui » à la question : « Est-il indispensable qu'il existe de petites républiques autonomes au sein de la RSFSR en général, notamment la République tatare ? », et par un « encore pour longtemps » à la question : « Si "oui" pour combien de temps, autrement dit, jusqu'à la réalisation de quelles tâches et de quels objectifs ? ». Dans cet échange, c'est Galiev qui semble bien vouloir précipiter les rythmes et Lénine qui tempère et retient le mouvement, se montrant en particulier méfiant à l'égard du « courant lutte de classes » qui « vise à une différenciation de classe plus poussée de la population autochtone » auxquels Galiev voudrait voir accorder le « soutien sans réserves du PCR ». Si « ruse » de Lénine il y avait eu, elle aurait été là poussée bien loin.

Une telle lecture de l'histoire n'est pas sans conséquences. Elle amène Michael Barry à condamner l'orientation du règne d'Amanollah (1919-1929) dont le programme est foncièrement le même que ceux d'Atatürk et de Reza Shah : « faire basculer son pays d'une civilisation à une autre, occidentaliser les mœurs pour arracher son peuple à sa stagnation culturelle (...), supprimer le voile des femmes (...), substituer aux références islamiques une nouvelle idéologie, celle du nationalisme laïque fondée sur la communauté de langue » (M.B, p. 210). Cette politique d'appui sur l'URSS est pour Barry une erreur qui entraînera l'Afghanistan vers l'absorption par l'URSS. La même vision de l'histoire l'amène, sinon à nier, du moins à minimiser le rôle de l'Angleterre dans l'organisation de la chute de ce roi. C'est là une conception manichéiste de l'histoire, fort proche, en réalité, de celle, archaïque, qui en faisait le résultat des volontés heurtées des grands de ce monde.

Pierre Metge voit beaucoup mieux les choses quand il écrit : « Affirmer que les Soviétiques ont pleinement maîtrisé l'enchaînement des situations qui les ont conduits d'une position dominante relativement stable à la nécessité d'intervenir sous peine de voir un régime à leur dévotion balayé par un soulèvement populaire, trouverait ainsi qu'on l'a vu, une difficile confirmation dans les faits connus et dans les intentions exprimées. Voir donc dans les coups d'Etat de 1973, 1978 et 1979 les étapes, sinon rigoureusement programmées, du moins étroitement maîtrisées, d'exécution d'un plan d'absorption de l'Afghanistan ne paraît nullement confirmé par l'analyse de l'histoire politique et sociale du pays au cours des années soixante-dix. Si l'URSS a essayé de tirer parti, avec plus ou moins de succès, des actions et réactions de ses partisans et de ses adversaires, il est tout à fait douteux qu'elle se soit engagée de son plein gré dans le processus conduisant à l'affronte-

ment actuel. Les éventuels avantages qu'elle en tire ou en tirera ne sauraient à eux seuls témoigner de sa volonté initiale : en la matière, les intentions ne se déduisent pas toujours des résultats » (P. M., p. 75). Et plus bas : « Tout permet de penser qu'ils se sont trouvés dès mai 1978 pris dans un engrenage qui les a conduits moins de deux ans plus tard à leur première grande intervention militaire massive hors de leurs frontières depuis l'affaire tchécoslovaque de 1968. » Mais c'est bien davantage, puisque c'est leur première guerre « coloniale » menée contre un mouvement de libération nationale.

Engrenage

Engrenage signifie qu'une série d'effets se transforment en causes qui entraînent de nouveaux effets, et ainsi de suite. La logique d'un tel processus ne peut être saisie que dans la compréhension de la nature de la bureaucratie soviétique, des partis qu'elle contrôle et de leurs rapports mutuels. Malgré les ressemblances de langage entre bolcheviks et staliniens (qui fascinent Barry), leurs politiques sont inverses. Lénine et les bolcheviks appuyaient toutes les forces progressives des pays sous-développés dans une visée de révolution mondiale où il convenait de ne concéder aucun pouce de terrain aux manœuvres de l'impérialisme. Staline et ses successeurs, à partir de la théorie du « socialisme dans un seul pays » n'ont une vision stratégique de la « défense » de leur « bastion » qu'étroitement diplomatico-militaire. Ayant renoncé à la révolution mondiale, le rôle imparti à leurs partis inféodés ne consiste qu'à faire pression et à contrôler s'il se peut les régimes des pays où ils s'implantent. Leur but ultime est de mener les gouvernements de leur pays à l'alliance avec l'URSS et aux échanges économiques favorables pour elle. L'expansionnisme n'est pas une exigence du système de l'URSS, ce n'est qu'un sous-produit largement « subi » de son mode d'action international. Le cas de l'Afghanistan est, à cet égard caractéristique, non d'une stratégie parfaitement dominée, mais au contraire d'un enferrement en fonction de pentes qui entraînent la bureaucratie en aveugle.

Les faits qu'analysent Pierre Metge et Olivier Roy révèlent d'abord que le PDPA – sans doute le dernier-né des partis staliniens – n'avait aucun des caractères qui permettent de définir un parti prolétarien : ni enracinement de classe (et pour cause) ni véritable formation marxiste, ni stratégie communiste ; un significatif produit de la nature de ses géniteurs. Ses deux courants sont deux blocs hétérogènes d'aventuriers politiques déracinés. « La plupart des têtes de file du Parcham appartiennent à la classe dirigeante : hautes sphères de l'Etat et de la cour (Karmal), grandes familles pashtounes, haute bourgeoisie de Kaboul » (P. M., p. 72-73). Dans le premier gouvernement Daoud, sous la monarchie, de 1953 à 1963, Karmal, fils de général, a été secrétaire général du gouvernement. Ce n'est que deux ans après, en 1965, que le PDPA est fondé. Mais ses deux groupes font scission en 1967 ! Le Khalq de Taraki et Amin a une base plus populaire que le Parcham. « Taraki est de milieu très modeste et Amin sort de la petite bourgeoisie. C'est chez les employés et les instituteurs, les semi-intellectuels, dans les petites villes de province qu'ils trouvent leurs partisans » (P. M., p. 73). Curieusement, les deux fractions sont surdéterminées par leurs appartenances ethniques et le système de clientélisme qu'elles impliquent. Si les deux groupements sont pashtounes par leurs dirigeants, par Karmal le Parcham est lié à la tribu royale des Dorrani, et cela n'est pas sans implication sur la recherche de la conquête du pouvoir par l'investissement de l'appareil d'Etat. Taraki et Amin sont de la tribu pashtoun Ghilzaï, exclue des sphères du pouvoir depuis le XVIII[e] siècle. Jusque dans la répression, ces appartenances entraînent des mansuétudes à l'égard des hauts personnages éliminés du pouvoir.

Très vite, les deux fractions ont en commun de chercher dans l'armée – comme on l'a vu plus haut – la force sociale de leur prise du pouvoir. Ceci fait d'un tel parti une formation d'aventuriers dont les référents idéologiques sont très secondaires par rapport à l'objectif de conquête du pouvoir pour le pouvoir, impliquant le « moyen » qu'est la dépendance, voire la soumission à l'URSS (dont il n'est même pas exclu que Babrak Karmal ait été l'agent avant même la fondation du PDPA).

Est-ce sous-estimer le fait de l'implantation populaire du Khalq ? Remarquons que le plus humble par l'origine de ses trois principaux dirigeants, Amin, est celui qui est allé le plus loin dans le pol-potisme

militaro-terroriste et que c'est lui qui a tenté, après les éliminations successives de Karmal, puis de Taraki, de s'émanciper de la tutelle russe. Pour quelle fin ? A coup sûr pas une fin titiste. C'est bien plutôt celle de Reza Shah en Iran – qui fonda la dynastie des Pahlavi – qui était sa perspective.

Après l'invasion, la nécessité même de faire face à la résistance de tout le pays soulevé n'a pas empêché les survivants des deux groupes de continuer à régler leurs problèmes à coups de revolver.

Le schéma de l'engrenage est donc le suivant : de longue date tombé dans sa « zone d'influence » par la fin de l'empire des Indes, la disparition du contre-poids anglais, et de l'incompréhension méprisante des Etats-Unis pour le rôle stratégique de ce petit pays, l'URSS a pu s'assurer une position économique très favorable en Afghanistan (ainsi le gaz est entièrement exporté en URSS par un gazoduc qui passe sous l'Amou Daria, et est payé à un prix de monopole inférieur aux cours mondiaux. Aujourd'hui ce paiement sert de couverture aux livraisons militaires... de l'invasion) et patiemment rechercher – selon sa diplomatie la plus constante – l'appui politique de ses gouvernements, largement aidée en cette voie par une assistance militaire et la formation de l'essentiel du corps des officiers dans ses écoles (« L'équipement de l'armée afghane est donc presque exclusivement d'origine soviétique, c'est une constante depuis la fin des années cinquante (...) Entre 1955 et 1970, sept mille officiers afghans avaient été formés dans un pays du Pacte de Varsovie, principalement en URSS, et seulement six cents aux USA (...) En 1979, on ne comptait pas moins de quatre mille militaires étudiant en URSS ou en Europe de l'Est » – P. M., p. 40-41).

Son but semblait supérieurement atteint avec l'abolition de la monarchie et la présidence-dictature de Daoud auquel le Parcham fournit nombre de ministres. Mais c'est précisément l'ampleur de cette « victoire » politique de l'URSS qui la rend fragile. Méthodiquement, Daoud élimine les membres du Parcham (P. M. p. 69) et cherche un équilibrage vers l'Ouest. L'implantation du Parcham et Khalq dans l'armée va cependant obliger Daoud, pour parvenir à ses fins, à écarter les uns après les autres ses encombrants soutiens.

« Le 18 avril 1978, Mir Akbar Khaïbar, l'ami fidèle de Babrak Karmal, est assassiné. L'identité de l'assassin reste inconnue jusqu'à ce jour. Est-ce Amin qui l'a fait tuer come le suggère le journaliste indien Kuldip Nayar ? Ou s'agit-il du premier meurtre d'une série par laquelle Daoud espère se débarrasser des dirigeants communistes comme tend à le penser l'Australienne Beverley Male, très proche du Khalq et de ses dirigeants par sympathie politique ? La suite des événements fait plutôt pencher pour la première hypothèse, car de tels meurtres continuent aujourd'hui entre rivaux du Khalq et du Parcham...

« Toujours est-il que, le 20 avril, les deux factions organisent pour ses obsèques une manifestation monstre : 10 000 à 15 000 participants, selon tous les observateurs. Un baromètre de l'influence communiste à Kaboul ou un prétexte de protestation populaire contre le régime répressif de Daoud ? La vérité tient un peu des deux. Venant en tête du cortège, les dirigeants du PDPA réunis crient des slogans accusant directement la CIA d'avoir assassiné Khaïbar » (M. B., p. 257).

L'ampleur de la manifestation inquiète Daoud qui se prépare à éliminer le parti capable de l'avoir suscitée. Mais il sera prévenu par le coup d'Etat militaire du PDPA réunifié (sous la pression extérieure, on s'en souvient) et des militaires partisans de l'alliance soviétique.

Le coup d'Etat a eu lieu le 27 avril 1978. Dès juin-juillet, le Khalq élimine du gouvernement les dirigeants les plus importants du Parcham. Si Karmal, grâce à ses protections en URSS, est seulement nommé ambassadeur à Prague, d'autres vont rejoindre toutes les autres oppositions dans les terribles camps de concentration. Vers la mi-août, un complot du Parcham est découvert où sont impliqués des officiers supérieurs. Les comploteurs sont exclus du parti en novembre (P. M., p. 71). Cette opération est à peine terminée que commence la lutte interne au Khalq, entre Taraki et Amin devenu l'homme fort du régime, parce qu'il est – comme il va de soi dans un parti stalinien – l'organisateur et le policier.

Rien à voir, dans tout cela, avec quelque lutte idéologique que ce soit. Rien de communiste dans ces luttes sanglantes qui vont provisoirement finir par les morts successives de Taraki, liquidé par Amin quand le premier revient de Moscou, se croyant fort de l'appui soviétique, puis d'Amin lui-même et le retour de Karmal porté par les baïonnettes des envahisseurs.

Si la bureaucratie soviétique a accepté et aidé le coup d'Etat d'avril 1978, ce n'était pas la préparation de l'invasion de 1979, mais l'utilisation des « forces nationales » dont elle disposait en Afghanistan pour passer d'un régime qui prenait ses distances avec elle à un régime de ses purs agents sur lesquels elle croyait pouvoir compter. Mais les bureaucrates ne prévoyaient ni le gâchis social qui allait lever tout le pays, ni – malgré leurs nombreuses expériences en ce domaine – le degré de pourriture de leur « parti » sur place. Comme toujours, la décomposition d'un appareil sans racines prend ses traits dans les pires aspects des traditions nationales : ici le tribalisme, le despotisme oriental et même – surtout chez Amin – l'intrépidité poussée jusqu'à l'inconscience (et l'ignorance) des véritables rapports de forces.

L'intervention russe elle-même ne se voulait pas invasion et engagement d'une guerre de conquête, mais liquidation d'une déviance et l'installation au pouvoir d'un gouvernement sûr et maniable par les simples pressions. On peut donner d'ailleurs, sinon en preuve, du moins comme indice probant, l'ouverture des prisons par Babrak Karmal, l'abandon des réformes honnies et les tentatives de ralliement des notables et religieux par des concessions tous azimuts.

Il était cependant trop tard. L'armée elle-même s'est dissoute : quatre-vingt mille hommes en 1978, elle n'en compte plus que trente-mille en 1979 (M. B., p. 266). La garnison de Hérat s'est soulevée en mars 1979, et l'Armée rouge est intervenue à partir de la frontière toute proche. « Le 5 août 1979, c'est la

garnison de Kaboul elle-même (...) qui se prononce contre le régime. Les officiers, pourtant tous formés en Union soviétique, veulent rétablir un gouvernement nationaliste, musulman et authentiquement neutre ; ils sont prêts à négocier le retrait des conseillers militaires soviétiques, à garantir l'ordre intérieur et le statut non aligné de l'Afghanistan. L'aviation soviétique intervient et bombarde Bala Hésar ; les mutins sont massacrés jusqu'au dernier. Ils formaient pourtant le dernier groupe capable de maintenir la cohésion étatique de l'Afghanistan et de négocier sur des bases acceptables un désengagement soviétique » (M. B., p. 265). Cet épisode éclaire deux choses : d'abord le fond de l'attitude des militaires qui ont soutenu le PDPA ; en l'URSS, ils voyaient d'abord la condition du neutralisme du pays. C'est ce qu'ils avaient « appris en URSS » ; mais c'était des nationalistes. D'autre part, les interventions russes étaient ponctuelles, et celle de décembre 1979 était dans la continuité de cette intervention de « réorientation ». Michael Barry tire de ces faits une conclusion opposée, mais rien ne la prouve. Au contraire. Le tournant qu'a marqué l'année de règne d'Andropov peut laisser à penser que plusieurs perspectives stratégiques peuvent s'affronter au sein de la direction russe : une stratégie qui a prévalu sous Brejnev et Tchernenko et qui privilégie les moyens militaires et dont la fin ne pourrait être que l'assimilation de l'Afghanistan ; une autre, tournée vers la recherche d'une solution diplomatique mais conservant à l'Afghanistan la tutelle soviétique.

Quelle perspective pour l'Afghanistan ?

Tous les observateurs sont d'accord : la guerre d'Afghanistan sera longue et son issue des plus incertaines. « Il n'y a aucune issue à court terme, ni même, vraisemblablement, à long terme, écrit P. Metge (p. 129). La seule perspective visible, c'est la guerre, la continuation de la guerre pendant de longues années encore. » Et Olivier Roy (p. 288) : « La guerre d'Afghanistan sera longue. Quel que soit son sort, on verra plus tard qu'elle ne marque pas une simple péripétie de l'expansionnisme soviétique, mais un tournant qualitatif. De cette guerre apparemment locale, comme l'ont été les guérillas du Caucase pendant près d'un siècle, elle deviendra peut-être le symbole d'un nouveau type de guerre populaire, qui ne prend pas son modèle dans un marxisme plus ou moins adapté, mais marque une rupture définitive entre soulèvements populaires et fascination pour l'URSS. »

Rien de cette guerre « coloniale » n'est en effet semblable aux prédédentes et aux actuelles en cours, par exemple en Amérique centrale. D'abord parce que c'est la première où un peuple entre en lutte pour sa libération nationale, non contre une puissance coloniale ou néo-coloniale capitaliste, mais contre l'URSS. De ce fait, « la résistance afghane est isolée sur le plan international ». Aucune force internationale ne constitue sa base arrière. Olivier Roy consacre un chapitre à faire le point de cet isolement et nous lui empruntons quelques-unes de ses conclusions : « La résistance afghane n'a pas éveillé en Occident de mouvement militant de soutien, faute de partager ou d'évoquer une valeur universelle commune, dans une perspective et non simplement éthique » (p. 275-276) ; « on n'observe guère qu'en France un mouvement d'opinion favorable à la résistance » (p. 284) ; « la mouvance islamiste participe bien d'un mouvement militant qui agite le monde musulman : le revivalisme islamique. Si ce revivalisme n'a pu constituer un véritable mouvement populaire et politique de soutien, c'est qu'il est lui-même en crise, faute d'avoir pu clarifier sa relation aux régimes en place et digérer la révolution iranienne. (..) L'Arabie Saoudite et les pays du Golfe se méfient des mouvements islamistes trop politisés qui pourraient contester la légitimité des régimes de la région (....) Les liens entre les islamistes modérés et les associations purement religieuses sont étroits et se font par l'intermédiaire du Jama'at pakistanais, qui a de solides appuis en Arabie Saoudite, et d'organisations comme le Conseil islamique, basé en Angleterre, dont Ben Bella fait partie. Ces différents organismes soutiennent verbalement la résistance afghane qui n'entretient pas de liens directs horizontaux avec les mouvements islamistes nationaux à quelques exceptions près » (p. 276) ; « Depuis l'invasion soviétique, la résistance islamiste évite de se compromettre avec des mouvements qui contesteraient des régimes a priori favorables à sa cause (comme la Tunisie). Un soutien d'Etat vaut mieux qu'un soutien purement verbal d'organisations aux contours assez flous » (p. 277) ; « la hantise du Pakis-

tan a toujours été de voir la résistance afghane se palestiniser et compenser une inefficacité sur le terrain par la création d'un Etat dans l'Etat au Pakistan, appuyé sur une armée recrutée parmi les réfugiés, et agissant de manière autonome sur la scène internationale. La politique pakistanaise jusqu'en 1983 s'est fondée sur trois principes : 1. Contrôler l'approvisionnement en armes de la résistance et le maintenir dans des limites ne risquant pas d'entraîner une réaction violente des Soviétiques ; 2. Ne pas favoriser l'émergence d'un gouvernement afghan en exil, donc entretenir la division de la résistance ; 3. Se réserver l'initiative politique » (p. 278). « L'Arabie Saoudite n'a pas de politique afghane. Certes, elle soutient pleinement la résistance, politiquement et financièrement. Mais (...) distribue l'argent plus en fonction du niveau de ses interlocuteurs en arabe classique que de leur représentativité sur le terrain » (p. 281) ; « l'Iran n'aide pas la résistance afghane. La seule aide matérielle, faible au demeurant, va aux groupes chiites reconnaissant la ligne de Khomeiny » (p. 282) ; « le président Sadate a été le seul chef d'Etat arabe à revendiquer une aide militaire à la résistance afghane. (...) Il était assassiné quelques jours après ; depuis, l'Egypte ne livre plus d'armes à la résistance afghane. Les pays du Golfe s'alignent sur l'Arabie Saoudite » (p. 284) ; « Les USA, où les royalistes restent influents, ne voient pas l'intérêt de promouvoir politiquement la résistance afghane : comme souvent, ils voient les choses de manière strictement technique (les problèmes militaires) et symboliques (trouver un représentant présentable de la résistance, même s'il est fantoche), mais l'idée qu'une guérilla a avant tout besoin d'une organisation politique leur échappe. Cependant, après le vote de la résolution Tsongas du 4 octobre 1984 par le Congrès, le soutien américain à la résistance semble se renforcer » (p. 286).

Cette aide américaine, qui atteindrait 250 millions de dollars, soit 80 % des dépenses annuelles de la CIA pour ses opérations secrètes, serait cependant, selon M. Wilson, le membre démocrate du Congrès qui a mené la lutte pour les obtenir, composée de fournitures et de munitions de seconde main et très insuffisante en quantité. La CIA refuserait de fournir des missiles anti-aériens basés au sol, neufs et sophistiqués, mais seulement des canons anti-aériens. C'est qu'il ne s'agit pas pour les Etats-Unis de permettre à la résistance d'emporter des succès importants mais simplement d'entretenir le cancer au flanc de l'URSS. Et atteignent-elles ce même but ? A qui vont ces armes ? Selon le chef du Jamiat-é Islami, le professeur Rabbani, elle est gaspillée et n'est pas distribuée aux organisations représentatives de moudjahedines. Elle irait essentiellement aux fondamentalistes, c'est-à-dire au Hezb-é Islami de Hekmakyar qui, on le sait, se bat plus contre les autres formations de résistance que contre les Russes.

A l'isolement de la résistance, il faut ajouter ses faiblesses internes. La plus importante est sa division. Là encore, c'est Olivier Roy qui en établit le mieux le bilan, les causes et les difficultés de résolution.

L'islam n'est pas une idéologie unifiante suffisante. La résistance n'a ni unité politique, ni unité nationaliste. Ce qui ressort d'abord du travail d'Olivier Roy, c'est à quel point nous avons vécu en Occident, et en particulier en France, sur des mythes quant aux rapports sociaux afghans, à l'organisation politique du pays et à celle de la résistance.

Si la résistance a réellement été spontanée, les organisations sont cependant nées en même temps qu'elle. Les partis dits de Peshawar ne sont pas des partis au sens occidental du terme, découpant le pays tout entier selon des lignes horizontales de classes et d'idéologie, mais des organisations qui reflètent la division verticale en zones ethniques et religieuses et dont la plupart ne sont que des distributeurs de l'aide, surtout en armes, que les résistants doivent eux-mêmes venir chercher et qui leur sont attribuées selon les principes du clientélisme et non de l'importance stratégique de leur zone de combat.

L'histoire de ces partis, de leur implantation, de leur évolution, de leurs alliances et ruptures ne peut être résumée ici. Elle est trop complexe, et qui voudra la connaître devra se reporter au livre d'Olivier Roy. Ce qui doit retenir, c'est surtout la poussée du Jamiat-é Islami, le parti islamiste d'implantation d'abord tadjik, dirigé par le professeur Rabbani (qui fut reçu par François Mitterrand) et dont Massoud, le prestigieux commandant de la vallée du Panjshir, est le héros ; ainsi que le rapprochement tendanciel de ce parti avec le Hezb-é Islami scissionné de Khalès, tandis que le Hezb-é Islami de Golbuddin Hekmakyar commence à perdre importance et terrain comme prix de son criminel sectarisme.

Un autre mythe, sur lequel nous avons trop vécu, est celui de l'importance des deux partis d'origine maoïste, le SAMA et le front Modjaheb. Urbains à l'origine, et ayant joué un rôle important dans les premières manifestations de Kaboul en février puis mai 1980 (O. R., p. 164) et tout au plus quelques centaines, ils sont « en butte à la haine de leurs propres compatriotes tout en étant victimes d'une répression particulièrement féroce ; l'URSS [mesurant] tout le danger politique que représente pour elle une contestation marxiste, fût-elle le fait de quelques dizaines d'individus » (M. B., p. 246). En mai 1980, Karmal a fait exécuter le dirigeant du SAMA, Madjid Kalakani. Les militants ont été obligés à la clandestinité dans les campagnes, du fait du discrédit de la notion même de marxisme, et, au-delà de leurs implantations ponctuelles, les fronts où ils ont eu des fonctions de direction semblent bien avoir disparu, aussi bien dans le Nimrouz (à l'extrême sud-ouest de l'Afghanistan) qu'à Kalakan (au nord de Kaboul) et non sans avoir, eux aussi, connu l'autodestruction au travers de rivalités internes (cf. O. R., p. 192-193).

Des partis « islamiques », Olivier Roy remarque qu'ils « sont victimes du même mal qui a miné l'Etat afghan et même le gouvernement de Kaboul : le tarraudage par les qawm » (p. 167), c'est-à-dire les « groupes de solidarité, dont le fond sociologique varie : cela peut être un clan (en zones tribales), un village, un groupe ethnique, une famille étendue, un groupe professionnel ». Cela se reflète jusque dans l'activité des groupes

de combat et de leurs comités qui répugnent à déborder ces zones de solidarité dans leur action.

La physionomie de la résistance est ainsi bigarrée. A une extrémité, le Hazaradjat (dont la réputation a fait également l'objet d'une véritable réputation mythique dans l'opinion européenne), avec sa Shura, dans laquelle on a pu voir une sorte de « soviet ». La réalité de ce « gouvernement provincial » est tout autre, voire inverse. Il reproduit en petit le pouvoir d'Etat avec tous ses défauts et ne subsiste que parce que l'« Afghanistan utile » des Soviétiques passe autour de la province, ceinturée de fronts dormants, et abandonnée à son pourrissement ainsi qu'aux opérations de rognage des khomeinistes. A une autre extrémité, dans la zone brûlante de Kandahar, au contraire, la résistance divisée peut présenter le phénomène étrange de fronts juxtaposés. (A l'heure où nous écrivons, il semble ressortir d'une dépêche que c'est dans une certaine unification que les fronts feraient face en ce moment à une offensive soviétique.)

Seuls les fronts du Jamiat, et surtout le célèbre front du Panjshir tenu par Massoud, ont une dynamique de guérilla moderne et unificatrice.

L'ouvrage d'Olivier Roy, qui présente le plus complètement les faiblesses de la résistance, est pourtant celui qui dégage les éléments les plus optimistes.

L'URSS joue le temps et le pourrissement, ayant découpé cet « Afghanistan utile » (plaines du Nord, où se situe l'industrie ; lignes de contact avec l'URSS, zone de Kaboul et grandes voies asphaltées vers le sud et l'ouest), délaissant le Hazaradjat et quasi toute la frontière iranienne, et porte ses efforts militaires sur les lignes de contact de la résistance avec le Pakistan, afin de tenter d'étouffer les maquis.

Mais ce n'est pas là une partie gagnée d'avance. Le pays s'est installé dans la guerre, même économiquement (le Hazaradjat vivrait mieux qu'avant, ce qui ne va d'ailleurs pas sans risques d'ensommeillement) ; la résistance a plus de volontaires que d'armes ; le guerrier traditionnel de la *djihad* tend à se transformer en guérillero professionnel ; la terre brûlée elle-même a enlevé aux combattants le souci des civils : on se bat plus librement ; Massoud a fourni un modèle qui déborde les cloisonnements traditionnels, à la Mao pourrait-on dire, avec mobilité, retraits devant les grands déploiements de force et contre-attaques sur les points faibles de l'adversaire. Les plus grandes offensives sur le Panjshir ont coûté de lourdes pertes aux Soviétiques, de très faibles aux résistants.

C'est que l'armée soviétique n'a plus de rouge que le nom. Ses troupes sont lourdes, non motivées, soldats et même officiers n'ont aucune initiative. Seuls les parachutistes sont dangereux pour les résistants, mais les deux divisions sur huit que possède l'URSS ne sont pas suffisantes, il paraît quasi impossible qu'il en soit engagé plus. Enfin, cette armée connaît le pourrissement classique consécutif à toute guerre coloniale.

Le temps ne jouera donc pas nécessairement contre la résistance. Il peut même jouer à l'envers, si les processus unificateurs se développent et si la plaie que l'URSS s'est ouverte elle-même à son flanc sud supure dans ses zones musulmanes, voire au-delà. De même que les invincibles USA ont connu la première défaite de leur histoire contre les guérilleros du Vietnam, l'URSS risque là sa première défaite militaire « depuis la malheureuse expédition militaire de 1920 » (P. M.). Les risques de l'aventure pourraient fort bien la faire déboucher sur le contraire de ce qui l'a motivée ; et il n'est pas exclu que la bureaucratie du Kremlin se rende déjà compte qu'elle s'est engagée dans une impasse.

Cela peut-il ouvrir la voie à une négociation ?

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, plus successeur d'Andropov que de Tchernenko, amène tous les observateurs à s'interroger. D'entrée de jeu, il a parlé très fort au Pakistan et de nouvelles violentes offensives sont engagées dans la vallée de la Kunar (principale voie d'accès avec le Pakistan), autour de Kandahar et au nord de Kaboul. De là à en tirer la conclusion que la ligne dure et militaire se poursuit, il n'y a qu'un pas... dont il ne nous semble pas évident qu'il faille le franchir. En effet, il est assez conforme à la politique de la bureaucratie de tenter d'intimider, voire de terroriser l'interlocuteur avec lequel elle se sent obligée de traiter[4].

Mais négocier quoi ? « Qu'est-ce qui est négociable dans le conflit afghan ? demande Olivier Roy : « Pour la résistance, tout, sauf le maintien d'un régime communiste à Kaboul. Pour les Soviétiques, beaucoup de choses, sauf la disparition d'un régime communiste à Kaboul » ; et d'énumérer les « scénarios » « qui permettraient à l'URSS de conserver uniquement ce qui l'intéresse, sans renoncer explicitement au dogme de

l'irréversibilité du socialisme. L'hypothèse maximaliste, c'est le maintien à tout prix d'un régime comme celui de Babrak (régime dit de "front démocratique" qui permet tous les ajustements de façade) ; l'hypothèse basse, c'est la mise en place d'un gouvernement de type royaliste, avec maintien de ministres communistes et de bases soviétiques, ce qui aurait pour effet de diviser la résistance en deux et de transformer en guerre civile une agression extérieure ; l'hypothèse moyenne est celle d'une partition de fait du pays, le long de l'Hindou-Koush, le Nord étant progressivement incorporé à l'URSS, et le Sud constituant un no-man's land tribal, facteur de déstabilisation du Pakistan » (p. 287).

Les intentions des hommes du Kremlin sont une chose. Ils ne sont heureusement pas les maîtres de l'histoire, et bien des facteurs peuvent encore jouer dont des facteurs internes à leur empire, colosse dont les pieds ne sont pas aussi solides qu'on le croit assez couramment. Et Olivier Roy a encore raison de conclure son livre en écrivant : « En 1918, les bolcheviks étaient dans "le sens de l'histoire". Aujourd'hui, l'empire s'étend mais il s'essouffle. Il faut voir la guerrre dans une perspective historique, qui va au-delà des montagnes et des déserts où des hommes ont décidé de lutter avant même de s'interroger sur leurs chances de succès. »

Quelle ligne pour les marxistes révolutionnaires ?

La nature de cette guerre ne pouvait permettre à l'extrême gauche révolutionnaire de se développer dans le pays, mais les détours de l'histoire réservent toujours des surprises.

L'extermination ou l'exil du personnel politique des classes dirigeantes d'hier, l'émigration de la grande masse des grands propriétaires terriens, la nécessité de la réorganisation économique et sociale à l'intérieur de la guerre modifient profondément l'Afghanistan qui est poussé brutalement hors de son isolement séculaire.

Cette lutte de libération nationale n'est semblable à aucune autre. Là, pas de rôle politique d'un corps de religieux comme en Iran, pas de parti unique avec programme et idéologie, et l'islam – au contenu si vague – comme seule idéologie unifiante. Toutefois, un esprit national naît dans le feu, et surtout cette guerre est au plus haut point celle du peuple. Olivier Roy insiste sur ses traditions démocratiques profondes et remarque qu'après tout le pluripartisme a ses côtés positifs d'exacte représentation des différences. De la même façon, Pierre Metge se demande « ce que vaut le mode d'organisation en parti unique et si son efficacité n'était pas, partiellement au moins, liée au type d'alliance qu'il permettait avec l'Etat soviétique précisément. On peut se demander également si la révolution iranienne, dans sa phase ascendante, et le mouvement polonais n'ont pas annoncé une autre manière de poser la question du pouvoir et, partant, un autre mode d'organisation dans une lutte pour l'indépendance qui vise avant tout une forme spécifique d'existence politique » (p. 130).

Si la bureaucratie soviétique recule devant le génocide qui seul pourrait en finir avec ce peuple – et elle reculera, car les conséquences en seraient trop graves pour elle – il ne sera pas aisé de le plier après cette épreuve à un quelconque régime répressif, se recommanderait-il d'une tradition nationale. L'évolution que les classes dominantes et le parti stalinien n'ont pu imposer par le haut, le peuple afghan s'y engage à sa manière, au travers de sa guerre de libération nationale.

On ne saurait être marxiste et se laisser prendre au piège des mots. « Socialisme », « communisme », « marxisme » ne sont que des masques dérisoires et grinçants quand on les applique à l'URSS, à ses bureaucrates et à leurs objectifs. En Afghanistan, l'URSS mène une guerre qui ne comporte pas un gramme d'élément positif de son côté. La défense du droit de ce peuple à disposer de lui-même, au contraire, non seulement s'impose aux marxistes révolutionnaires comme un principe fondamental, mais encore est un gage donné à son progrès social.

Nous avons dans le passé défendu des peuples en lutte pour leur libération nationale et dont les directions étaient rien moins que révolutionnaires, de l'Ethiopie du Négus se défendant contre l'Italie fasciste, jusqu'au Maroc de l'Istiqlal contre notre propre impérialisme « démocratique ». De même aujourd'hui, contre les gangsters de la contre-révolution stalinienne, et sans engagement politique envers ceux qui dirigent ou sont les représentants politiques de ceux qui mènent les luttes en Afghanistan, nous en défendons sans condition les combattants, car l'avenir véritablement socialiste et communiste du monde passe, sans qu'ils en soient conscients, dans cette zone du monde, par la lutte qu'ils mènent pour leur liberté.

1. Editions Flammarion.

2. « Cahiers d'études stratégiques » n° 7, CIRPES (Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques. Groupe de sociologie de la défense de l'école des hautes études en sciences sociales, 54, bd Raspail. 75006 Paris.

3. Collection « Esprit », Le Seuil.

4. Cf. Défis afghans, n° 4, revue d'information et d'analyse éditée par le bureau international Afghanistan (en particulier, dossier « Que veut l'URSS »).

La Chine à l'heure du « renversement des verdicts »

Economie et contradictions dans la société de transition

Pierre Rousset

Le 20 octobre 1984, le comité central du Parti communiste chinois a adopté une longue résolution sur la réforme du système économique en vigueur dans le pays[1]. C'est un document important à plus d'un titre. Il annonce une nouvelle étape dans les mesures de libéralisation économique, centrée cette fois sur les zones urbaines. Il présente des éléments de bilan sur les problèmes auxquels la Chine a été confrontée depuis la libération de 1949. Il introduit un certain nombre de débats de fond sur l'économie de la période de transition. Il exprime par bien des aspects le credo de la direction actuelle du PCC.

La réforme économique actuellement en cours a débuté fin 1978. Elle s'est longtemps attachée avant tout au secteur agricole, d'une part, et à la modification de la politique envers les investissements étrangers, d'autre part. Selon les termes de l'économiste Huan Xiang, ce n'est qu' « après six ans de discussions et de pratiques » que les « grandes lignes d'une réforme d'ensemble » ont été élaborées[2]. C'est cette politique d'ensemble qui commence à être systématisée dans la résolution du 20 octobre 1984.

L'article qui suit ne prétend ni offrir un panorama effectif de la situation qui prévaut aujourd'hui en Chine, ni donner des réponses aux nombreuses questions que soulève l'évolution de la politique économique chinoise. Ses objectifs sont beaucoup plus modestes.

La Chine vit depuis l'élimination de la « bande des quatre »[3] à l'heure du « renversement des verdicts ». Ce qui était chanté hier est bien souvent dénoncé aujourd'hui, comme la commune rurale de Dachai, brandi en exemple pour tous les paysans du pays pendant des années pour avoir transformé une zone pauvre et difficile en un jardin miraculeux, mise en cause aujourd'hui pour escroquerie. A l'image d'Epinal d'hier sur la situation en Chine s'oppose maintenant une contre-image qui manque souvent, elle aussi, de nuance. Depuis 1949, la Chine a connu des bouleversements successifs et profonds. C'est un pays-continent et il semble fort difficile – même au véritable spécialiste – de faire le point de la situation réelle et de juger des résultats effectifs de telle ou telle politique de développement, de tel ou tel conflit de ligne au sein de la direction du PCC.

Tout cela rend la tâche du non-spécialiste particulièrement ardue. Mais l'intensité des conflits politiques qui ont secoué le régime chinois depuis une vingtaine d'années a provoqué la mise à jour d'une masse de documents et d'informations qui – sans répondre à bien des questions – éclairent certains enjeux essentiels et mettent en relief certains grands problèmes de la transition. Les documents publiés par les Gardes rouges durant la Révolution culturelle[4] sont une mine pour étudier ce que fut la politique de Mao après la victoire de 1949 et lors, notamment, de crises précédentes comme celle des Cent Fleurs[5] en 1957 et du Grand Bond en avant[6] à la fin des annés cinquante. Par contre, les jugements portés par la direction Deng Xiaoping sur le « gauchisme » périodique de Mao et sur les conséquences désastreuses de la Révolution culturelle donnent un éclairage critique indispensable à l'analyse du maoïsme au pouvoir.

Si bien des points essentiels de l'histoire du Parti communiste chinois et de la Chine elle-même restent encore obscurs[7], il est possible d'aborder plus systématiquement que par le passé un certain nombre de *grands problèmes* de la transition en Chine. Et ce faisant, d'inviter à un effort renouvelé de réflexion collective sur les problèmes de la transition, tout particulièrement pour les pays socio-économiquement arriérés qui doivent toujours faire face à la puissance économique et militaire de l'impérialisme.

1. Remettre les problèmes contemporains en perspective

La Chine décollectivise. Le marché est remis à l'honneur. L'Occident en conclut à « l'échec du socialisme » : les communistes eux-mêmes ne doivent-ils pas reconnaître l'efficacité irremplaçable du capitalisme ? C'est simplifier à outrance le bilan que tirent de leur expérience les dirigeants chinois. Mais surtout, c'est ignorer volontairement ce que la révolution a apporté à la Chine. Or, si l'on discute des problèmes de développement à long terme, il est indispensable de remettre les difficultés présentes en perspective historique.

Il est maintenant évident que la Chine révolutionnaire n'a pas résolu tous les problèmes hérités de l'ancienne société. Tout particulièrement, le sous-développement n'a pas été éradiqué. Mais *était-ce possible* en l'état actuel du monde ? On reviendra sur cette question. Il est de même évident que la société chinoise post-révolutionnaire a produit ses propres contradictions qui ont provoqué l'ouverture de crises profondes et successives. Mais là encore, il faut se demander dans quelle mesure un développement « harmonieux » de la transition, sans contradictions sociales dangereuses et sans modifications régulières des orientations politico-économiques, est possible. Cette question est tout particulièrement aiguë pour les pays qui s'engagent dans la transition avec une structure socio-économique très arriérée. On touche ici à l'un des problèmes de fond que cet article veut soulever ; problème qui a d'ailleurs été explicitement traité par Mao Zedong.

Mais pour aborder plus concrètement ces questions, il faut commencer par rappeler ce que la révolution de 1949 a signifié, pour la population et pour la société.

La production agricole a plus que doublé depuis la révolution. Il faut mesurer cet acquis à l'aune de la croissance démographique (la population a presque doublé), ce qui veut dire que la production agricole en

volume par tête d'habitant n'a augmenté que trop faiblement. De source gouvernementale actuelle, on estime que de 1953 (début du premier plan quinquennal) à 1980, la valeur globale de la production industrielle et agricole a été multipliée par huit, le revenu national par quatre et le niveau de vie par deux.

Mais il faut aussi mesurer le progrès à l'aune des difficultés objectives du pays. La Chine occupe un espace de près de 10 000 millions de kilomètres carrés, soit l'Europe *géographique* tout entière. L'immensité est un problème en lui-même. Mais *la Chine, c'est avant tout près du quart de la population mondiale sur 7 % des terres cultivées,* car une grande partie du territoire est extrêmement difficile à mettre en valeur. C'est aussi un pays menacé par les calamités naturelles (sécheresses, inondations...) alors que la base industrielle et la technologie héritées de l'ancien régime sont particulièrement étroites.

Une base industrielle nouvelle a été constituée en Chine. La dépendance directe vis-à-vis des puissances impériales a été durablement brisée, sur le plan politique comme sur le plan économique. Il y a plus, ici, que des chiffres de production. Il y a l'orientation de la production (pour le pays lui-même plus que pour l'exportation). Il y a une dignité nationale reconquise. Et une dignité populaire : le statut de l'ouvrier n'est pas le même que dans les sociétés capitalistes, ce qui s'illustre en Chine, notamment, par le fait que les enfants de cadres peuvent être « placés » à l'usine. Enfin, le pays a connu un véritable processus de modernisation sociale. La ville et le village n'ont plus le même visage.

D'autres pays du tiers monde ont connu une croissance économique et un processus de modernisation ? C'est exact. Mais peu de pays comparables par la nature et l'ampleur des problèmes y ont répondu avec la même efficacité relative. L'Inde, sur le plan industriel par exemple, est effectivement l'un des pays du tiers monde les plus développés. Mais l'évolution de la condition populaire est bien différente d'en Chine. Cela s'illustre par le degré de pauvreté massive dans les villes et les campagnes, mais aussi par le maintien de fait de statuts de castes, surtout celui des « intouchables » qui restent les parias de la société.

L'Asie orientale est la région du monde où la révolution socialiste affiche la plus longue continuité, de la Chine au Vietnam. C'est aussi une région marquée par le développement capitaliste contemporain avec le Japon, mais aussi certains pays du tiers monde. La Corée du Sud est le plus important de ces derniers pays. Mais les conditions du développement de ce pays (comme de Taïwan) sont très particulières : relative petitesse, aide massive au développement de la part de l'impérialisme du fait des enjeux géo-stratégiques (bloquer la révolution asiatique), et non seulement intégration sous des formes nouvelles à une division internationale du travail mouvante. La Corée du Sud, soit dit en passant, est maintenant prise en exemple par les apologues du « libéralisme » économique. L'histoire de l'industrialisation de ce pays est pourtant bien éloignée du schéma « libéral » : nationalisation autoritaire des biens impérialistes (japonais...), éléments de réforme agraire, dirigisme étatique extrêmement serré, création volontaire de situations de monopoles, utilisation de l'Etat comme canal d'accumulation national, protectionnisme fréquent, etc.

Mais en Corée du Sud aussi, le mode de développement a eu des implications différentes d'en Chine sur l'évolution de la condition populaire : durée hebdomadaire du travail industriel qui peut atteindre les soixante-dix heures, répression sévère de l'organisation syndicale élémentaire, utilisation économique et politique du licenciement, etc. Et le pays est resté profondément dépendant de l'impérialisme sur le plan politico-militaire alors qu'il s'intègre structurellement à la division capitaliste internationale du travail.

Il est impossible de faire ici une analyse comparée des implications, pour la population et la société, des modes de développement mis en œuvre en Chine et dans des pays comme l'Inde ou la Corée du Sud. Mais il importe de souligner trois données fondamentales :
– La révolution a été nécessaire pour répondre aux contradictions les plus explosives de l'ancienne société.
– Cette révolution a apporté des choses fondamentales à la population (condition matérielle, condition sociale, dignité nationale et populaire). C'est ce qui explique pour une bonne part la stabilité du régime, par-delà ses crises successives.
– Les contradictions nouvelles de la société chinoise sont profondes, mais elles sont de nature différente des contradictions qui minaient l'ancienne société, comme de celles à l'œuvre dans les pays capitalistes du tiers monde. Le paysan a affaire au bureaucrate, mais plus comme hier à l'usurier-commerçant-propriétaire ; de même que l'ouvrier qui ne fait plus face au patron-propriétaire de l'usine et maître de la main-d'œuvre. Le gouvernement chinois se tourne à nouveau vers l'Occident. Mais après avoir gagné une indépendance réelle et avoir brisé le contrôle interne que l'impérialisme exerce d'habitude sur la structure sociale et économique d'un pays dominé.

Tout cela ne signifie pas que du passé le pays a fait table rase. L'héritage culturel, la tradition confucéenne, les mentalités forgées au cours d'une histoire longue, par exemple, restent des traits qui influencent bien des aspects de la vie sociale et politique. Ils conditionnent de même, pour une part, les possibilités économiques[8]. Mais si le passé reste présent, il opère dans le cadre d'une société nouvelle dont il faut analyser les problèmes propres.

2. La réforme actuelle dans l'histoire du Parti communiste

On n'abordera qu'incidemment, dans cet article, la théorie de la transition elle-même. On insistera surtout sur les conditions d'application d'une politique économique et sur les contradictions multiples auxquelles elle doit répondre. En commençant par situer les réformes actuelles dans l'histoire du PCC.

La réforme en cours. La réforme économique en cours est officiellement justifiée par des arguments de deux ordres : il faut corriger des erreurs d'orientation du type généralement « gauchiste », d'une part ; et il

faut, d'autre part, adapter le système économique à l'étape actuelle de développement de la société chinoise : des mesures valables auparavant répondraient de moins en moins aux besoins présents, la rigidité du système antérieur est devenue une entrave au développement des forces productives.

La critique porte avant tout sur les points suivants :

– A la suite du premier plan quinquennal (1953-1957), une planification fortement centralisée a été mise en place. Utile hier, ce système ne peut répondre à la complexité croissante de la vie économique, produite par le développement même des forces productives.

– Un certain nombre de dangereux défauts découlent de ce type de centralisation. Les frontières entre les fonctions de l'Etat et celles des entreprises ne sont pas nettes et l'intervention de l'Etat interfère négativement avec les exigences économiques. L'entreprise ne bénéficie pas d'une autonomie suffisante face aux divers départementaux gouvernementaux : « tout vient d'en haut ». On n'accorde pas une attention suffisante à la production marchande, à la loi de la valeur et au rôle du marché. Il y a un égalitarisme excessif dans la répartition des revenus si bien que les entreprises « mangent dans la grande marmite de l'Etat » (qui couvre les déficits) tandis que les ouvriers « mangent dans la grande marmite de l'entreprise » (les salaires n'étant pas fonction des résultats collectifs ou individuels). Les rapports entre les divers modes économiques (étatiques, collectifs, familiaux) sont irrationnels. Le fonctionnement du système est trop uniforme alors que la situation en Chine varie beaucoup suivant les régions.

– La conséquence de ces défauts serait une démobilisation des travailleurs qui, cercle vicieux, nourrirait à son tour l'hyper-centralisation économique.

Les mesures de réforme prises ont commencé dans les campagnes où s'est rapidement répandu le « système de responsabilité dans la production, avec la famille comme unité de production » : la terre, qui reste propriété de l'Etat, est confiée au paysan par contrat. Cela signifie le démantèlement de l'ancien système « de propriété à trois échelons [la commune, la brigade et l'équipe de production], avec l'équipe de production comme unité de base » (cette dernière regroupant toujours plusieurs familles). L'organisation centralisée de la main-d'œuvre et de la distribution des revenus est abolie.

La commune populaire, dont la taille – importante – a varié suivant les périodes, était une structure clef. Elle matérialisait en effet la combinaison des pouvoirs administratifs et économiques et elle devait se subordonner les échelons inférieurs (la brigade). Les anciennes fonctions administratives de la commune sont maintenant dévolues au gouvernement du canton qui devient la structure administrative de base. La commune n'est plus qu'un organisme économique. La brigade de production (qui correspond maintenant au village : elle a été plus grande) n'est plus subordonnée à la commune.

Les paysans ont dorénavant le droit d'acheter des tracteurs, des camions et d'autres outils importants de production. Ils peuvent dorénavant se livrer au transport à grande distance. Le nombre de produits agricoles pour lesquels l'Etat bénéficie d'un monopole d'Etat est considérablement réduit. Une autonomie plus grande est accordée aux paysans dans la production.

La structure de la production doit changer de façon à accroître la spécialisation et la commercialisation dans l'agriculture, l'élevage et la pêche. L'industrie rurale, le commerce, les transports, le secteur des services doivent se développer. L'objectif est de mettre graduellement en place « une structure de production diversifiée » et d'inciter l'agriculture à « évoluer vers une production commerciale à grande échelle ».

Le poids des villes rurales doit augmenter, tant sur le plan économique que sur le plan administratif. Elles ont maintenant juridiction sur les districts. L'objectif est de multiplier « les échanges économiques, techniques et culturels entre villes [ici rurales] et campagnes ».

La possibilité pour les paysans de réaliser de « gros profits » doit accentuer leur « ardeur au travail » et leur « esprit d'initiative ».

Dans le secteur de l'industrie urbaine, la réforme est plus récente et « beaucoup plus complexe ». Elle a commencé en octobre 1978, mais sous forme uniquement expérimentale, d'abord dans la province du Sishuan, puis progressivement étendue à d'autres entreprises. Un certain nombre de choix ne sont pas encore déterminés. La réforme s'engage dans les directions suivantes :

Une autonomie plus grande est laissée aux entrepri-

ses. Un système de conservation par l'entreprise des bénéfices a été adopté (avant l'Etat récupérait les bénéfices et épongeait les déficits). Par contre, une série de taxes sont imposées aux entreprises. Des réglements provisoires sur l'élargissement de l'autonomie des entreprises dans dix domaines ont été promulgués en 1984 (ces dix domaines concernent la formulation des plans de production, la commercialisation des produits, la fixation des prix, l'achat de matériel, l'emploi des fonds, l'utilisation de l'actif, la structure administrative, la gestion du personnel, la fixation des salaires et des primes, l'exploitation associée). « Cela représente un grand effort pour faire des entreprises des producteurs de marchandises relativement indépendants dans le cadre du socialisme. »

Dans l'entreprise, de « multiples formes de resonsabilité » ont été instaurées en ce qui concerne la production. Il s'agit de définir les relations entre la direction de l'entreprise, les employés et ouvriers, l'Etat. Le système actuellement privilégié est celui de la nomination des cadres, la responsabilité individuelle incombant au directeur ou au gérant de l'entreprise.

De façon générale, un nouveau système des prix est mis (très) progressivement en place : les prix de certains produits doivent rester fixés par l'Etat ; pour d'autres produits, ils sont autorisés à « flotter » dans des limites déterminées ; les autres sont libres et, en principe, déterminés par le marché. Des liens complexes peuvent se nouer entre le secteur d'Etat, le secteur coopératif et le secteur privé ; les premiers pouvant signer des contrats et céder sous forme de location la gestion de certains éléments aux derniers.

Une politique d'ouverture vers l'extérieur a été impulsée avec la création de quatre « zones économiques spéciales » (Shenzhen, Zhuha, Shantou et Xiamen). Quatorze villes côtières sont aussi « ouvertes » à l'étranger, ainsi que l'île d'Hainan. Quant au système de distribution, il est largement libéralisé[9].

Tout cela annonce d'autres réformes à venir qui doivent renforcer le rôle des grands centres urbains et qui doivent s'attaquer à de nouveaux secteurs (le bâtiment, l'infrastructure, la recherche scientifique, l'enseignement...). Les réformes, ici, n'en sont qu'au stade expérimental. Elles restent l'enjeu d'importants conflits au sein de la direction du PCC[10].

Une critique sur deux fronts. On retient généralement de ces réformes qu'elles représentent une remise en cause radicale des idéologies gauchistes qui ont prévalu de la Révolution culturelle (1966) à la chute de la « bande des quatre » (1976). La résolution d'octobre 1984, adoptée par le comité central, souligne d'ailleurs ce point de façon emphatique : « Nous avons eu l'audace de briser le carcan des idées "de gauche" (...) et de généraliser le système forfaitaire de production, donnant ainsi libre cours à l'esprit d'initiative socialiste de nos 800 millions de paysans[11]. » C'est un aspect essentiel de l'orientation actuelle.

Mais il ne faut pas oublier que la réforme en cours s'appuie aussi sur une critique systématique du modèle de planification hérité du premier plan quinquennal – c'est-à-dire du modèle soviétique stalinien. Il s'agit d'une lutte sur deux fronts : contre le gauchisme et contre l'hyper-centralisation. Il est important de noter que les orientation définies par la direction Deng Xiaoping, comme celles définies hier par la direction Mao, se nourrissent d'une appréciation critique de la politique économique à l'honneur en URSS. Toutes deux cherchent aussi à répondre aux spécificités de la situation chinoise. C'est ce qui explique peut-être qu'il y a un certain nombre de mesures similaires dans la réforme actuelle (« droitière »), et durant la période du Grand Bond en avant (« ultra-gauche »).

Les conflits fractionnels de la Révolution culturelle ont popularisé une « relecture » de l'histoire du Parti communiste chinois qui aurait été le théâtre – presque de tout temps pour les interprétations les plus caricaturales – d'une « lutte entre deux lignes » ; la « ligne rouge » (de gauche) dirigée par Mao et la « ligne noire » (de droite) représentée par Liu Shaoqi[12]. Il y a bel et bien eu « lutte entre deux lignes » à la veille de la Révolution culturelle. Mais c'est une vision profondément a-historique que de prétendre expliquer le passé du PCC en prenant pour mesure-étalon les alignements fractionnels de la seconde moitié des années soixante.

L'aile Mao du PCC a souvent représenté une option plus « égalitariste » et plus « politique » face à des options plus « élitistes » et plus « technocratiques ». Mais les débats d'orientation économique soulevaient bien d'autres questions. En fonction de l'expérience accumulée, de la modification des structures sociales (résultats des réformes agraires, bureaucratisation plus ou moins aiguë...), de la conjoncture, les positions défendues par la direction du PCC se sont modifiées. Plus profondément, le maoïsme s'est constitué dans le cours de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Au lendemain de la victoire (1949), il n'y avait pas de théorie et stratégie de la transition propre au maoïsme. Les conceptions fondamentales des dirigeants du parti se sont cristallisées progressivement.

Quand le PCC conquiert le pouvoir, il hérite d'une tradition d'organisation socio-politique, forgée durant la guerre et mise à l'épreuve dans les zones libérées : le modèle de Yanan et la « ligne de masse »[13]. Il est aussi tributaire du modèle soviétique, stalinien ; l'URSS offrant la seule expérience concrète de société de transition. Ces deux modèles se rejoignent sur certains points (le rôle omniprésent du parti), mais s'opposent sur d'autres (centralisation politico-administrative verticale rigide ou combinaison de centralisation politique et de décentralisation opérationnelle, extension ou restriction de l'appareil administratif, séparation franche du parti et des masses jusque localement ou maintien d'une pression active de masse sur les organismes du parti à travers divers mécanismes de mobilisation...).

Dans les deux cas, le parti doit non seulement diriger, mais contrôler aussi étroitement que possible l'activité sociale. Dans le cas du modèle stalinien, ce contrôle s'appuie sur l'atomisation politique des masses populaires. Dans le cas chinois, sur l'organisation directe et active de la mobilisation populaire. Les « campagnes de rectification » de la ligne de masse doivent combattre périodiquement le « localisme » et le « suivisme », d'une part, et le « commandantisme »,

d'autre part, en plaçant les cadres sous le double contrôle du parti et du travail de terrain, à « l'écoute des masses ». Le parti doit pouvoir assurer ainsi la mise en œuvre de son orientation nationale (en jugulant, par exemple, les mouvements agraires radicaux quand la politique de front uni antijaponais exigeait l'élargissement des alliances socio-politiques) tout en évitant une coupure mortellement dangereuse entre l'appareil communiste et les masses.

Une fois le pouvoir conquis et consolidé, le PCC se tourne vers le modèle soviétique d'organisation administrative, d'orientation économique et de planification. Ces conceptions commandent la définition du premier plan quinquennal. Mais lesdysfonctionnements introduits par la mise en œuvre de ce modèle amènent à sa remise en cause progressive au milieu des années cinquante. Et ce d'autant plus que les crises qui secouent le « bloc soviétique » à l'Ouest ouvrent de nouvelles interrogations : la mort de Staline (1953) débouche sur des explosions populaires en Europe de l'Est, puis sue le XX[e] Congrès du PC d'URSS où Khrouchtchev prononce son fameux discours sur les crimes de Staline.

Les dirigeants chinois ne portaient pas Staline dans leur cœur et ils ne voulaient surtout pas d'un « centre international » à même de leur imposer une discipline. Mais la façon dont la destalinisation est engagée en URSS les inquiète. Khrouchtchev a ouvert la boîte de Pandore sans consultation préalable avec ses alliés, alors que tous sont concernés par les conséquences d'une critique officielle de la période stalinienne. Et Staline est rendu individuellement responsable de tous les « excès » du passé. Cela ne convainc pas les dirigeants chinois qui sont inquiets de ce qui s'est passé en octobre 1956 en Hongrie : le mécontentement intellectuel et populaire a remis, à l'occasion de soulèvements, le pouvoir du Parti communiste en cause. Pékin s'accorde avec les Soviétiques pour dire que la « réaction internationale » a utilisé la crise hongroise et que la répression était justifiée. Mais d'où vient cette crise ? De la subversion extérieure ou de dysfonctionnements internes ? Mao répond que l'origine du mécontentement des masses en Hongrie est à rechercher dans les contradictions internes à la société hongroise et dans les erreurs du parti hongrois.

C'est aussi durant la deuxième moitié des années cinquante que les dirigeants chinois commencent à s'inquiéter des implications du rapprochement progressif qui s'opère entre Moscou et Washington et qui débouche sur la rencontre de Camp David, aux Etats-Unis, entre Khrouchtchev et Kennedy, en 1959.

C'est dans ce contexte que Mao prononce un certain nombre de discours qui représentent un premier effort systématique pour définir une stratégie originale de la transition. La critique du modèle soviétique (stalinien) se fait au nom de la tradition de Yan'an. Et dans un premier temps, les perspectives définies par Mao sont loin d'être gauchistes.

Le 25 avril 1956, Mao prononce un discours publié sous le titre : *Sur les dix grands rapports*[14]. Il s'agit d'utiliser les erreurs commises en URSS pour éviter de les reproduire en Chine. Il faut adapter la politique de développement aux réalités nationales. Le ton général de ce discours est celui de la recherche d'une politique équilibrée : ne plus négliger l'industrie légère et l'agriculture au nom de la priorité théorique accordée à l'industrie lourde ; ne pas négliger le développement économique de la Chine intérieure au nom des possibilités plus immédiates des régions côtières ; réduire les dépenses militaires et administratives pour consolider l'arrière économique ; réduire le poids de la centralisation pour laisser plus d'autonomie aux entreprises ; tenir plus compte des intérêts des paysans ; ne pas concentrer l'autorité exclusivement entre les mains de l'autorité centrale et donner plus de pouvoir aux administrations locales ; prendre garde au danger que représente le chauvinisme grand Han[15] ; préserver l'existence des petits partis démocratiques car la présence d'une opposition est une bonne chose ; ne procéder qu'avec circonspection aux arrestations et exécutions de contre-révolutionnaires ; aider les membres du parti dans l'erreur et non les éliminer : il faut « guérir la maladie pour sauver l'homme » ; ne pas copier aveuglément de l'étranger : garder l'esprit critique et comprendre les spécificités de la Chine.

Presque chaque point traité comprend une critique explicite de ce qui s'est passé en URSS. C'est aussi l'occasion pour Mao de rappeler les « erreurs » commises par Staline – et son protégé Wang Ming[16] – en ce qui concerne la révolution chinoise : Staline fut « à l'origine de l'aventurisme "de gauche" de Wang Ming » (fin des années vingt et début des années trente), puis de son opportunisme de droite (milieu des années trente). Plus tard, « il ne nous autorisa pas à faire la révolution » et quand la révolution s'est néanmoins développée, « il s'est montré sceptique à notre endroit.

Quand nous eûmes gagné la guerre, il soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito[17] et, en 1949-1950, il exerça sur nous une très forte pression ». Pourtant, Mao maintient que Staline restait un « grand marxiste » et que ses mérites et ses erreurs « sont dans le rapport de sept à trois. C'est là une attitude impartiale »[18].

Le 27 février 1957, Mao prononce un autre discours devenu célèbre : *De la juste solution des contradictions au sein du peuple.* Nous reviendrons sur ce document et sur les événements de l'époque – la campagne des « Cent Fleurs » – pour discuter du projet et de la pratique maoïste en matière de démocratie et de liberté. Soulignons ici que, dans ce discours, Mao systématise ses conceptions fondamentales de l'époque en ce qui concerne la nature des contradictions qui s'expriment dans la société de transition : « Nous sommes en présence de deux types de contradictions sociales : les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Ils sont de caractères tout à fait différents[19]. »

La question est importante. Elle implique en effet que les contradictions qui sont à l'œuvre dans une société de transition ne reflètent pas seulement le poids du passé (les restes de la bourgeoisie et de la propriété foncière) et la pression de l'ennemi extérieur (l'impérialisme). Elles expriment aussi l'émergence de problèmes nouveaux, inévitables et légitimes. La société de transition ne peut d'ailleurs progresser que sous l'impact de ses contradictions internes. Ces deux types de contradictions (« antagoniques » et « non-antagoniques ») doivent être traités de façons différentes, la répression pouvant se justifier dans le premier cas, la discussion et la persuasion devant être la règle dans le second. Plus important encore, une crise peut éclater à cause d'erreurs commises par le parti, notamment dans le traitement des contradictions « au sein du peuple ». La crise n'exprime pas nécessairement l'esprit de la contre-révolution. Le parti lui-même – et avant tout sa bureaucratie – peut donc être directement mis en cause.

Sur le plan économique, l'évolution de la politique de Mao, au milieu des années cinquante, présente des aspects contradictoires qu'il est parfois difficile d'interpréter. Cela se manifeste notamment en ce qui concerne les objectifs de développement. Dans *De la juste solution...*, il note qu'il faudra « plusieurs dizaines d'années d'efforts ardus » pour « élever progressivement le niveau de vie de tout le peuple[20] ». Cela semble indiquer une vision assez sombre des possibilités du pays. Par contre, les prémisses de ce qui sera le Grand Bond en avant se font déjà sentir. Et un an plus tard, en janvier 1958, Mao déclare : « Nous devons rattraper notre retard. Nous aurons rattrapé l'Angleterre en quinze ans[21]. » L'objectif est proprement illusoire. Cela dit, Mao continue à mettre en garde contre les rythmes excessifs de développement. En mars 1958, par exemple, il commente en ces termes des résultats étonnants officiellement réalisés dans la province du Honan : « Si tout le monde essaie de surpasser tout le monde, cela peut mettre la confusion dans tout le pays. » Si l'on cherche à trop accélérer les rythmes, « en mettant les choses au mieux, le travail aura été fait d'une façon grossière, et les masses auront été soumises à une tension excessive[22] ».

En fait, la « ligne générale »[23] du Grand Bond en avant est à l'œuvre et, par périodes successives, la direction chinoise va précisément faire ce contre quoi Mao mettait en garde. Des désaccords se sont fait jour, notamment avec le maréchel Peng Dehuai[24]. Il n'est pas facile de savoir ce qui a été vraiment décidé centralement et ce qui a été mis en branle dans les provinces et les localités. Mais il semble bien que Liu Shaoqi et Mao aient, plusieurs années durant, attisé de concert le feu de la ligne générale. Mao porte à l'évidence une responsabilité majeure dans les « excès » du Grand Bond en avant : il devra présenter une autocritique en bonne et due forme devant le comité central. Le 23 juillet 1959, il déclarait à la conférence de Lushan : « J'ai commis deux crimes, dont l'un est d'avoir lancé le mot d'ordre des dix millions sept cent mille tonnes d'acier et de la production d'acier par la mobilisation des masses. Si vous avez approuvé cela, vous devriez prendre votre part du blâme. Mais puisque c'est moi qui ai inventé les statuettes funéraires, je ne peux pas esquiver le blâme : je suis le principal responsable (...). Le chaos a pris des proportions impressionnantes, et j'en prends la responsabilité. Camarades, vous devriez tous chercher quelle est votre propre part de responsabilité. Chiez, si vous voulez chier, et si vous avez envie de péter, pétez ! Cela ira mieux après[25]. »

Comme en ce qui concerne les libertés, dans la définition des objectifs de production et de mobilisation, Mao a fait ce qu'il avait dit qu'il ne fallait pas faire. Il faudra tenter de comprendre pourquoi. Mais la ligne générale de l'époque du Grand bond en avant n'avait pour seule ambition l'augmentation brutale de la production et pour seule méthode la mobilisation en masse. Il s'agissait aussi de porter un coup à la division entre élite et masses, d'accélérer le mouvement de socialisation générale en développant les communes populaires géantes, d'assurer l'égalité des sexes en libérant les femmes des tâches ménagères (grâce aux cantines collectives et aux crèches, notamment), de permettre l'industrialisation de la campagne en multipliant les unités productives dans les villages, d'éponger le chômage latent en aidant à la multiplication des petits collectifs de production et de services (en particulier dans les villes), de redonner un caractère populaire à l'armée en généralisant les milices, etc. Ce faisant, le pays devait engager le processus de dépérissement de l'Etat, faire un bond vers le communisme, assurer son indépendance face à l'impérialisme, mais aussi face à l'URSS.

C'est à cette époque que Mao développe le thème de la révolution permanente dans la transition au socialisme. « Nous contruisons tous le socialisme, mais (...) il y a deux méthodes de direction, deux styles de travail (...). Il vaut mieux battre le fer quand il est chaud et réaliser la coopérativisation d'un seul coup, plutôt que de la faire traîner en longueur. (...) Je suis partisan de la théorie de la révolution permanente. Ne confon-

dez pas avec la théorie de la révolution permanente de Trotsky (...). Une révolution doit succéder à une autre, la révolution doit progresser continuellement[26]. »

« Au cours de la révolution démocratique, nous avions coutume de dire que la révolution avait deux étapes, et que la première préparait la seconde. Nous sommes partisans de la théorie de la révolution permanente et pourtant nombre de camarades n'ont jamais réfléchi au problème de savoir quand il faudrait lancer la révolution socialiste, ni à ce qu'il conviendrait de faire après la réforme agraire. Ils se sont faits aveugles aux germes de socialisme, même après leur apparition[27]. »

Plusieurs fois partiellement suspendu, plusieurs fois relancé, le Grand Bond en avant se termine en 1961 sur un désastre économique dont le coût social, humain et politique est très grave. En fait, trois types de problèmes se sont alors combinés. Les méthodes par lesquelles la politique du Grand Bond en avant a été menée étaient administratives, impératives, autoritaires, bureaucratiques. Malgré l'enthousiasme initial soulevé, semble-t-il, par les perspectives dressées par la ligne générale d'alors, ces méthodes de mobilisation « par en haut » ont facilité l'inflation démentielle des objectifs de production, l'aveuglement des directions, le renforcement du pouvoir des petits chefs, la socialisation trop brutale et trop radicale de la vie villageoise. La machine s'est emballée. Or, en 1959-1960, des calamités naturelles de très grande ampleur ont frappé, trois années consécutives, le pays. La désorganisation des échanges interrégionaux, dans une telle situation, a dû coûter très cher. Enfin, en 1959-1960, c'est la rupture ouverte entre l'URSS et la Chine. Moscou retire brutalement les techniciens soviétiques du pays, laissant nombre de travaux de construction en plan, emportant avec eux les schémas de fonctionnement des usines de façon à créer le maximum de difficultés au PCC, rebelle à l'autorité du « grand frère ».

Il est difficile de jauger du poids respectif de chacun de ces trois facteurs dans la crise économico-sociale qui frappe le pays. Mais les conséquences de cette crise sont nombreuses. Au sein du parti, l'autorité de Mao est sérieusement ébranlée. Le président peut être un apprenti sorcier. La direction Deng Xiaoping actuelle affirme que les critiques faites par Peng Dehuai au Grand Bond en avant étaient justifiées. Et à l'époque, Mao se replie en « deuxième ligne », laissant Liu Shaoqi prendre les responsabilités principales dans la remise en ordre. Liu aurait résumé la situation par une boutade amère : « Le président Mao ne s'occupe que des affaires très importantes ; il décide de transformer la Chine en un vaste jardin ; mais pour ce qui est des moyens d'y parvenir, il n'en a pas le temps, et c'est donc à moi que cette tâche revient[28]. » C'est après l'échec du Grand Bond en avant que le terrain de la « lutte entre les deux lignes » semble se constituer. Mais, dans un premier temps, Mao affirme apparemment son accord général avec les mesures de normalisation qui sont prises.

Malgré un accord apparent sur la politique conjoncturelle, Mao amorce une nouvelle analyse des contradictions de la société de transition qui annonce très directement les thèmes idéologiques de la Révolution culturelle. La lutte de classes « antagonique », entre bourgeoisie et prolétariat, n'exprime pas seulement les restes de l'ancienne société. La société de transition peut produire de nouvelles couches bourgeoises et cela peut conduire, comme en Yougoslavie, au retour au capitalisme : « Sans un niveau élevé de démocratie, il est impossible de parvenir à un niveau élevé de centralisme, et sans un niveau élevé de centralisme, il est impossible d'établir une économie socialiste. Si notre pays n'établit pas une économie socialiste, dans quelle situation serons-nous ? Nous deviendrons un pays comme la Yougoslavie, qui est en réalité devenu un pays bourgeois ; la dictature du prolétariat se transformera en dictature de la bourgeoisie, une dictature de type réactionnaire fasciste. C'est une question qui exige la plus grande vigilance. J'espère que les camarades y accorderont toute leur réflexion (...). Dans une société socialiste, de nouveaux éléments bourgeois peuvent se former. D'un bout à l'autre de l'étape socialiste, les classes et la lutte de classes existent encore, et cette lutte de classes est une affaire prolongée, complexe, parfois même violente[29]. »

De plus en plus, Mao formule l'idée selon laquelle le révisionnisme peut gagner le parti et faire « changer de couleur » la Chine. Les sommets mêmes du parti peuvent être le foyer de formation d'une nouvelle bourgeoisie. Ce thème est explosif : il enflammera la jeunesse quand la Révolution culturelle commencera et que Mao lancera le mot d'ordre « feu sur le quartier général » de cette nouvelle bourgeoisie rouge. Il nourrira une idéologie anti-élitaire chez des jeunes qui n'ont

pas vécu la révolution, qui ne jugent pas la société des années soixante en la comparant à la Chine ancienne, mais qui sont exaspérés par les privilèges bureaucratiques de la Chine contemporaine. Mais le fait que Mao formule ses analyses en terme de retour au capitalisme – et non plus en terme de cristallisation bureaucratique – est lui aussi lourd de conséquences.

Cela nourrit en effet une idéologie proprement gauchiste. Tout ce qui exprime le capitalisme, depuis le marché et les lopins individuels des paysans jusqu'aux « herbes vénéneuses » dans le domaine de l'art et de la littérature, doit être frontalement combattu. Le gauchisme, en la matière, interdit de penser des problèmes clefs de la transition. L'existence du marché en est un exemple. Vouloir le supprimer intégralement (ce qui n'était pas la ligne de Mao) est certainement de l'ultra-gauchisme. Reconnaître son existence, c'est ouvrir le débat – indispensable – sur le rapport entre le plan et le marché. Ce que font les actuels dirigeants chinois, à la suite des dirigeants russes, d'ailleurs[30]. L'idéologie ultra-gauche donne une vision tellement simplifiée du monde qu'elle étouffe l'effort de réflexion indispensable. Les émules tardifs de Mao ont fait, en ce domaine, beaucoup de tort au maoïsme.

3. Premiers éléments de réflexion générale

La crise de la Révolution culturelle – en 1966-1968 – représente un point tournant majeur dans l'histoire de la République populaire. Elle a en effet vu se combiner une crise sociale de grande ampleur (dans les villes avant tout), une crise de génération (symptomatisée par le poids des Gardes rouges dans l'ensemble du mouvement), une crise fractionnelle aiguë au sein du parti, une crise institutionnelle (la structure administrative volant en éclats), une crise politique d'ensemble (l'esssentiel des organes dirigeants du parti, de l'Etat – à l'exclusion de l'armée –, des organisations sociales se désintégrant).

L'expérience de la Révolution culturelle a été – un temps et pour certains – exaltante : la jeunesse scolarisée s'est lancée dans une lutte effrénée contre les cadres « révisionnistes », se mobilisant par millions, voyageant à travers tout le pays pour les « échanges d'expériences », entrant en politique. Les ouvriers ont aussi, souvent, profité de la situation pour régler leurs comptes avec les petits chefs locaux. Mais, dans l'ensemble, la Révolution culturelle aura été une épreuve traumatisante, terrifiante même. Pour tous.

L'expérience a été terrifiante pour la majorité des cadres, soumis à la « critique-autocritique » sous sa forme la plus incontrôlée et la plus torturante. Pour les anciens « droitiers », dénoncés comme contre-révolutionnaires. Pour les Gardes rouges, aveuglément engagés dans des combats fractionnels de plus en plus sanglants. Pour les ouvriers révolutionnaires dont la lutte a souvent laissé place nette pour des cadres particulièrement bureaucratiques (comme ceux du Groupe de Shanghaï). Pour la jeunesse, abandonnée par Mao au milieu de la mobilisation et envoyée par millions à la campagne, par l'armée. Pour la société tout entière, plongée dans un chaos assez indescriptible.

Expérience doublement traumatisante, car le retour à l'ordre, opéré brutalement par l'armée, débouche immédiatement sur une nouvelle crise au sommet : Lin Biao[31], chef militaire proclamé dauphin officiel en 1969, est éliminé et meurt dans des conditions très obscures en 1971. Et le règne de la Bande des quatre s'impose jusqu'en octobre 1976 ; règne d'intolérance rare, de verbe gauchiste et d'arrogance bureaucratique, le tout au nom du maoïsme.

L'échec de la Révolution culturelle, qu'il a largement initiée, sanctionne probablement la mort politique de Mao, une décennie avant sa mort physique. Il perd son pouvoir dans l'appareil. Il perd son influence sur les secteurs d'avant-garde de la société, et une bonne partie de son prestige auprès de la population dans son ensemble (bien qu'il garde probablement une partie de ce prestige aujourd'hui). Ceux qui parlent en son nom, dans les années soixante-dix, le font pour servir leurs propres intérêts fractionnels.

C'est dans ce contexte que les anciens cadres, dont une bonne partie de la vieille garde limogée durant la Révolution culturelle, reprend progressivement le contrôle des affaires.

○ *La conjoncture et la période dans l'analyse de la politique économique.*

Il est important de tenir compte de ce contexte pour analyser la nouvelle politique économique mise en œuvre par la direction Deng Xiaoping. Et tout d'abord pour comprendre sa popularité.

Par-delà les problèmes que soulève l'orientation générale de la direction Deng Xiaoping, ses mesures de « libéralisation » relative répondent à un besoin. Un besoin politique : la population, échaudée par des campagnes de mobilisation successives aux fonctions avant tout fractionnelles, est probablement devenue cynique en la matière. Le réalisme pratique qu'affiche la nouvelle équipe dirigeante rassure. Un besoin socio-économique, après les excès gauchistes du passé récent. Un besoin pour les élites intellectuelles : la recherche scientifique, la littérature, l'art ont profondément souffert de l'intolérance étroite de la Bande des quatre.

La Chine, au tournant des années quatre-vingt, doit bien, semble-t-il, engager une « nouvelle politique économique » comprenant des mesures de décollectivisation, d'ouverture sur l'extérieur, de décentralisation, de professionnalisation de l'appareil gestionnaire, de modération de la mobilisation politique. C'est imposé par la conjoncture, c'est-à-dire par les contradictions et problèmes nés des développements antérieurs. Mais c'est une politique qui va marquer une période entière de la vie économico-politique du pays, car il faut du temps pour qu'elle se mette en œuvre et que ses conséquences se fassent directement sentir – pour le meilleur et pour le pire.

Il n'y a pas de politique économique juste de la transition qui le soit indépendamment du lieu et du moment. C'est une banalité que de le dire, mais une banalité fondamentale. Cela implique que l'on ne peut juger d'une orientation à l'aune d'un schéma abstrait. Et que bien des plans initialement tracés doivent être profondément modifiés par l'apparition d'une conjonc-

ture imprévue ; conjoncture dont la portée peut être grande. Deux exemples, étonnamment symétriques, permettent d'éclairer ce point. En 1917, la direction bolchevique, en Russie, a dû abandonner son propre programme agraire pour adopter celui des Socialistes-révolutionnaires qu'elle avait longtemps combattu. Probablement parce que les marxistes russes avaient commis un certain nombre d'erreurs dans leur analyse de la dynamique agraire. Mais aussi parce que dans la conjoncture du moment, c'était encore la meilleure façon de nouer l'alliance ouvrière et paysanne dans la lutte pour le pouvoir.

Par contre, quand au Nicaragua le régime somoziste est renversé par la révolution sandiniste, le FSLN doit reporter durablement son programme de distribution de la terre au profit de mesures de nationalisation et de collectivisation de plantations industrielles. Et ce, parce que la victoire de la révolution commençant par le renversement du pouvoir politico-économique de la dictature personnelle, les biens de la famille Somoza étant les premiers expropriés, l'organisation de ces grandes plantations devient, de façon imprévue, la priorité[32].

○ *Les contraintes propres à chaque pays.*

La conjoncture impose ses contraintes. Il en va évidemment de même des grandes caractéristiques d'un pays donné. Elles conditionnent sur le long terme le type de choix économiques auxquels le régime est confronté. Là encore, il faut se garder des « schémas de référence » généraux.

Il n'y a jamais eu, en Chine, de très grandes propriétés foncières de type latifundiaire (analogue à ce qui existe dans beaucoup de pays latino-américains). Par ailleurs, les capitaux impérialistes n'avaient pas largement pénétré l'économie agraire et la production n'était généralement pas destinée à l'exportation. Le manque de terres arables dans beaucoup de régions a favorisé le morcellement des exploitations. Enfin, la technologie agricole restait très traditionnelle. Cela explique diverses particularités de la question agraire dans la transition en Chine. Même au moment où le « modèle soviétique » était le plus en vogue, les fermes d'Etat n'ont pas pris de grand essor. La modernisation des campagnes incombe presque entièrement au nouveau régime, alors qu'elle s'est maintenant poursuivie, sous une forme capitaliste, depuis des décennies dans un très grand nombre d'autres pays du tiers monde. Au cœur des choix chinois, il y a donc le rapport entre l'économie familiale et la collectivisation coopérative. Et le rôle de l'Etat face aux organismes agraires et face aux tâches de modernisation sociale et technologique. Par contre, le nouveau régime a échappé aux problèmes très complexes de reconversion agraire auxquels des pays comme Cuba ou le Nicaragua sont confrontés à cause du développement de la (mono)culture d'exportation.

La structure agraire chinoise explique aussi l'importance énorme du problème politico-social posé – avant et après la victoire – par la paysannerie moyenne. De même, les problèmes démographiques pèsent lourd dans les choix d'industrialisation. Il faut à tout prix éviter un exode rural vers les grandes villes côtières. Il ne peut y avoir huit cents millions de Chinois dans les métropoles urbaines et deux cents millions dans les campagnes ! C'est dire que le développement économique chinois ne peut suivre, de ce point de vue, un modèle européen, américain, ou même soviétique (l'URSS étant un pays vide où manque la main-d'œuvre, par comparaison). Il faut favoriser les types de production qui emploient de la main-d'œuvre : les petits collectifs de services et d'industrie ont été mis à l'honneur aussi bien durant le Grand Bond en avant qu'actuellement. Cela donne aussi plus de poids à l'agriculture familiale d'un côté et coopérative de l'autre. Enfin, cela impose une politique d'industrialisation à la campagne que l'on retrouve, là aussi, durant le Grand Bond en avant comme aujourd'hui[33]. L'exode rural, inévitable et dans une certaine mesure souhaitable, doit être limité par le développement d'activités non agricoles dans le village et doit être orienté par ailleurs vers le bourg, la ville rurale.

○ *La lutte contre le dogmatisme dans le PCC.*

Ce qui est vrai pour la lutte pour le pouvoir est donc vrai aussi pour la période de transition, de construction de la société nouvelle : les facteurs de temps et de lieu influent considérablement sur la nature des options politiques qui s'offrent, sur le cours de la révolution.

C'est vrai pour le Vietnam[34], c'est vrai pour la Chine[35], comme pour les autres pays en révolution.

On comprend le sens du long combat poursuivi par Mao, au sein du PCC, contre le dogmatisme et la fétichisation des modèles étrangers, alors que le mouvement communiste officiel international était profon-

dément marqué par le monolithisme stalinien. Si la théorie fondamentale marxiste est universelle, argumente Mao – et peut donc être apprise de l'étranger –, elle ne doit pas seulement être adaptée à la réalité chinoise, mais *combinée* à elle. « Le marxisme est une théorie fondamentale qui a été produite en Occident (...) Le marxisme est une vérité générale dont l'application est universelle. Nous devons l'accepter. Mais cette vérité générale doit être combinée à la pratique révolutionnaire concrète de chaque pays. C'est uniquement parce que le peuple chinois a accepté le marxisme et l'a combiné à la pratique de la révolution chinoise qu'il a remporté la victoire dans la révolution chinoise. Nous apprenons les choses étrangères parce que nous voulons étudier et développer les choses chinoises. A cet égard, les sciences sociales et les sciences naturelles sont semblables (...) [nos médecins] devraient aussi combiner médecines et pharmacologies de Chine et d'Occident pour créer de nouvelles sciences médicales et pharmaceutiques chinoises unifiées. »

« En apprenant des pays étrangers, nous devons lutter à la fois contre le conservatisme et contre le dogmatisme. Nous avons déjà souffert du dogmatisme en politique. Tout ce que nous copiions de l'étranger était adopté au pied de la lettre, et cela s'est terminé par une terrible défaite... » (Il s'agit de la succession des échecs, depuis l'écrasement de la seconde révolution chinoise en 1927 jusqu'à la perte des premières bases militaires du PC, dans le sud de la Chine, en 1934-1935[36].)

Comme on l'a déjà noté, l'actuelle direction Deng Xiaoping ne se tourne pas vers un simple modèle soviétique (de la période de Staline ou actuelle). Tout en s'attaquant très profondément au maoïsme de la Révolution culturelle, elle affirme maintenir une continuité fondamentale avec la tradition maoïste dans son ensemble[37]. Il y a ici plus qu'opportunisme hypocrite. Ces diverses fractions dirigeantes du PCC ont été formées dans le même creuset historique. Assassiner sans nuance Mao, c'est aussi se suicider. Ils ne veulent ni ne peuvent être les Khrouchtchev de Mao.

○ *Les frontières du possible et le danger populiste.*

Mao présente une face très populiste et très iconoclaste. Contre le pesant conservatisme confucéen, il a dénoncé la double morale dont la femme est l'objet[38] (quitte à retirer, une fois la victoire acquise, les passages les plus cinglants de ses écrits officiels). Par temps de canicule, il a présidé à Yan'an des réunions de direction habillé d'un seul caleçon. Il chante les louanges de la jeunesse dans cette société gérontocratique. Il se moque du savoir universitaire dans un pays où le diplôme a toujours été le signe d'autorité de la bureaucratie mandarinale. Alors que le pays est en crise, lors de réunions solennelles de direction, il peut faire de l'humour acide sur lui-même (lors du Grand Bond en avant : « Le charbon et le fer, ça ne se déplace pas tout seul. Il faut des véhicules pour les transporter. Ça, je ne l'avais pas prévu (...) J'ignore tout des questions de construction économique et je n'entends absolument rien à la planification[39]. ») et sur les autres dirigeants (dans le chaos de la Révolution culturelle : « Celui qui veut éduquer les autres devrait d'abord être éduqué. Vous n'avez pas toute votre tête et vous n'osez pas affronter les Gardes rouges, ni dire la vérité aux étudiants ; vous agissez comme des fonctionnaires et des grands chefs. Tout d'abord, vous n'osez pas voir les gens et, ensuite, vous n'osez pas parler. Cela fait des décennies que vous faites la révolution, mais plus ça va, plus vous êtes bêtes[40]. »).

Ce caractère iconoclaste de Mao est doublement subversif. Il l'est par rapport à la société chinoise traditionnelle, mais aussi par rapport à la nouvelle bureaucratie qui fait si facilement siennes les habitudes mentales de l'ancienne. Mao qui, dans une société où, depuis des siècles, le savoir et la vérité avaient le cachet officiel, dans un mouvement communiste mondial moulé au dogme stalinien, déclare en 1942 : « Tous ceux qui considèrent le marxisme-léninisme comme un dogme religieux appartiennent à cette espèce de gens stupides et ignares. A des gens pareils, il faut dire sans détour : "votre dogme est dépourvu d'utilité" – ou pour utiliser une phrase moins polie, "votre dogme est vraiment moins utile que de la merde" (...) [les dogmes] ne peuvent ni enrichir les champs, ni nourrir les chiens[41]. »

Mais le populisme de Mao a aussi nourri le gauchisme. Et son impertinence, l'intolérance. Ses propos sur la nécessité de l'étude – ou son danger – ont fait couler beaucoup d'encre. Il a pu déclarer : « Nous ne devrions pas lire trop de livres. Nous devrions lire quelques livres marxistes, mais pas trop non plus. Une dizaine de livres, cela suffira bien. Si nous lisons trop, nous pouvons évoluer vers nos contraires, devenir des rats de bibliothèque, des dogmatiques, des révisionnistes[42]. » Et, peu après, *le Petit Livre rouge* des citations de Mao est devenu le bréviaire obligé. Le même Mao pouvait cependant déclarer : « La conférence de Lushan a lancé un appel pour l'étude des œuvres de Marx et de Lénine. J'espère que vous lirez plus de livres dorénavant. Cela n'ira pas du tout si les cadres aux plus hauts échelons ne savent même pas ce que sont le matérialisme et l'idéalisme. Que faut-il faire si l'on trouve difficiles les livres de Marx et de Lénine ? On peut demander l'aide d'un professeur. Vous êtes tous des secrétaires, mais vous devriez aussi être des étudiants. Moi même, je me fais étudiant chaque jour. Je lis quotidiennement deux volumes des *Matériaux de référence*, et c'est pour ça que je m'y connais un peu en affaires internationales[43]. »

Le populisme de Mao a dû avoir de dangereuses conséquences en ce qui concerne ses perspectives de développement. On retrouve, en ce qui concerne l'analyse fondamentale, la même ambivalence que celle que nous avons déjà notée en ce qui concerne l'ampleur des objectifs de production au moment où le Grand Bond en avant est en gestation. Mao peut en effet présenter une analyse très sobre des possibilités objectives du pays : « Quant à la construction d'une économie socialiste vigoureuse, cinquante ans ne suffiront pas en Chine ; il faudra peut-être cent ans ou même plus. Dans votre pays [la Grande-Bretagne : il parle à Montgomery], le développement du capitalisme s'est fait sur plusieurs centaines d'années. Ne comptons pas le XVI^e^ siècle qui était encore le Moyen-Age. Du XVII^e^ siècle

à nos jours, cela fait déjà trois cent soixante ans. Dans notre pays, la construction d'une économie socialiste grande et puissante prendra à mon avis plus de cent ans. » « Le socialisme est supérieur au capitalisme à bien des égards, et il est possible que le développement économique de notre pays soit beaucoup plus rapide que celui des pays capitalistes. Mais la Chine a une vaste population, nos ressources sont maigres, et notre économie arriérée[44]. »

Quant à la transformation de structures sociales profondes, comme la famille, il notait en pleine période du Grand Bond en avant, en 1958 : « Dans les conditions du socialisme, la propriété privée existe toujours. La famille, qui apparut au cours de la dernière période du communisme primitif, sera abolie au jour futur. Elle a eu un commencement et connaîtra une fin. (...) Historiquement, la famille était une unité de production, une unité de consommation, une unité pour la procréation de la force de travail de la génération suivante et une unité pour l'éducation des enfants. » De nos jours, beaucoup de ces fonctions dépérissent : production et partiellement l'éducation. Pourtant, « dans le système actuel de répartition selon le principe "A chacun selon son travail", la famille garde une utilité. Lorsque nous en serons au stade communiste de répartition selon le principe "A chacun selon ses besoins", nombre de nos concepts changeront. Après quelques milliers d'années peut-être, ou au minimum quelques centaines d'années, la famille disparaîtra[45] ».

Mao ne pensait donc pas que tout était possible, tout de suite ! Mais l'un des thèmes récurrents dans ses discours n'en reste pas moins celui de la « page blanche ». Un thème, dans cette formulation, très populiste. « Notre nation se réveille, exactement comme on se réveille après une nuit de sommeil. (...) Notre pays est à la fois pauvre et blanc. Ceux qui sont pauvres n'ont rien qu'ils puissent appeler leur. Ceux qui sont blancs sont semblables à une feuille de papier blanc. Etre pauvre est une bonne chose parce que cela vous dispose à être révolutionnaire. Sur du papier blanc, on peut faire n'importe quoi. On peut écrire ou dessiner. Il n'y a rien de mieux que du papier blanc pour écrire[46]. »

Une page « blanche », la société chinoise ? Elle, avec ses quatre mille ans d'histoire, selon le mot de Mao dans la suite de ce discours : « Notre pays (...) a une population si immense, un territoire si vaste, des ressources si abondantes, tant de gens, quatre mille ans d'histoire et de culture... Nous nous sommes tellement vantés de cela, et pourtant nous ne pouvons même pas soutenir la comparaison avec un pays comme la Belgique. En somme, nous sommes un peuple exceptionnel avec une très longue histoire, mais notre production d'acier est tellement réduite[47]. » C'est alors que Mao prédit que la Chine rattrapera l'Angleterre en quinze ans...

Le thème de la « page blanche » ; le sentiment que la Chine possède d'immenses ressources – un immense potentiel – du fait, avant tout, de sa population, une force de travail presque sans limite ; la conviction du rôle historique, passé et à venir de la Chine « quadri-millénaire », tout cela a dû jouer dans le gauchisme périodique de Mao.

○ *Les limites des possibilités nationales.*

Un autre facteur clef dans le radicalisme gauchiste de Mao doit probablement être recherché dans l'isolement international relatif de la Chine. Malgré ses démêlés avec Staline, Mao semble avoir beaucoup espéré de l'aide soviétique. L'URSS était – et reste – en effet un pays qualitativement plus développé que la Chine. Mais, au fil des ans, la direction chinoise a dû se rendre compte que les ressources soviétiques étaient loin d'être suffisantes par rapport aux besoins technologiques et financiers de leur immense pays ; et que cette aide était politiquement très coûteuse, Moscou l'utilisant pour tenter d'imposer ses propres choix internationaux.

La réponse de Mao à la tenaille du sous-développement profond et de l'isolement international, c'est le recours à la mobilisation en masse. Le « modèle de Yan'an » à nouveau à l'honneur, le parti est utilisé comme l'instrument de cette mobilisation. La principale ressource de la Chine étant sa main-d'œuvre, l'homme doit rompre les limites imposées par la technique. La conquête économique doit s'opérer comme la conquête militaire et la conquête politique du pouvoir d'Etat. Mais la mobilisation populaire ne pouvant être maintenue éternellement, il faut emporter le morceau par un effort immense, un Grand Bond en avant. Il ne faut pas se laisser enliser à mi-chemin. Malgré les mises en garde qu'il profère lui-même, Mao a, semble-t-il, été débordé sur sa gauche, à la fin des années cinquante.

Surtout, les méthodes de la guerre révolutionnaire ne peuvent être utilisées pour la construction de la société de transition.

Par conviction ou par la force des choses, Mao était amené à tenter de construire le socialisme dans un seul pays. Il est de ce point de vue très significatif que la nouvelle direction chinoise reprenne aujourd'hui l'argument marxiste orthodoxe qui veut que les forces productives modernes s'organisent déjà dans un espace beaucoup plus large que le seul espace national, fût-il de la dimension de la Chine :

« Marx et Engels avaient souligné, dans le *Manifeste du parti communiste*, que le développement du capitalisme ayant abouti à l'exploitation du marché mondial, à la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance mondiale des nations en ce qui concerne la production et la consommation. A notre époque, les forces productives, ainsi que les sciences et la technologie, se développent à un rythme plus rapide encore, les liens économiques et techniques entre les diverses nations restent très étroits en dépit de leurs relations politiques complexes et des contradictions qui les opposent les unes aux autres, et il devient impossible pour une nation de se moderniser si elle reste encore repliée sur elle-même[48]. »

Le débat crucial des années trente en URSS, sur la possibilité de construire un socialisme développé (voire le communisme) dans les seules frontières d'un pays donné, change aujourd'hui de terrain. La Chine fait de « l'ouverture sur l'extérieur » une « politique d'Etat fondamentale et à long terme[49] ». Le thème à l'honneur au sein du bloc socialiste est celui de la « division internationale socialiste du travail ». Mais le rapport entre révolution mondiale et construction socialiste et la question de l'internationalisme restent oblitérés. Car la direction chinoise, à la suite de Moscou, donne à ce très réel problème une réponse bureaucratique : la recherche d'un accord de *statu quo* régional et international – un accord de coexistence pacifique hier si violemment dénoncé par les Chinois – comme cadre d'une coopération économique.

○ *Technologie, collectivisation : le moyen terme de la transition ?*

Le simple fait de reconnaître qu'un pays en transition comme la Chine ne peut se couper du monde impérialiste et doit, notamment, rechercher une technologie avancée laisse ouverts bien des débats sur ce que l'on peut attendre de l'Occident, y compris en ce qui concerne l'introduction de technologies nouvelles.

Cette question est maintenant bien connue. Il ne faut pas cultiver l'arriération et forcer chaque pays à refaire tout le trajet qui conduit des technologies traditionnelles aux technologies modernes. Mais l'acquisition de telles technologies n'est pas neutre. Elles coûtent cher, très cher même. Elles peuvent créer un état de dépendance vis-à-vis des puissances développées. Elles peuvent être socialement inadaptées (par exemple en supprimant les emplois dans un pays où il faut éponger le chômage). Elles peuvent être socialement inassimilables (parce que ne correspondant pas au niveau culturel existant ou aux savoir-faire traditionnels), ou techniquement et écologiquement inassimilables (parce que ne correspondant pas à l'infrastructure ambiante et aux conditions écologiques du pays). Elles peuvent contribuer à accentuer la coupure « élite-population », coupure qui a elle-même ses implications socio-économiques...

La technologie occidentale n'est pas une panacée. Nécessaire, ce remède peut susciter de nouvelles maladies. Ce n'est donc pas sans raisons que le maoïsme a donné tant d'importance au développement des technologies autochtones et à la diffusion en masse de l'éducation (fût-ce au détriment de secteurs d'éducation avancés). C'est malheureusement l'un des points où le gauchisme intolérant et étroit de l'époque de la Révolution culturelle a contribué à déconsidérer des éléments progressistes de la pensée chinoise des problèmes de la transition. Le problème étant, en l'occurrence, difficile : comment s'appuyer sur le développement des technologies autochtones tout en intégrant des technologies importées sans créer une économie « dualiste » et une coupure profonde au sein de la société ? Comment combiner le savoir autochtone avec celui de l'Occident pour créer des technologies (et un système de formation en masse) adaptées ?

Pour nourrir ce débat, il serait important de reprendre, sans *a priori*, l'étude des expériences successives poursuivies en Chine (comme dans d'autres pays comme le Vietnam). Il en va de même de la question aujourd'hui brûlante de la collectivisation dans l'agriculture. On souligne actuellement les limites de cette collectivisation. Et il est certain qu'elles sont importantes, surtout en l'absence d'un apport suffisant de biens industriels. Mais c'est aussi sous une agriculture largement collectivisée que la modernisation des campagnes chinoise s'est opérée, qu'une première révolution technologique s'est engagée (au début des années soixante), qu'un système de santé sans précédent dans le pays s'est constitué, que l'analphabétisme a qualitativement reculé, que la production a augmenté. Et, *a contrario*, c'est après une période de relative libéralisation que la Révolution culturelle a explosé ! Or, on ne peut expliquer cette crise uniquement par le rôle de Mao ! De très graves tensions sociales se sont manifestées à cette occasion.

On ne peut, ici, que poser le problème. Pour tenter d'y répondre, il faudra s'appuyer sur un ensemble d'études précises. Rien n'est en effet simple. Prenons trois exemples. Quel a été le rôle de l'organisation communale au moment des calamités naturelles et de la crise du Grand Bond en avant ? A-t-elle accentué la crise ou, comme certains le pensent, réduit ses effets en les faisant assumer par la collectivité et non la famille individuelle (le chaos économique étant alors dû à la rupture des échanges régionaux, notamment). Et le développement technologique du début des années soixante : est-il le prolongement de la dynamique engagée avec le Grand Bond en avant, ou le produit précoce des premières mesures de « retraite », ou les deux à la fois ? Et la Révolution culturelle est-elle un effet retardé du Grand Bond en avant ou la conséquence de la libéralisation économique, ou des deux à la fois ?

Ces questions n'intéressent pas seulement l'historien. Elles touchent en effet à un problème général et fondamental : quels peuvent être les équilibres à moyen terme de la politique économique de la transition, dans des pays socio-économiquement arriérés comme la Chine ? Comment collectivisation et production familiale peuvent-elles se combiner ? Comment économie urbaine et économie rurale peuvent-elles se lier ? Et bien d'autres questions encore qui sont au cœur de tout processus de transition et à propos desquels bien des certitudes sont aujourd'hui mises en cause. Mais il ne faut pas se laisser hypnotiser par la mode (la « faillite du collectivisme »). Il faut repenser les problèmes de la transition à la lumière des développements contemporains mais aussi des réalisations antérieures.

○ *La transition, un processus harmonieux ?*

La recherche d'équilibres à moyen terme ne signifie pas penser la transition comme un processus harmonieux. On touche ici à l'une des questions les plus fondamentales de la transition, une question sur laquelle la tradition maoïste et la ligne chinoise actuelle – au moins dans sa formulation officielle – s'opposent frontalement.

Le gouvernement chinois et le bureau politique du PCC ont lancé le mot d'ordre : « Enrichissez-vous ». Dénoncée hier comme une déviation bourgeoise, la recherche de l'enrichissement individuel est maintenant chantée comme le moteur le plus efficace du développement économique national. Certains, au sein du PCC, se sont inquiétés des conséquences d'une telle orientation : n'allait-elle pas déboucher sur un accroissement rapide des inégalités sociales et interrégionales, annonciateur de nouvelles crises ?

Quoi qu'elle en pense effectivement, la direction Deng Xiaoping a répondu « non », et sans nuance aucune : « Il existe depuis longtemps une fausse interprétation selon laquelle le socialisme exigerait une répartition égalitaire ; autrement dit, on a tort de considérer que si les revenus rapportés par leur travail à une partie des membres de la société devenaient assez élevés et entraînaient un écart relativement important, il y aurait polarisation [sociale], phénomène qui va à l'encontre du socialisme (...). Ce n'est qu'en autorisant et en encourageant un certain nombre de régions, d'entreprises et de particuliers à s'enrichir avant les autres grâce à un dur labeur, qu'on pourra exercer une forte attraction sur la majorité de la population et la stimuler puissamment, engageant ainsi un nombre croissant de gens à progresser vague par vague vers la prospérité (...). La différence apparue à la suite de l'enrichissement d'une partie des gens n'est qu'une différence de rythme dans la progression de l'ensemble des membres de la société vers la prospérité, elle n'a donc absolument rien à voir avec une disparité entre une toute petite minorité de gens devenant des exploiteurs et la grande majorité vivant dans la misère[50]. »

Toute l'expérience des sociétés de transition – et des autres – montre au contraire que l'enrichissement important d'une partie des gens, d'une partie des entreprises, d'une partie des régions, engage une dynamique sociale, industrielle et régionale qu'il est difficile de contrôler : l'accentuation tendancielle des inégalités et non leur résorption naturelle. Ne pas poser ouvertement le problème, c'est aider à ce processus de différenciation sociale croissante – dont la bureaucratie, d'ailleurs, tente de profiter légalement (responsables des entreprises bénéficiaires...) ou illégalement (multiplication des pots de vin, nourris aussi par les échanges avec l'étranger). C'est une chose de soulever la question difficile du rapport entre stimulants moraux et matériels, collectifs et individuels. C'en est une autre que d'ignorer les conséquences sociales de l'enrichissement inégalitaire.

La force des analyses de Mao tenait, comme on l'a vu, à ce qu'il pensait la transition comme un processus contradictoire, un processus de lutte, où les équilibres ne pouvaient qu'être instables. Quand il traite des « dix grands rapports », il précise que « ces dix rapports sont autant de contradictions ». Philosophant comme souvent, « le monde n'est que contradictions. Sans contradiction, pas de monde ». Montrant la portée pratique de cette question : « Notre tâche consiste à résoudre correctement ces contradictions (...). Et puis, en résolvant ces contradictions, nous aurons forcément à faire face à de nouvelles contradictions, à de nouveaux problèmes[51]. »

Il est facile d'ironiser sur Mao, mettant en contradiction ses affirmations successives sur une question donnée. On peut présenter sa théorie des contradictions comme le simple paravent d'un esprit manœuvrier. Mao était certainement un homme politique retors et redoutable. Mais il pensait en termes politiques et dialectiques[52], ce qui n'est pas donné à tout le monde.

Philosophe, Mao semble parfois retiré sur des hauteurs, laissant les autres tenter de résoudre une crise qu'il a contribué à faire éclater. Mais, dirigeant de premier plan, il réfléchit à partir d'une très longue expérience de la lutte pour le pouvoir comme de la transition.

La transition n'est pas le fruit de l'action aveugle de mécanismes économiques. Elle est un processus politique et social, révolutionnaire, aussi bien qu'économique. C'est pourquoi elle s'opère sous la pression de contradictions particulièrement fortes. L'orientation économique doit tenir compte du caractère contradictoire de ce développement : les tensions et les blocages suscités lors d'une période déterminée devant être corrigés et dépassés durant la période suivante. La politique économique actuelle de la direction chinoise tente de répondre à de réels problèmes nés du développement antérieur. Mais elle va susciter ses propres contradictions sociales. Le nier au nom de l'efficacité immédiate, c'est préparer une réponse bureaucratique aux tensions à venir.

Dans la mesure où la transition est un processus contradictoire, une lutte complexe, l'un des problèmes clefs de ces sociétés postcapitalistes est celui du *rapport entre économie et politique* dans le développement social tout entier : le rôle du pouvoir politico-étatique dans la limitation des tendances au retour du capitalisme (tendances nourries par l'économie marchande, par exemple). Le rôle de la planification dans l'orientation économique. Le rôle de la démocratie socialiste dans la définition des choix essentiels et dans la lutte contre la bureaucratie. Le rôle de la légalité socialiste et du pluralisme dans la société de transition.

Cet ensemble de questions appelle une étude particulière, seulement évoquée dans cet article, à la lumière de l'expérience chinoise : des Cent Fleurs à la Révolution culturelle, puis au Mouvement démocratique.

1. Décision du comité central du Parti communiste chinois sur la réforme du système économique (adoptée le 20 octobre 1984 par la troisième session plénière du comité central issu du 12e congrès du Parti communiste chinois). Beijing Information *n° 44, 29 octobre 1984 (Beijing est la transcription officielle du nom de la capitale chinoise, Pékin).*

2. Huan Xiang, la réforme du système économique chinois, Beijing Information *, p. 17.*

3. La « bande des quatre » est le sobriquet donné par ses adversaires à la fraction qui s'est imposée à la tête du PCC à la suite de la Révolution culturelle et de la chute de Lin Biao, en 1971. Elle était composée de Jiang Qing (Chiang Ching), la femme de Mao Zedong et du « Groupe de Shanghaï » avec Wang Hongwen, Zhang Chunqiao et Yao Wenyuan. Cette fraction est rapidement éliminée du pouvoir après la mort de Mao (1976) avant d'être incarcérée.

4. La Révolution culturelle (de son nom complet, la Grande Révolution culturelle prolétarienne. GRCP) est la crise qui a secoué la Chine de 1966 à 1968. L'actuelle direction chinoise étend parfois la « période noire » de la Révolution culturelle jusqu'à 1976.

5. Les Cent Fleurs est le nom donné à une brève période de libéralisation de la vie intellectuelle (dans la littérature et l'art, notamment), en 1957. Le mot d'ordre en vigueur était alors : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ».

6. La période du Grand Bond en avant, à la fin des années cinquante, est celle d'une immense mobilisation de la population par le PCC pour une augmentation très rapide de la production économique et pour le développement de nouveaux rapport sociaux, collectifs : la Commune.

7. Il semble, par exemple, très difficile de déterminer quand la « lutte entre les deux lignes » qui débouche sur la Révolution culturelle en 1966 a vraiment commencé au sein de la direction du PCC. Seulement à la suite de l'échec du Grand Bond en avant, beaucoup plus tôt ou encore plus tard ? Ce sont évidemment des questions importantes pour comprendre l'histoire de ce parti et de ce régime. Mais les informations sont insuffisantes, contradictoires. Il faut, en effet, se méfier des interprétations présentées a posteriori *par les protagonistes des confrontations fractionnelles, durant les années soixante et soixante-dix.*

8. A la fin de sa vie, Lénine insistait tout particulièrement sur l'importance de cette question. Dans De la coopération *(daté du 6 janvier 1923), il conclut que « la révolution politique et sociale, chez nous, a précédé la révolution culturelle qui maintenant s'impose à nous. Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste. Mais elle présente pour nous des difficultés incroyables, d'ordre purement culturel (nous sommes illettrés, aussi bien que d'ordre matériel (car pour pouvoir devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle) ». (Lénine,* Œuvres choisies *en trois volumes, – Vol. 3, Moscou, 1968, p. 776).*

9. La présentation de la politique officielle de réforme sur le plan économique reprend celle de l'économiste Huang Xian dans le numéro du 20 mai 1985 de Beijing Review. *Les citations sont tirées de cet article.*

10. Pour ce qui est de la réforme de l'enseignement et des résistances qu'elle suscite au sein du parti, voir Patrice de Beer, le Monde *du 29 mai 1985 : M. Deng Xiaoping engage son autorité sur la réforme de l'enseignement.*

11. Décision du comité central..., op. cité,.

12. Liu Shaoqi (Liu Shao-ch'i) a été l'un des plus importants dirigeants du PCC. Il devint la cible principale des Gardes rouges durant la Révolution culturelle, dénoncé comme le premier des tenants du retour au capitalisme cachés au sein de la direction. Deng Xiaoping était alors dénoncé comme le deuxième agent du retour au capitalisme. Liu est mort en prison, du fait des mauvais traitements subis durant la Révolution culturelle.

13. Yan'an est le nom de la localité où se sont réfugiées en 1935, les armées communistes après la longue retraite connue sous le nom de Longue Marche. La « ligne de masse » a été mise en œuvre durant la guerre anti-japonaise. Dans sa formulation la plus générale, elle postule que les idées justes viennent des masses, sont centralisées et systématisées par le parti, reviennent alors aux masses. La connaissance vient des masses et revient aux masses en un mouvement de spirale sans fin.

14. Sur les « dix grands rapports » : deux versions de ce discours existent en traduction française. La première est conforme au texte diffusé durant la Révolution culturelle par les Gardes rouges. Elle a été publiée pas Stuart Schram dans Mao parle au peuple *(texte 1), Presses universitaires de France, Paris 1977. Une autre version plus longue a été publiée après la mort de Mao par les Editions en langues étrangères de Pékin :* Œuvres choisies *de Mao Zedong, tome V, Pékin, 1977. Les différences entre les deux versions peuvent avoir plusieurs origines. Mao ou ses proches ont pu retoucher durant la Révolution culturelle le discours (Mao a par exemple retouché lui-même nombre de textes parus dans les quatre premiers tomes des* Œuvres choisies *publiées à Pékin de son vivant). Le texte a pu être incomplètement diffusé durant la Révolution culturelle. Ou les successeurs de Mao ont pu ajouter certains passages pour rendre le discours plus conforme à leurs besoins. Les trois explications ne sont évidemment pas contradictoires.*

15. Han est le nom de l'ethnie très largement majoritaire en Chine.

16. Wang Ming (Chen Shaoyü) fut très longtemps le principal porte-parole de l'aile proprement stalinienne du PCC. Formé à Moscou, Wang Ming a passé la majorité de sa vie adulte en URSS. Il dirigeait dans les années trente la fraction des « 28 bolcheviks » (ou par dérision chez Mao des « 28 bolcheviks et demi ») dite aussi la fraction des « retours d'URSS ».

17. Dans leurs rapports avec Moscou, la révolution yougoslave et la révolution chinoise ont vécu des difficultés similaires. Pourtant, après la rupture russo-yougoslave, en 1948, les rapports entre Pékin et Belgrade se sont tendus et les Chinois ont finalement dénoncé le caractère « bourgeois » de la Yougoslavie. En effet, le régime yougoslave, inquiet des menaces d'intervention soviétique et voulant se protéger en se tournant vers l'Occident a soutenu durant la Guerre de Corée (1950-1953) les troupes impérialistes engagées dans la péninsule sous le couvert de l'ONU. Or, la Chine était l'une des premières cibles de cet engagement militaire impérialiste. De 800 000 à 1 million de volontaires chinois ont été tués sur le front coréen, contre les forces américaines. Cet appui yougoslave aux forces de l'ONU – en réalité aux armées américaines – a dû peser lourd dans les rapports entre le PCC et le PCY.

18. Mao Zedong, Œuvres choisies, *volume V, p. 328.*

19. De la juste solution des contradictions au sein du peuple, Œuvres choisies, *volume 5,* op. cité *p. 435.*

20. Mao Zedong, Œuvres choisies, *volume 5,* op. cité, *p.435.*

21. Mao Zedong, Discours à la conférence suprême d'Etat, 28 janvier 1958, dans S. Schram, Mao parle au peuple, *p. 85.*

22. Mao Zedong, Discours à la conférence de Chengtu, discours du 20 mars 1958, dans S. Schram, op. cité, *p.97-98.*

23. La « ligne générale » définit l'axe central de l'orientation du PCC pour une période déterminée. A partir de 1958, il s'agit de l'accélération de la construction du socialisme. Les « trois bannières rouges » de l'époque sont la ligne générale, les communes populaires et le Grand Bond en avant.

24. Le maréchal Peng Dehuai est membre du bureau politique. Il a été l'un des principaux dirigeants militaires du parti depuis les années trente. Il est démis en 1959 mais il n'est pas facile de savoir exactement pourquoi. Il a critiqué les excès du Grand Bond en avant, mais Mao a fait de même. Il aurait été trop proche des soviétiques alors que les tensions entre le PCC et le PC d'URSS s'aggravaient. Il aurait défendu une orientation « professionnalisée » pour l'armée et aurait mis en cause la position de Mao. A la conférence de Lushan de juillet 1959, Mao avait déclaré : « Si vous n'êtes pas d'accord avec moi, vous n'avez qu'à riposter. Je ne suis pas d'accord avec l'idée qu'on ne puisse contredire le président. De toute façon, vous n'avez pas cessé de le faire, sans me nommer, il est vrai. » Cela n'a pas empêché Mao d'obtenir le limogeage de Peng Dehuai par des méthodes qui rompaient avec les règles collectives en vigueur dans la direction du PCC. Cela semble avoir laissé des traces durables. Pour la citation ci-dessus, voir la note suivante.

25. Mao Zedong, Discours à la conférence de Lushan, 23 juillet 1959, S.Schram, op. cité, *p. 136-138. Sur le caractère iconoclaste et volontiers scatologique de Mao, voir plus loin.*

26. Mao Zedong, Discours à la conférence suprême d'Etat, 28 janvier 1958. S. Schram, op. cité, *p. 87.*

27. Mao Zedong, Discours à la conférence de Chengdu. Discours du 22 mars 1958. S. Schram, op. cité, *p. 110.*

28. Cité (conditionnellement) par Alain Roux, le Casse-tête chinois, *Editions sociales, Paris 1980, p. 182.*

29. Mao Zedong, Discours à une conférence de travail élargie au Centre. 30 janvier 1962. S. Schram, op. cité, *p. 158.*

30. Ce débat sur le rôle du marché et de l'argent, en Russie n'était pas un débat conjoncturel, lié seulement à la période de la nouvelle politique économique (la NEP), « retraite » imposée par les difficultés du moment. Voir ce qu'écrit à ce sujet Trotsky, en 1936, dans la Révolution trahie *: « La contrainte étatique et la contrainte monétaire appartiennent à l'héritage de la société divisée en classes (...) L'argent ne saurait être arbitrairement "aboli", pas plus que l'Etat ou la famille ne sauraient être "éliminés", ils doivent épuiser leur mission historique, perdre leur signification et disparaître. » Avec les mesures de nationalisation, une fonction de l'argent (accumulation du capital) se voit imposé « d'étroites limites » et se voit « transférée, sous un nouvel aspect, à l'Etat commerçant, banquier et industriel universel. Par ailleurs, les autres fonctions de l'argent,* mesure de valeur, moyen de circulation et de paiement, *sont conservées et acquièrent même un champ d'action plus large que celui qu'elles avaient en régime capitaliste. La planification administrative a suffisamment révélé sa force et, en même temps, ses limites (...) Deux leviers doivent servir à régler et adapter le plan : un levier* politique *(...), ce qui ne se conçoit pas sans démocratie soviétique ; et un levier* financier *résultant de la vérification effective des calculs* a priori *au moyen d'un équivalent général, ce qui est impossible sans un système monétaire stable. Le rôle de l'argent dans l'économie soviétique, loin d'être fini, doit encore se développer à fond. L'époque transitoire entre le capitalisme et le socialisme, considérée dans son entier, exige non la diminution de la circulation des marchandises mais bien son extrême élargissement (...) Pour la première fois dans l'histoire, tous les produits et tous les services peuvent être échangés les uns contre les autres. D'autre part, une édification socialiste couronnée de succès ne se conçoit pas sans intégration dans les sytèmes planifiés, de l'intérêt personnel immédiat, de l'égoïsme du producteur et du consommateur, facteurs qui ne peuvent se manifester autrement que s'ils disposent de ce moyen coutumier, sûr et souple, l'argent. » (dans :* De la révolution, *Editions de Minuit, Paris 1963, p. 486-488). Trotsky parle ici tout particulièrement pour les pays arriérés qui accèdent aux échanges généralisés.*

31. Lin Biao. Militant du PCC dès 1925. L'un des dirigeants militaires du parti durant les années vingt, trente, quarante. Il est l'un des dix maréchaux chinois nommés en 1955. Il remplace Peng Dehuai à la tête de l'armée lorsque ce dernier est limogé en 1959. Il est le grand prêtre du culte de Mao à l'époque de la Révolution culturelle.

32. Voir à ce sujet Jaime Wheelock : « Nicaragua-Théorie et pratique de la réforme agraire », Inprecor *n° 186 du 17 décembre 1984. C'est une traduction d'un chapitre du livre de Wheelock :* Entre la crisis y la agresion : la réforma agraria sandinista.

33. Voir à ce sujet les articles de Patrice de Beer, « Industrialisation rurale à la chinoise, le Monde *du 23 mai 1985 et du 24 mai 1985.*

34. Sur le Vietnam, voir Pierre Rousset : « dossier Indochine, dix ans après la victoire », interview publiée en deux fois dans Inprecor *n° 196 du 13 mai 1985 et n° 197 du 27 mai 1985.*

35. Pour ce qui est du cours original de la révolution chinoise avant la victoire, voir Pierre Rousset : « La troisième révolution chinoise et la victoire de 1949 : leçons et débats. » Polycopié, 1982.

36. Mao Zedong, discours aux travailleurs de la musique, 24 août 1956, S. Schram, op. cité, *p.79-80.*

37. En 1981, le PCC a publié en brochure plusieurs documents, dont une résolution du comité central du 27 juin 1981, sur l'histoire du parti et le bilan de Mao Zedong. Voir : « Resolution on CPC History (1949-81) », Foreign Language Press, Beijing 1981. Une version française existe probablement.

38. A l'occasion du suicide d'une jeune fille, Mlle Zhao, qui refusait le mariage imposé par sa famille, Mao Zedong écrit par exemple, une série d'articles qui dénoncent la condition faite à la femme en Chine : « Si Mlle Zhao est morte aujourd'hui, c'est parce qu'étant entourée par les trois filets de fer (la société, sa propre famille, la famille de son futur mari), elle a cherché en vain la vie, et a finalement été amenée à chercher la mort (...) L'incident d'hier était important. Il s'est produit à cause de l'ignoble système des mariages arrangés, à cause des ténèbres du système social, la négation de la volonté de l'individu, et l'absence de la liberté de choisir son propre époux. (...) L'arméede la révolution familiale se lèvera en Chine en une foule épaisse, et la grande vague de la liberté du mariage et de la liberté de l'amour se répandra sur la Chine.» Articles de 1919 cités par Stuart Schram, Mao Zedong, *Armand Colin, Paris 1972, p. 399-400).*

39. Mao Zedong, Discours de la conférence de Lushan, 23 juillet 1959, S. Schram, Mao parle au peuple, op. cité, *p. 134.*

40. Mao Zedong, Entretien à la réunion de rapport, 24 octobre 1966. S. Schram, Mao parle au peuple, op. cité, *p. 251.*

41. Mao Zedong, « Réformons nos études, notre parti et notre littérature », discours d'ouverture de l'école du parti de Yan'an, 1er février 1942. Cité par S. Schram, Mao Zedong, *Armand Colin, p. 212-213.*

42. Mao Zedong, interventions à la Fête du printemps, procès-verbal sommaire, 13 février 1964. S. Schram, Mao parle au peuple, op. cité, *p. 199.*

43. Mao Zedong, résumé des entretiens du président Mao avec les camarades responsables à divers endroits lors de sa tournée d'inspection en province, de la mi-août au 12 septembre 1971. S. Schram, Mao parle au peuple, op. cité, *p. 286. Les* Matériaux de référence : *un bulletin quotidien faisant l'objet d'une très large diffusion parmi les cadres, et présentant des traductions des informations des services de presse étrangers.*

44. Mao Zedong, discours à une conférence de travail élargie au Centre, 30 janvier 1962. S. Schram, Mao parle au peuple, op. cité *p. 164-165. Mao cite dans une partie de son allocution un entretien avec Montgomery, en 1960.*

45. Mao Zedong, Discours à la conférence de Chengtu, mars 1958, discours du 22 mars, S. Schram, op. cité, *p.108-109.*

46. Mao Zedong, Discours à la conférence suprême d'Etat, Extraits. 28 janvier 1958, op. cité, *p.85.*

47. Idem.

48. Décision du comité central du PCC sur la réforme du système économique... op. cité.

49. Idem p. 60.

50. Décision du comité central du 20 octobre 1984.

51. Mao Zedong, « Sur les dix grands rapports », op. cité, *p. 330-331.*

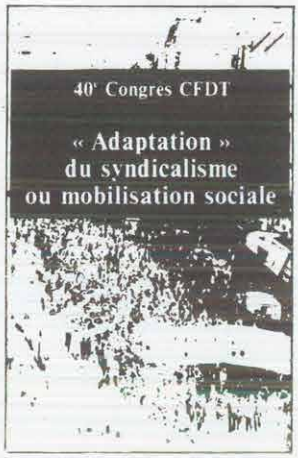
52. Il y a de longues discussions sur ce que la dialectique chez Mao doit au marxisme, à la dialectique dans la philosphie occidentale et à la dialectique dans la philosophie chinoise (taoiste). Il est probablement significatif, en rapport avec ses conceptions de la transition, que Mao considère que « l'unité des contraires » est l'élément clé de la dialectique et que « la négation de la négation » n'existe pas. Voir entretien sur des questions de philosophie, 18 août 1964, S. Schram, Mao parle au peuple, op. cité, *p. 214.*

Illustrations

En couverture : Ersnt Ludwig Kirchner. *Femme boutonnant son soulier,* 1912.
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.* Herscher.
Page 6 : Guerre Irak-Iran. Photo.
Page 8 : Otto Dix. *Sentinelle morte dans une sape,* 1924.
Eau-forte. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 10 : Dessin de Syssoïev.
In *La Vie devenue meilleure...* FN/l'Alternative.
Page 12 : Otto Dix. *Lens sous les bombardements,* 1924
Eau-forte. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 14 : Otto Dix. *Apothéose,* 1919. Gravure sur bois.
In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 18 : Erich Heckel. *Portrait en pied d'un enfant,* 1910.
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 20 : Bruegel l'ancien. *Les Jeux d'enfants.* Détail.
Page 24 : Bruegel l'ancien. *Les Jeux d'enfants.* Détail.
Page 30 : Otto Dix. *Troupes d'assaut avançant sous les gaz,* 1924. Eau-Forte.
In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 32 : Fac-similé d'une chanson dédiée à Sandino.
Page 38 : Karl Schmidt-Rottluff. *Femme en forêt,* 1919.
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 40 : Erich Heckel. *Femme levant les bras,* 1910.
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 44 : Emil Nolde. *Jeune couple,* 1917.
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 45 : Karl Schmidt-Rottluff. *Portrait I,* 1911.
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 46 : Erich Heckel. *Femme au repos,* 1914.
Lithographie. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*
Page 48 : Navire négrier.
Page 50. Bruegel l'ancien. *Les Mendiants* (partie).
Page 52 : Ernst Ludwig Kirchner. Catalogue réalisé pour l'exposition du groupe *Die Brücke,* 1922 (partie).
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques*
Page 56 : Max Beckmann. *La Maison des morts,* 1923.
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands, Œuvres graphiques.*
Page 58 : Goya. *De même.* Les désastres de la guerre (partie).
Page 60 : Goya. *Il n'est déjà plus temps* (partie), Les désastres de la guerre.
Pages 62, 64, 66 : Goya. *Les Trois Prisonniers.* Les désastres de la guerre.
Page 68 : Karl Schmidt Rottluff. *Couple d'amoureux,* 1920 (partie).
Gravure sur bois. In *Expressionnistes allemands. Œuvres graphiques.*

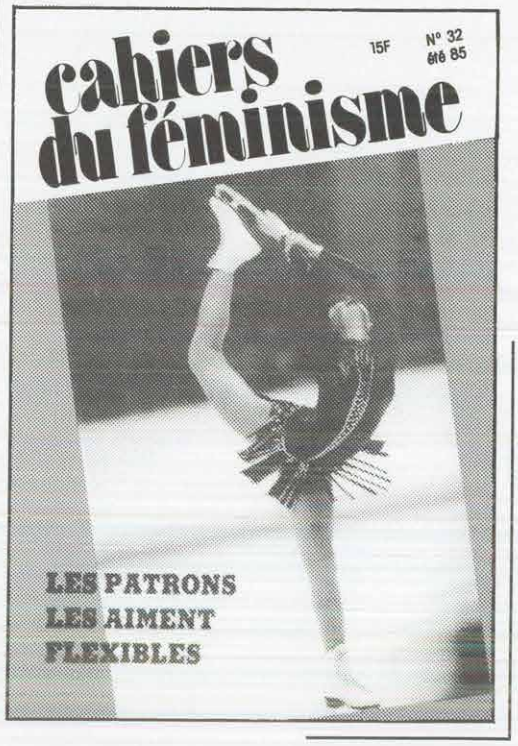
Illustrations

N'OUBLIEZ PAS



40e Congrès CFDT « Adaptation » du syndicalisme ou mobilisation sociale

Vous trouverez cette brochure de la LCR, à la librairie et auprès des militants de la LCR.



librairie diffusion

LA BRECHE

9 rue de Tunis
75011 Paris

Tél: 367 63 57
LA BRECHE

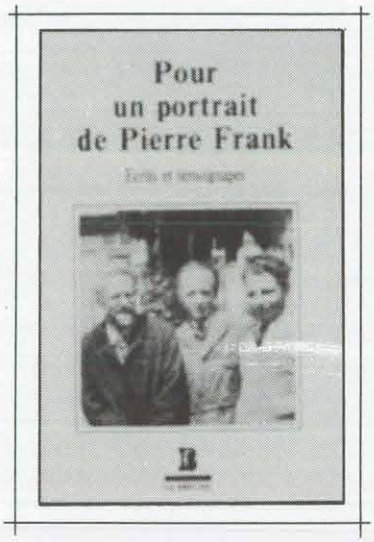
Heures d'ouverture

lundi : de 14h à 20h

de mardi à samedi : de 12h à 20h

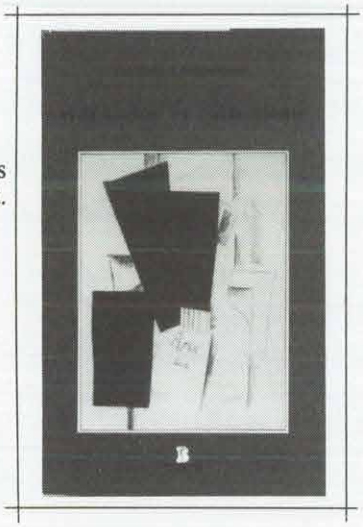
LA LIBRAIRIE EST OUVERTE TOUT L'ETE !

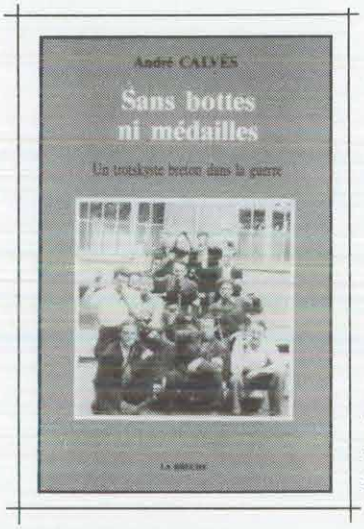
Nous avons sélectionné pour vous



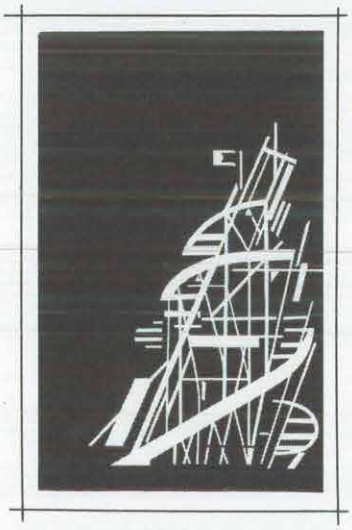
Pour un portrait de Pierre Frank
(75 F)
Témoignages sur cinquante ans de vie militante. Textes inédits de P. Frank sur la France (1934-1968)

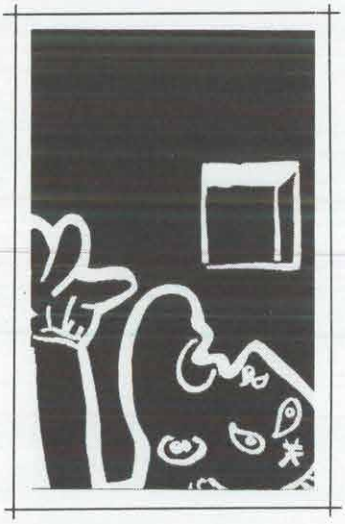
***Marxisme et esthétique* M. Lequenne (61 F)**
Un des rares essais marxistes sur l'art.





Sans bottes ni médailles
A. Calvès (60F)
Les « oubliés » de la Résistance.





Histoire de l'Internationale communiste
(2 tomes-130 F)

De l'heure des brasiers au coup de grâce de Staline.

Je commande :
. . . . . ex. de *Pour un portrait de Pierre Frank* à 75 F = ...
. . . . . ex. de *Marxisme et esthétique* à 61 F = ...
. . . . . ex. de *Sans bottes ni médailles* à 60 F = ...
. . . . . ex. de *Histoire de l'Internationale communiste* (2 tomes) à 130 F = ...

Total = ...
+ Port = 13,50
Total dû = ...

à envoyer à :
Nom : . . . . .
Adresse : . . . . .
. . . . . .

Règlement à l'ordre de PEC. Bon de commande à retourner à PEC. 2, rue Richard-Lenoir. 93108 Montreuil.

Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e^ Internationale)

n°43 Spécial 1985 35 F

CRISE ET TIERS MONDE

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil
Tél : 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP 56 5511